

UNE NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Médias et contrôle des esprits

La « pensée unique » restera dans les annales comme LE concept de 1995. Mais être à la mode coûte cher. Dévoilée à des fins de campagne électorale, l'expression a perdu de son sens. Il importe donc de revenir aux sources - à tout le moins à l'une d'elles. Le Monde diplomatique. « Qu'est-ce que la pensée unique ? », interrogeait Ignacio Ramonet dans l'éditorial du numéro de janvier dernier. Et de répondre : « La réduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, en particulier du capital international. »

Comment les médias, anciens et nouveaux, servent-ils la dévorante ambition de ce « moderne dogmatisme » ? Fidèle à l'approche qui a fait son succès, le trimestriel *Manière de voir* (1) apporte une réponse à la fois globale et diversifiée en rassemblant une soixantaine d'articles et de recensions parus dans les trois dernières années.

Initulée « Les nouvelles armes de la manipulation », une première partie s'attaque successivement au conditionnement journalistique (Serge Halimi), à la dénaturation de l'image (Edgar Roskis), au dévoiement des mots (François Brune), aux lacunes des statistiques (Alain Bihl et Roland Pfefferkorn). Sont aussi mis en cause les sondages (Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret, Patrick Champagne), la communication (Robert Tixier-Guichard et Daniel Chazotte) et la publicité (Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret), sans oublier la drogue que deviennent les jeux (Ingrid Carlander) et la religion du sport (Jean-François Bour).

Même le lecteur familier des réalités médiatiques sera surpris par la partie consacrée au « fascinant modèle amé-

ricain ». Des chaînes hyperlocales (Yves Eudes) aux radios de la haine (Eric Alterman), en passant par l'irruption des images virtuelles dans les tribunaux, voilà des exemples concrets de l'utilisation des nouvelles technologies au service d'un véritable « pré-à-porter idéologique » (Armand Mattelart).

Mais le principal apport de *Manière de voir* concerne les désormais fameuses (mais toujours mystérieuses) « autoroutes de l'information ». Le débat, souvent contradictoire, s'engage sur les véritables enjeux du multimédia : technologiques et économiques (Herbert I. Schiller, Philippe Quéau, Patrick Pajon, Asdrad Torrés), politiques et sociétaux (Armand Mattelart, Asdrad Torrés, Jacques Robin), juridiques et démocratiques (Philippe Quéau, Yves Eudes, Guy Lacroix et Daniel Nauleau), internationaux (Asdrad Torrés, Marc Ferro) et même philosophiques (Paul Virilio, John Berger).

Nouveau dieu paré de toutes les vertus (technologiques, économiques, démocratiques), ni nouveau Diable au sein du service de prétentions impérialistes, le « cyberspace » apparaît comme un terrain de combat, certes inégal mais riche de potentialités. Même pour le Sud, pourtant a priori marginalisé : c'est ce que montre Carlos-Alberto Alfonso et Roberto Bissio, récits convaincant à l'appui. Comment, par exemple, la militante écologiste indienne Vandana Shiva mit en difficulté, grâce au Third World Network, les manœuvres du président américain William Clinton sur la biodiversité...

DOMINIQUE VIDAL.

(1) « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir* n° 27, août 1995, 100 pages, 42 francs.

Colloques et rencontres

● **QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE POUR LA MONTAGNE ?** C'est le thème du congrès de la Fédération française d'économie montagnarde, du 5 au 7 octobre, à Gresseon-Vercors (FFEM, 3 rue d'Enlève, 38100 Grenoble). - Tél. : (06) 76-46-37-37.

● **RISQUES NATURELS, RISQUES DE SOCIÉTÉ.** Au cours des 6, 7 et 8 octobre, la 6^e édition du Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, le grand rassemblement de la communauté géographique mondiale. (Hôtel de ville, BP 275, 88107 Saint-Dié-des-Vosges Cedex. - Tél. : (06) 29-52-66-78.)

● **LA SCIENCE EN FÊTE.** Dans toute la France, 1 500 manifestations, organisées du 6 au 8 octobre par le secrétariat d'État à la recherche. (Nathalie Caradillac. - Tél. : (01) 40-34-39-50.)

Précisions

● Suite à l'article de Denis Duclos (« Quand la culture de la haine s'approprie les technologies de mort », août 1995), nous précisons que l'attentat d'Oklahoma City a fait environ cent soixante morts.

● À la demande de son auteur, François Poirier, nous signalons que le livre, le titre, le chapitre et les intertitres de l'article « Au Royaume-Uni les travaillistes préparent une relève loyale du Thatcherisme » publié dans notre numéro de septembre 1995, sont de la rédaction. Conformément aux usages de la presse, il en va de même pour tous les articles publiés par *Le Monde diplomatique*.

● Dans l'article de Jean Langfrière, « Le rôle méconnu des filiales des multinationales » (septembre 1995), il était écrit que les ventes des filiales françaises aux États-Unis avaient augmenté de 250 % ; le chiffre exact est de 150 %.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, lecteurs solidaires, nous avons pu abonner depuis janvier 1994, 373 centres de lecture collective, dont 168 en Afrique et au Proche-Orient, 71 en Amérique latine, 95 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 39 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-conformité des monnaies, interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale, les échanges d'opinion sont ainsi freinés. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir « Le Monde diplomatique », participez au fonds « Lecteurs solidaires ».

À retourner à : « Le Monde diplomatique », « Lecteurs solidaires », 15, rue Falguères, 75501 Paris Cedex 15.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :

☐ 320 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

☐ 375 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F

destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

COURRIER DES LECTEURS



Le mouvement indépendantiste polynésien

Le pasteur Jean Alexandre, secrétaire général du Service protestant de mission (Paris), réagit en ces termes à l'article de Jean-Marc Regnaud, « De nouveaux atouts pour le mouvement indépendantiste en Polynésie (notre numéro de septembre) » :

Je suis assez surpris de voir rappelés de vieilles lunes remontant à l'époque où, pour la République, il paraissait évident que ce qui était protestant était anglais, et ce qui était catholique, français. En réalité, si le protestantisme a été implanté en Polynésie par les Britanniques, leurs missionnaires ont été remplacés, dès la prise du pouvoir des Français, par les agents de la Société des missions évangéliques de Paris. Cela remonte tout de même à 1862 (...).

En dehors du protestantisme néo-calédonien, les protestants de Polynésie française sont de fait environnés d'Églises protestantes disséminées dans le Pacifique, et dont la langue d'échange est l'anglais. On ne peut guère s'attendre que ces Églises manifestent à leur tour de l'indépendance. Cela entraîne-t-il que cette dernière en retire un sentiment d'adhésion au « monde anglo-saxon » ? J'en doute, car cette solidarité entre Églises de cultures différentes se manifeste partout dans le monde, ni plus ni moins que dans le Pacifique.

Enfin, si l'on fait grâce de crêder le protestantisme d'une culture ecclésiale de type plutôt démocratique, on ne sera pas étonné de constater que les protestants polynésiens aient, dans certaines circonstances, avant tout la nostalgie, non du monde anglo-saxon, mais bien d'un fonctionnement réellement démocratique de la vie politique française. Celui-ci supposerait que les décisions soient précédées d'un débat contradictoire. Comme dans nos synodes.

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *die tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisensasse 7, Postfach 8031 Zurich), diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimesestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à environ 30 000 exemplaires.

Grèce. Il existe en outre une édition en langue grecque de notre trimesestriel *Manière de voir* (Éditions Dromos Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

An total, la diffusion du *Monde diplomatique* (230 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 450 000 exemplaires.

« La troublante ascension de l'Opus Dei »

L'article de François Normand « La troublante ascension de l'Opus Dei » (*Le Monde diplomatique*, septembre 1995) a fait réagir un grand nombre de lecteurs. Directeur du bureau d'information de la prélatrice de l'Opus Dei en France, M. François Gondrand écrit notamment :

Le travail n'est en aucune façon considéré dans l'Opus Dei comme une fin en soi, non plus que comme une justification du « capitalisme libéral ». Il n'a de sens qu'orienté vers Dieu, qui, au bout du compte, lui donne sa fécondité. À l'aide d'une exégèse contestable d'un verset de la Genèse, vous donnez une vision erronée de la prédication du fondateur de l'Opus Dei. (...) Une simple lecture des canons 294 à 297 du nouveau code de droit canon aurait suffi à vous montrer que les prélatrices personnelles sont dénommées ainsi par distinction avec les prélatrices territoriales (dites autrôis *prelaturas nullius*), alors que dans votre note, 7 vous en faites une seule et même chose. L'Opus Dei est la première (et pour le moment la seule) prélatrice personnelle. Ses fidèles laïcs dépendent réellement, et non en vertu d'une « fiction » de leurs évêques diocésains, comme tout fidèle laïc. En plus ils ont pris des engagements, en matière ascétique et de formation, dans la Prélatrice. Le collaborateur salarié d'une entreprise ne cesse pas de dépendre de celle-ci du fait de suivre à l'extérieur des stages de formation permanents ou un entraînement sportif ; il peut même en tirer plus d'efficacité dans son travail ; ainsi le fidèle de la Prélatrice cherche à être un chrétien plus responsable dans son milieu de vie, dans sa paroisse et dans son diocèse, où il est, un parmi d'autres. (...)

Aucune des personnalités politiques françaises citées ne fait partie de l'Opus Dei, ni n'est en rapport avec ses apostolats. Il n'est de même pour les dirigeants d'entreprise qui ont fait un jour une conférence au centre culturel Garnier, à Paris, comme pour M. Samaranch, comme pour le cardinal Somoza ou d'autres personnalités de la Curie romaine que vous citez. Feraient-ils partie de la Prélatrice que cela ne changerait rien à ce qui est dit plus haut : ils auraient alors à chercher à se sanctifier à leur place, et à la mesure de leurs responsabilités.

M. Lorenz d'Autriche signale qu'il n'est « ni membre, ni n'entreprend de relation sous quelque forme que ce soit avec l'organisation qui fait objet de votre investigation ». Quant à M. Hervé Gayraud, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des finances et du plan, chargé des finances, il nous écrit :

J'ai eu la surprise de voir dans la livraison de septembre 1995 de votre journal que nous étions, ma femme et moi « proches sinon membres » de l'Opus Dei. Permettez-moi tout d'abord de m'excuser de ne pas avoir été interrogé au préalable par M. François Normand, l'auteur de l'article, sur ce sujet. Je démens donc totalement cette allégation, n'étant ni membre ni proche de l'Opus Dei.

L'abbé Roger Pallais précise : Une personne m'a mis en contact en 1993 avec M^{lle} Pair-Peocate. Durant deux ans elle est venue me voir une trentaine de fois dans un centre de l'Opus Dei. Ce que vous dites à propos du mariage mixte ne peut se référer en aucun cas à elle et à ce garçon. C'est un terme qui désigne le mariage d'un catholique avec une personne non baptisée. Je n'ai donc pas pu avancer un tel argument dans ce contexte-là. Comme vous devez le savoir, un prêtre ne parle jamais des questions que l'un évoque avec lui. Il existe et le secret de la confession et le silence strict auquel oblige la déontologie professionnelle, qu'on soit médecin, banquier ou prêtre.

Je ne rentrerai donc pas dans les propos déformés que l'on m'attribue. Sachez de toute façon que je reçois toujours les femmes dans un confessionnal avec une grille, quand il s'agit de parler de choses touchant leur intimité (...).

Le fait qu'ils aient rompu leurs relations n'est pas dû à mon influence. Chacun d'eux a toujours eu toute la liberté d'agir selon sa conscience. Vous avouerez que, si cette demoiselle avait en conscience d'une quelconque pression, elle ne serait pas venue si souvent et si longtemps. Pour ce qui se rapporte à M^{lle} Fontana, c'est M^{lle} Pair-Peocate qui s'intéressait à la question. Je lui ai dit que je la connaissais et que j'avais les coordonnées de la Trêve de Dieu. Je comprends que cette jeune femme souffre de ne pas avoir pu se marier avec ce jeune homme ; mais, en l'occurrence, je n'y suis pour rien.

Pour sa part, M. Romano, directeur du bureau d'information de la prélatrice de l'Opus Dei en Belgique, affirme : L'Opus Dei n'a rien à voir avec le bulletin hebdomadaire *Europe Today* ni avec l'Institut Robert-Schuman.

Il est vrai que l'université catholique de Louvain n'a pas renouvelé le bail de location (qui venait à échéance) des deux résidences de l'ASBL Campus, dont la direction des activités de formation chrétienne est confiée à l'Opus Dei. Mais le motif qui a été communiqué par une lettre des autorités universitaires n'est pas celui que vous invoquez : l'université a tout simplement besoin de ces bâtiments pour des logements sociaux. L'ASBL Campus a donc

entamé la construction, sur les terrains de l'université, de deux nouvelles résidences où l'Opus Dei se verra confier, comme par le passé, le travail de formation chrétienne : aucune autorité de l'UCL n'a manifesté le moindre désaccord à l'égard de ces projets. Ces résidences ouvriront leurs portes dans les prochains jours, à la rentrée académique.

M. Andres Garrigo, directeur d'Europe Today, nous assure que :

1. L'agence Europe Today et l'hebdomadaire du même nom ne sont pas la propriété ni ne dépendent en aucune façon de l'Opus Dei.

2. Le bulletin hebdomadaire *Europe Today* ne reçoit aucune subvention de la Commission de Bruxelles. Il n'est pas distribué gratuitement, mais par abonnement.

3. Ni l'agence ni le bulletin ne défendent des « positions », mais fournissent des informations, dont les sources sont toujours citées.

4. Quant à l'article sur les méthodes naturelles du contrôle des naissances, paru dans le numéro 230 (et non 124 comme le dit votre article), il ne fait que citer deux études financées par l'OMS : l'une a été publiée par le *British Medical Journal* et l'autre réalisée par le gouvernement chinois.

5. Je n'ai jamais été professeur de l'Institut Robert-Schuman, qui d'ailleurs n'existe plus à Bruxelles.

Enfin, Fernando Perreau de Pininck déclare :

Les accusations que *Le Monde diplomatique* porte contre l'Opus Dei ont la même crédibilité que l'attribution que vous me faites de la nationalité portugaise - ma nationalité est espagnole.

M. Normand me cite comme exemple d'« infiltration » de l'Opus Dei dans des organisations internationales. Il se fait que, en plus d'avoir réussi mon concours et été sélectionné sur la base de critères objectifs de compétence, je n'ai jamais caché mon appartenance à cette institution, dont mes supérieurs à la Commission européenne ont toujours été au courant. Dans un cas concret, on ne m'a sélectionné qu'après une enquête approfondie sur l'Opus Dei, dans des pays et dans des continents différents. Si M. Normand avait voulu prendre la peine d'enquêter un peu plus, il aurait conclu, comme mes supérieurs, que l'appartenance à l'Opus Dei est une affaire religieuse personnelle qui ne représente un danger pour qui que ce soit.

(...) Les autorités de l'Union européenne pour lesquelles je travaille ou j'ai travaillé - des non-catholiques dans la plupart des cas - ont fait preuve d'une tolérance et d'un respect de la liberté religieuse et d'opinion qui sont singulièrement absents dans l'article que vous venez de publier.

« Fin de règne en Arabie saoudite »

Un lecteur de Jeddah nous a écrit à la suite de la reproduction dans l'article « Fin de règne en Arabie saoudite » (*Le Monde diplomatique*, août 1995) d'un citation d'un sermon du cheikh Saleh bin Humaid par le bulletin de la BBC :

Elle n'est pas exacte, parce que la dernière phrase : « Ils [les juifs] tuent et torturent selon les méthodes de Pharaon. Nous [les Arabes] tuons leurs enfants, nous jalousons de leurs femmes, nous les conquérons » ne peut être du cheikh bin Humaid. Après vérification à partir de la bande son, il s'est avéré qu'il s'agit d'un verset du Coran (sourate 7, verset 127) : « Et les notables de Pharaon dirent : « Laissons-tu Moïse et son peuple commettre du désordre sur la terre, et même te délaissent toi et tes divinités ? » Il [Pharaon] dit : « Nous allons massacrer leurs fils et laisser vivre leurs femmes. Nous aurons le dessus sur eux et nous les dominerons. » C'est donc Pharaon qui parle.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BRUVE-MÉRY
Directeur : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESNI
Rédaction : Christian DE BRIE
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Serge HALIMI
Secrétaires de rédaction
et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Marie HERARDI
Secrétaire : Joceline CAPRON,
Monique SALOMÉ

Anciens directeurs :
François Hout (1954-1972)
Claude Jullien (1973-1990)

RÉDACTION
15, rue Falguères
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-71

Publicité : Le Monde Publicité S.A.
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCBOVOVA
Tél. : 44-43-76-23. Télécopie : 44-43-77-30
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

هكذا من الاصل

Le droit d'asile

EN France, des maires de grandes villes interdisent le séjour de « mendiants » dans leurs murs, le ministre de l'intégration découvre le concept de « familles défectueuses », celui de l'intérieur annonce un « charter » par semaine pour les étrangers indésirables. Les Tsiganes roumains de Lyon ont inauguré cette politique, que n'a pas remise en question la mort, en août, sous les balles d'un policier, d'un enfant réfugié d'ex-Yugoslavie. Ailleurs, d'autres exclus tentent, par la création et l'échange culturel, de renouer le lien social.

Par PHILIPPE VIDÉLIER *

Immigrés et pauvres sont désormais invités à aller voir ailleurs, comme s'il existait un ailleurs où remiser les damnés de la Terre. S'il était un jour besoin d'illustrer la fragilité de notre raison démocratique, l'affaire des Tsiganes de Lyon resterait dans les annales comme un cas d'école. Réclamant l'asile selon les règles que s'est donné la communauté internationale, la Convention de Genève, ratifiée par la France et l'ensemble des nations civilisées, quelques centaines de Tsiganes roumains avec femmes et enfants ont, par leur simple présence, mis l'agglomération lyonnaise en émoi et enrayé les accords de Schengen. Démunis, rejetés, traînant leur existence incertaine dans des « squats » incommodes ou dans une caserne désaffectée placée sous la garde des CRS, ce situation précaire, ils attendent résignés l'heure de la grande expulsion ou de la fuite vers d'autres lieux espérés plus cléments.

Tout en versant des larmes de crocodile sur les malheurs télévisés de la planète, la société ce cesse de se durcir. Lorsque chassés de la terre de leur naissance par les rigueurs des temps et atti-

* Historien, CNRS-Lyon.

rés vers l'Occident par la perspective d'une vie moins rude, les Tsiganes roumains nous arrivent par grappes, après avoir franchi les frontières en d'introuvables voyages à travers l'Ukraine, la Pologne et l'Allemagne, dans des camions ou des bus aux vitres peintes après avoir laissé entre les mains de passeurs sans scrupules et jamais inquiétés une petite fortune de 3 000 marks recueillis en vendant la maison familiale ou en s'endettant auprès de voisins, alors la réaction est unanime : « Où ils veulent, sauf chez nous ! » Seules quelques voix s'élèvent encore dans le monde associatif afin de maintenir un peu de raison et d'humanité.

Alors que des panneaux publicitaires dans toute la ville vantent « Les 100 violons tsiganes au Théâtre antique de Vienne », Lyon tente, dans un large consensus, de se débarrasser de ces réfugiés. Figures nouvelles de l'étranger apparues subitement entre Rhône et Rhénane, dans les rues, sur les places, aux carrefours, dans les transports en commun, avec des femmes aux jupes barolées mendiant ou compagnie de leurs enfants, les Tsiganes, hôtes inattendus, sont rapidement devenus l'objet

encombrant de l'attention des pouvoirs publics, des élus et des habitants.

Sitôt qu'il eut offert son local derrière l'hôtel de ville pour servir de boîte aux lettres aux réfugiés, le Secours catholique reçut une pétition des locataires et des commerçants de la rue Désirée : « Ce bureau connaît depuis quelques semaines une fréquentation croissante et pour tout dire envahissante. Certains jours cet afflux de personnes occasionne malheureusement des nuisances de toutes sortes qui deviennent intolérables pour les riverains, les commerçants et les promeneurs. » Avec complaisance, la presse régionale répercutait cette irritation : « Si une telle situation devait perdurer, au sein de la population lyonnaise, un sentiment de rejet doublé d'une certaine agressivité envers ces communautés tsiganes. Risque que ne manqueront pas d'évaluer les autorités préfectorales (1) », concluait-on dans un rappel à l'ordre.

Il s'est dit que la cause de l'arrivée subite des Tsiganes à Lyon était son jumelage, aux beaux jours de la solidarité européenne, avec la ville de Craiova, où la plupart d'entre eux résident. Elles sont bien loin, les réceptions officielles sous les lambris de l'hôtel de ville : « La France et les Lyonnais suivent l'évolution de la Roumanie avec beaucoup d'intérêt. Nous voulons répondre à tout ce que vous attendez de la France ! (2) » En 1995 la moitié des demandeurs d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) en provenance de pays d'Europe sont d'origine roumaine. Pour la préfecture du Rhône, aucun doute : il s'agit d'« étrangers en situation irrégulière », à qui il faut appliquer avec fermeté et rigueur les lois sur l'immigration clandestine (3). Mais elle ajoute curieusement : « Au terme des procédures légales pour ceux qui auront été

déboutés du droit d'asile. » Or ces considérations sont parfaitement contradictoires. Dans l'esprit de la Convention de Genève, le franchissement clandestin d'une frontière n'est pas opposable à la demande d'asile. Les victimes de persécution n'ont en effet pas nécessairement les moyens légaux d'y échapper. Il revient à l'Ofpra et à lui seul, au vu d'un dossier individuel, d'accorder ou non l'asile. Pour le temps de la procédure, le demandeur est en situation tout à fait régulière.

Mais la France s'est laissée glisser doucement dans les délices de ses frayeurs. D'élection en « petite phrase », elle s'est peu à peu convaincue que c'est bien de l'immigration qui lui vient ce mal-être qui la trouble. Son rapport avec le droit – ce droit dont elle est si fière dans les salons internationaux – s'en trouve dégradé, tout comme se trouve modifiée sa perception des populations désertées du Sud et maintenant de l'Est. Les Tsiganes roumains sont venus demander l'asile selon des lois françaises. Or s'agissant d'eux, de leur aspect, de leurs mœurs, règles et lois paraissent ne plus valoir.

« Les Roumains viennent en France pour des raisons de confort qui n'ont rien à voir avec des persécutions », tranche la préfecture (4). De leur histoire, on ne veut rien savoir. L'un des Tsiganes relate pour l'Ofpra les motifs de son exil : son licenciement de l'entreprise sucrière de Craiova, où il travaillait, qu'il met sur le compte de son origine, la mise à sac de sa maison, l'hostilité de la police... Il parle de sa peur des représailles, de sa volonté de quitter la Roumanie, de ses essais répétés et infructueux : « Une semaine après la naissance de notre enfant, j'ai fait une nouvelle tentative en passant par la Pologne : je me suis fait arrêter à la frontière allemande et renvoyer par avion à Bucarest. J'ai essayé de nou-

veau, une semaine plus tard, toujours par la Pologne : j'ai quitté ce pays le jeudi 8 juin, vers 20 heures, et j'ai pu traverser l'Allemagne caché dans un camion climatisé avec d'autres personnes sans en sortir. Nous avons ensuite été transférés dans un autocar dont les vitres étaient peintes et qui nous a déposés à Lyon à proximité d'un foyer le vendredi 9 juin, vers 23 h 30. Le lendemain matin, vers 7 heures, la police est venue nous arrêter et je n'ai pas pu me rendre à la préfecture pour demander l'asile (5). » Il est peu probable que celui-ci, comme ses compagnons d'exil, obtienne l'asile. Préjugant des décisions de l'Ofpra, la préfecture du Rhône engageait le monde associatif à « ne pas compliquer les opérations de retour, qui sont inévitables », assurant que l'Etat, « responsable de ces délicates opérations de reconduction, soit qu'il a la compréhension » de la population.

Deux jours après la publication de cette profession de foi, l'Ofpra, organisme sous tutelle du ministère des affaires étrangères, est venu au secours des autorités en faisant savoir que « en raison des changements fondamentaux intervenus dans le régime politique de la Roumanie », les nationaux de ce pays ne pourront plus bénéficier du statut de réfugié en France. Amnesty International venait pourtant de consacrer un document particulier à la Roumanie : « Malgré les assurances données à la communauté internationale, y est-il dit, les violations des droits de l'homme persistent. » Et de dresser sur quinze pages le « catalogue des injustices faites aux Tsiganes », depuis les incidents de 1990 contre les « moteurs d'ours »

(1) La Progrès, Lyon, 13 avril 1995.
(2) La Progrès, 31 octobre 1992.
(3) Communiqué du préfet du Rhône, 17 juin 1995.
(4) La Progrès, 10 mai 1995.
(5) Déclaration de M. B., 22 juin 1995.

Pour le partage du savoir

Par MARIANNE BOILÉVE *

SOMMAIREMENT emmêlé au-dessus de la guavilla béante du « Dragon », installé au numéro 7 de la rue pansanianna du même nom, une large banderole jeune trouble la tranquillité bourgeoise du quartier. Depuis des mois, des dizaines de familles mal logées, des « sans-domicile », des exclus vivent là, à Paris, au cœur de Saint-Germain-des-Près, dans une école désaffectée « réquisitionnée » en décembre 1994 par l'association Droit au logement (DAL). De la fuite « réquisition » est née une

* Journaliste.

JEHAN RICTUS (1867-1933)

Les Soliloques du pauvre

Poète français, ami de Paul Gauguin, auteur des *Dolances* (1900) et de *Canitènes du malheur* (1902), Jehan Rictus a traduit dans une langue colorée qui emprunte à l'argot populaire – à la manière de Rutebeuf ou de Villon – les souffrances et les espoirs des déshérités.

Quand j'pass' triste et noir, gn'a d'quoi rire.
Faut voir rentrer les bootiquiers
Les yeux durs, la gueule en tir'lire,
Dans leurs comptoirs comm' des banquiers.

J'les r'lique : et c'est irrésistible,
Y a'caval'nt, y a'ont peur de moi.
Peur que j'leur choppe leurs comestibles.
Peur pour leurs femm's, pour je s'ais quoi.

Leur conscience dit : « Tu l'soign's les tripes,
« Tu l's bourre » à t'en étouffer.
« Ben, n'co y'a un qu'a pas bouffé !
Alors dame ! euss'y m'pren'nt en grippe !

Gn'a pas ! mo' opère' les embarrasse,
Ca leur z'y donn' comm' des remords :
Des fois, j'plagn' ma fielle à leurs glaces,
et y d'viennent livid's comm' des morts.

(...) « Avez-vous vu ce misérable,
Cet individu équivoque ?
Ce poulieux, ce voleur en loques
Qui nous r'gardait manger à table ?

« Ma parole ! on n'est pas chez soi,
On n'peut pas digérer tranquille...
« Nous payons l'impôt, gn'a des lois !
Qu'est-ce qu'y font dooc, les sergents d'ville ? »

(...) Pendant c'temps, moi, j'file en silence,
Car j'ain' pas le publicité !
Oh ! j'connais leur état d'anéanti,
Y m'f'raient foutre au clou... par prudence !

Comm' ça, au moins, j'ai l'benefice
de m'répéter co' liberté
Deux mots lus en' les édifices :
« Egalité ! Fraternité ! » (...)

(Les Soliloques du pauvre, réédition, L'Harmattan, Paris, 1994.)

association : Droits devant l, qui a déclaré la guerre à toute forme d'exclusion. Son cheval de bataille : la culture, sous tous ses aspects, à condition qu'elle donne au citoyen les moyens de se forger une pensée autonome et de l'exprimer.

Chimère d'intellectuels ? Nombre d'organismes, comme le mouvement international ATD Quart Monde, ou d'institutions, comme la Commission européenne, partageant une même conviction : la culture n'est pas « un luxe que l'on peut ajouter à l'existence, quand tous les problèmes sociaux sont résolus. Au contraire, il s'agit de l'élément central de l'existence sociale, car ce sont les barrières culturelles, l'ignorance, la honte et l'incertitude générale qui entravent la participation politique et sociale, et qui touchent aux valeurs les plus élémentaires de l'existence (1) ».

Ce postulat de départ se retrouve dans toutes les associations qui utilisent l'outil culturel pour combattre l'exclusion. A Paris, Droits devant l, très vite mise en place une série d'ateliers de création (théâtre, arts plastiques, vidéo...) et d'échange des savoirs (mathématiques, philosophie, sociologie de l'exclusion...), régulièrement animés par des intellectuels, des artistes et des sans-domicile.

La notion de partage du savoir n'est pas moins importante au sein des Universités populaires d'ATD Quart Monde, mais le message politique y tient sans doute plus de place. La Père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement (2), voulait qu'elles servent à « libérer les hommes, les rendre vraiment hommes ». Un peu partout à travers le monde, à Madagascar, au Sénégal, en Haïti, aux États-Unis comme en Europe, les Universités populaires du Quart Monde sont conçues pour que peuples et non-peuples apprennent à réfléchir ensemble et à concevoir une action commune pour lutter contre la misère, considérée comme une violation des droits de l'homme. L'enjeu est culturel aussi bien que politique, comme en témoigne ce propos d'un militant sénégalais : « Un proverbe de chez nous dit : Le remède de l'homme, c'est l'homme (...). La culture, c'est savoir dire son ensemble, et dire oui ensemble (3). »

Rencontre de deux mondes

C'EST ce qu'ont expérimenté les jeunes de l'Université-Cité populaire de Merville, dans les Bouches-du-Rhône, où habitants des cités, étudiants et universitaires apprennent à devenir des acteurs conscients de la transformation sociale. Les premiers assurent des cours à l'université et, inversement, les étudiants se déplacent pour s'impliquer dans la réalité des quartiers. « Nous savons très bien que l'Université-Cité ne produira pas de travail, affirme M^{me} Rechida Kaabeche, une jeune éducatrice au chômage. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Ce qui est primordial, c'est le renouveau de deux savoirs, celui de la cité et celui de l'université. La relation avec l'autre conduit au désir de s'engager, de changer les choses. »

L'approche de l'université du Citoyen, à Marseille, est comparable, qui consiste à pousser les habitants des cités à prendre conscience de leur place et de leur rôle dans la société, afin de créer une alliance constructive entre eux et les décideurs (élus, partenaires, logeurs...). « Les gens ont un savoir à eux, mais ils ne savent pas l'exprimer,

explique M. Jo Ross, médiateur social auprès de la sous-préfecture et « inventeur », en 1992, de l'université du Citoyen (4). Notre université les aide à formuler les questions, à interpellier les décideurs pour leur permettre d'agir plutôt que de réagir de manière instinctive. (...) Cette majorité silencieuse a énormément de choses à dire, d'idées à faire connaître, mais ne le fait pas elle-même. »

Des sessions plénières se déroulent chaque mois en présence de trente à cent personnes, selon les thèmes débattus (logement, santé, justice...). Les « citoyens-étudiants » apprennent à poser les bonnes questions, à repérer les bons interlocuteurs et les lieux de décision, enfin d'être autonomes. Le chemin qui mène à cette prise de parole citoyenne est cependant difficile à parcourir pour des hommes et des femmes, jeunes ou vieux, qui se sont réfugiés dans le silence, après avoir perdu confiance en eux. « Il m'a fallu trente ans pour que je me libère de cette honte d'être pauvre, de cet isolement, affirme un militant belge. C'est en entrant en contact avec ATD Quart Monde que j'ai appris à parler, à défendre mes idées, à comprendre que nous sommes comme les autres. »

A ces « relégués de la vie », qui ont oublié – ou n'ont jamais eu – qu'ils étaient « comme les autres », il faut commencer par « donner sens à ce que la personne dit et fait (5) », et lui montrer qu'elle détient un savoir, une richesse intérieure à faire connaître.

Le recours à l'expression artistique est une des clés de cette valorisation, car il permet de montrer à des personnes marquées par « le honte d'être pauvre » qu'elles sont non seulement capables d'écouter au beau, mais aussi de la fabriquer. Au Guatemala, où ATD Quart Monde a lancé le programme Art pour tous, des artistes se sont déplacés dans les bidonvilles pour partager leur passion. L'un d'entre eux s'était installé dans une décharge publique avec des enfants : « Je cherchais à créer chez eux l'émotion, car je pense que, quand la vie est trop difficile, les gens doivent se transformer en pierre, s'endurcir pour pouvoir supporter les conditions de vie qui sont les leurs. (...) A travers l'art, à travers la signature qu'un enfant appose au bas de son dessin, il peut dire : « Je suis un être humain, je suis capable de faire le bien, j'ai le pouvoir de ressentir une émotion. » »

A des milliers de kilomètres de là, dans un quartier « mal famé » de Dublin où l'on compte 80 % de chômeurs, M^{me} Fiona Nolan, une travailleuse sociale passionnée de théâtre, a encouragé une douzaine de mères de famille à oser mettre en scène des existences dont elles n'avaient jusqu'alors jamais eu à s'engorger. Voilà maintenant neuf ans que les Balcony Belles de Sheriff Street écrivent et jouent des pièces qui explorent les différents aspects de la culture et de leur vie quotidienne (chômage, travail au noir, sécurité sociale, etc.). Si les Belles ont connu des débuts difficiles, elles ont peu à peu acquis une telle notoriété

que l'image de leur quartier s'en est trouvée modifiée.

Cardboard Citizens, une compagnie londonienne fondée il y a quatre ans « par et pour des sans-abri », utilise le même source d'inspiration que les Balcony Belles, à savoir l'expérience vécue de ses membres. Mais elle va plus loin dans son rapport au spectateur puisqu'elle reprend le principe du « forum-théâtre », mis au point par le metteur en scène brésilien Augusto Boal. La formule a l'avantage d'engager un réel échange critique avec le public, que celui-ci soit avec ou sans abri (6).

Toutes ces initiatives conduisent des exclus à s'inscrire dans un projet commun, à devenir des protagonistes, à prendre des responsabilités. Modestes ou ambitieuses, ces expériences connaissent un tel développement que les institutions, soucieuses de « réduire la fracture sociale », ne peuvent les ignorer.

Dans la seule Europe, 52 millions de pauvres sont en droit d'ediger l'application des droits fondamentaux définie dans le pluriel des Constitutions européennes, notamment le droit à la culture. Sans doute est-ce pour cela que la direction générale de la Commission européenne chargée de l'information et de la culture, le DG X, a l'intention de mettre en place toute une série d'actions. Des opérations pilotes, comme le programme Horizon, sont déjà lancées. Elles visent à rétablir « le lien social, la cohésion sociale, au travers de comportements culturels » dans les quartiers « chauds » de plusieurs villes européennes. Mele on attend encore un projet global, avec de véritables moyens et un véritable budget.

(1) Mouvement ATD Quart Monde, Une politique à partir des plus pauvres, Paris, 1993. Lire Adeline de Vos Van Steenkiste, « Des citoyens exclus de la démocratie », Le Monde diplomatique, mai 1998.

(2) 23, rue de Béhères, 75005 Paris. Tél : 42-46-81-93.

(3) Contribution du Sénégal à la quatrième session des Universités populaires Quart Monde, Bruxelles, juin 1995.

(4) L'université du Citoyen fonctionne si bien que La Seine, Toulon, Arvignon et Crotti ont annoncé leur intention de créer les leurs.

(5) Monique Jaurès, bénéficiaire du Quart Monde à Genève.

(6) Des expériences de ce type se déroulent également en France, notamment dans la cité des Miniguettes, à Valenciennes, où la compagnie Diction Avant travaille sur la mémoire des habitants et organise des stages pour les jeunes. Lire, d'autre part, Miguel Angel Estrella, « A quel bon jouer Beethoven quand les gens ont faim ? », Le Monde diplomatique, juin 1989.

هكذا من الاصل

سكناء اللاجئين

VRAIS EXCLUS malmené



TSIGANES SUR UNE ROUTE EN FRANCE
Comme s'il existait un asile où rester les damnés de la Terre

jusqu'aux violences racistes de Baci en janvier 1995, au cours desquelles les Tsiganes ont vu leurs maisons incendiées (6). Lors d'une conférence de presse à Bucarest, l'association attirait l'attention sur « les cas de tortures et de mauvais traitements infligés aux prisonniers » ainsi que sur « les discriminations de la police envers la minorité tsigane ».

Gérée au niveau interministériel dans le seul souci d'affirmation de l'autorité plénière à l'opinion publique, la crise tsigane a été à l'origine de la suspension de l'application des accords de Schengen, le 29 juin 1995, et de la remise au goût du jour des fameux « charters » d'étrangers. Dans l'improvisation, le 17 juin, douze malheureux Roumains étaient renvoyés pour l'exemple à Bucarest depuis l'aéroport de Lyon-Satolas. Ce premier « charter » de l'ère chiraquienne a été le point d'orgue d'une série d'incidents aussi inquiétants que peu glorieux.

À l'heure du laïcité, le samedi 10 juin, la police rattachait 28 Tsiganes arrivés dans la nuit sur un terrain vague. Bien que les procès-verbaux de police aient mentionné leur souhait de demander l'asile, ils ont été considérés comme « immigrés en situation irrégulière » et ont fait l'objet dans la journée d'un arrêt de reconduite à la frontière. Les hommes furent emmenés dans un centre de rétention, tandis que leurs compagnes étaient confiées aux bons soins de l'Armée du salut. En appel devant le tribunal administratif, les Roumains furent amoncés dans le dossier, traitement de force généralement réservé aux criminels dangereux. Lorsque, enfin, à la veille de remplir le « charter », il fallut mettre la main sur les femmes et les enfants dispersés dans la ville, se produisirent des scènes incroyables, rapportées par la

presse avec des accents d'un autre âge. « L'ordre des autorités est tombé sur les ondes de radio-police aux alentours de 16 heures : " Arrêtez tout ce qui ressemble à un Roumain de près ou de loin. " Pendant un instant, il y eut un silence pesant sur la fréquence. " C'est vrai que ça faisait drôle... ", confiait un gardien de la paix entre deux embarquements de groupes de Tsiganes dans les fourgons. (...) Ce fut la grande caravane des fuyards des Carpates à travers les rues de la ville. Fonctionnaires aux trousseaux donc (7). » Le ton goujard du journal se prête mal à la brutalité des faits rapportés : chasse au facit et drame humain.

Il n'est pas jusqu'au quotidien *Libération* qui ne se soit laissé aller aux titres faciles : « L'Eldorado lyonnais fond pour les Tsiganes (8) », Eldorado ? « Cent, cent cinquante, cent quatre-vingts gamins à la rue en plein mois de mars, on ne pouvait pas laisser passer », explique Olivier Brachet, ancien animateur de la revue *Economie et humanisme*, aujourd'hui directeur du Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile (Crarda). « Nous avons dû simplement que les femmes et les enfants ne couchent pas dehors », réchérît le pasteur Jean Costil, de la Cimade. Il a fallu un coup d'éclat : l'organisation d'un campement sur l'esplanade de la basilique de Fourvière, qui domine Lyon, pour que ces appels soient en partie entendus. Au soir du 11 mai, 150 Tsiganes se retrouvaient ainsi sous des tentes prêtes par les associations. L'émotion soulevée et la peur du scandale obligèrent les autorités à trouver une solution : une caserne désaffectée de Saint-Priest, banlieue dite à problèmes de l'Est lyonnais.

« Nous appelons la population lyonnaise à témoigner sa solidarité »,

concluait le communiqué des associations réunies devant la basilique. Hélas, il n'y eut guère, bien au contraire. Quand une quarantaine de Tsiganes, dont une moitié d'enfants, ont été hébergés dans un foyer Sozacotte de Pont-de-Chéruy, dans l'Isère, le maire, pour marquer son hostilité, s'est chargé en personne d'organiser un barrage à l'entrée du foyer avec contrôle d'identité : « Pour les réfugiés bosniaques, nous n'avons rien dit ; mais cette fois, c'est trop (9). »

La démonstration a été, dit-on, « très appréciée » des riverains. Précisons que les Bosniaques si généreusement tolérés se réduisaient à quatre familles en tout et pour tout, et que Pont-de-Chéruy compte quatre mille habitants. Bien que Saint-Priest ait été, en 1989, au nombre des villes à « adopter » un village roumain, la décision préfectorale de loger les Tsiganes dans sa caserne désaffectée, quelques semaines avant les élections, provoqua la démission en signe de protestation du conseil municipal, tous groupes confondus, à l'exception du Front national qui proposait l'expulsion immédiate des intrus. Pont-de-Chéruy, comme Saint-Priest, sont pourtant des localités industrialisées depuis les années 20 qui doivent l'essentiel de leur croissance à l'immigration. A Pont-de-Chéruy, réfugiés russes et arméniens, albanais, grecs venaient alors s'employer dans les tréfileries, tandis qu'à Saint-Priest une grande usine textile faisait affluer Italiens et Espagnols. Avant guerre, Pont-de-Chéruy comptait 29 % d'étrangers, sa bourgeoisie jumelle de Charvieu 51 %, et Saint-Priest 33 % !

Réfugiés, immigrés, étrangers, demandeurs d'asile, réguliers, clandestins : tout se mélange et se confond dans la thématique du refus. Parfois l'hostilité s'exprime dans des lettres, comme celle d'un habitant de Villeurbanne à la Cimade : « Arrêtez de nous laisser envahir et vous de gentilles à tout moment pour ces étrangers, quand nous avons tant de Français au chômage, dans la misère et que l'on rejette, soûlons (sic) faute de moyens. »

Cela modifierait-il son point de vue d'apprendre que les archives de sa ville de Villeurbanne renferment des listes multiples à la sienne, mais datant de plus d'un demi-siècle ? « Nombreuses sont les usines où l'on nous congédie pour garder des ouvrières étrangères, se plaignait en 1931 un groupe d'ouvrières françaises ». « Les trois quarts de ces étrangers vivent ignorés du fisc et c'est nous qui payons pour eux, sommes congédiés (10). » Le maire d'alors, de gauche mais à l'écoute

des doléances de l'électeur, conseillait déjà aux entreprises de pratiquer à l'embauche la discrimination que d'aucuns appellent aujourd'hui « préférence nationale ».

Le thème de l'étranger profiteur revient en force. Dans *Le Progrès*, on lit que « chaque demandeur d'asile reçoit effectivement l'aide d'associations dans le cadre d'une action sanitaire et sociale et est hébergé en foyer ou à l'hôtel. Il est vrai également qu'ils perçoivent des allocations, une de 2 000 francs au titre de l'insertion et une autre de 1 300 francs mensuels, pendant douze mois au maximum (11). »

Or ces aides, qui sont prévues par les textes et assorties d'une interdiction absolue de travailler afin que les réfugiés ne deviennent pas des immigrés, la plupart des Tsiganes n'en bénéficient pas. Un recensement effectué par le Crarda auprès des pensionnaires du centre d'hébergement qu'il assure à Caluire montre que, sur une douzaine de familles, seules trois bénéficiaient, partiellement ou en totalité, des aides légalement prévues, soit neuf personnes sur 42, moins du quart. Les autres, perdues dans la procédure et en butte à la mauvaise volonté de l'administration, sont

sans ressource aucune, avec bien sûr l'interdiction absolue de travailler. Viennent ensuite les plaintes sur la mendicité !

Quant au logement, personne ne voudrait vivre dans la caserne de Saint-Priest, pour ne pas parler des « squats », dont l'un a été marqué en juillet par la police pour raison sanitaire. « Ces gens sont sales, comme un commerçant de Saint-Priest. Ils ont la gale. Il paraît qu'à la caserne ils font leur besoins dans les couloirs (12). » Fantôme. Imaginons un bâtiment de deux étages, inoccupé depuis des années, dans lequel s'entassent 180 personnes, peut-être plus, dans une trentaine de pièces, du réduit à la chambre, avec des lits en fer prêtés par l'armée. Certes, « ils » ne partagent pas nos coutumes. Mais il faut rappeler ces paroles d'Albert Camus, avant guerre, à ceux qui glosaient sur la situation des Kabyles : « Il est méprisable de dire que ce peuple s'adapte à tout. (...) M. Albert Lebrun lui-même [le dernier président de la III^e République], si on lui donnait 200 F par mois pour sa subsistance, s'adapterait à la vie sous les ponts, à la saleté et à la croûte de pain trouvée dans une poubelle. (13) »

« L'indifférence des années 40 »

A L'ENTRÉE de la caserne, les CRS montent une garde soignée, laissant sortir qui veut, mais ne laissant entrer personne qui n'ait sa « carte », une feuille de bristol plastifiée avec photo pour les Roumains, ou qui ne figure sur la liste agréée par la préfecture pour les Français. Le statut juridique de cette garde n'est pas clair. Les Tsiganes sont en situation régulière de demande d'asile, ils ne sont pas en rétention. Pourtant, ils ne peuvent recevoir de visite. Il n'existe aucune mesure sociale d'accompagnement, comme cela est normalement le cas pour les réfugiés. Pas de cours de français, pas de scolarisation pour les enfants. Peut-on à la fois se plaindre de « leurs coutumes » si différentes et leur refuser ce minimum ?

La seule préoccupation des pouvoirs publics est de maintenir les Tsiganes en lisière de notre société en attendant de les expulser. « On en vient, avec cela, à accepter un traitement qui les considère comme des sous-hommes », constate M^{me} Marie-Noëlle Féry, jeune avocate, qui avait fait piler M. Charles Pasqua, à l'époque ministre de l'intérieur, et annuler ses expulsions lors des manifestations lycéennes contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP). « A voir ce qui se passe, on comprend mieux l'indifférence des années 40 », ajoute-t-elle. Qui alors s'est intéressé au sort des Tsiganes disparaissant dans la nuit et le brouillard ?

A une époque plus ancienne, dans les dernières heures d'une première guerre mondiale où les frontières de l'Europe se redessinaient déjà à coups de canon un professeur d'anthropologie de l'uni-

versité de Genève expliquait sur le ton de l'évidence : « Pourquoi les Tsiganes nous sont-ils si sympathiques ? Ce n'est pas seulement, l'imagine, parce qu'ils ont été misérables, honnis, persécutés. C'est aussi, c'est certainement, parce que ce sont les seuls hommes qui dans notre Europe policée et organisée sont restés libres (14). » Il faut croire qu'à l'heure où, vers l'Orient, l'Europe se dessine à nouveau à coups de canon, les Tsiganes ne sont plus sympathiques à notre modernité. Ils incarnent la différence inintelligible et le sentiment d'insécurité régnant.

« Un bon passeport m'est indispensable en ce temps d'universel régime policier, clamait Panah Istrai, immigré roumain d'autrefois, manœuvre devenu écrivain de langue française. Il demande ce passeport à la France. (...) Aujourd'hui mon hameau a le droit de lui réclamer pour celui de ses enfants qui a le plus aimé la terre, autre chose qu'une tombe (15). »

PHILIPPE VIDELIER.

(6) Amnesty International, « Roumanie : Broken commitments to human rights », mai 1995 ; voir également la revue *Chimères*, n° 25, printemps 1995.
(7) *Le Progrès*, 17 juin 1995.
(8) *Libération*, 4 mai 1995.
(9) *Le Dauphiné libéré*, Grenoble, 15 avril 1995.
(10) Archives municipales de Villeurbanne.
(11) *Le Progrès*, 12 avril 1995.
(12) *La Croix*, 18 mai 1995.
(13) Albert Camus, *Actuelles III*, Gallimard, Paris, 1958, p. 49.
(14) Eugène Pittard, *La Roumanie*, Bossard, Paris, 1917, p. 314.
(15) Panah Istrai, *Notre contemporain*, ouvrage collectif, Edisud, Aix-en-Provence, 1984, p. 172.

Marx et la mendicité

Par SOLANGE MERCIER-JOSA *

ÉTÉ 1844 : l'Allemagne est confrontée pour la première fois au paupérisme, écrit Arnold Ruge dans le journal *Vorwärts* / Le jeune Karl Marx - il n'a alors que vingt-six ans - lui répond dans un article publié les 7 et 10 août (1). Après avoir analysé les expériences anglaise et française, il constata que l'administration « a renoncé à tarir sa source par des moyens positifs » et se contente, par des mesures de bienfaisance, d'assistance et d'éducation, « de lui creuser, avec une policière charité, une tombe chaque fois qu'il surgit à la surface du pays officiel ».

L'approche actuelle s'est-elle radicalement changée (2) ? Cet été, des maires ont pris l'initiative d'exercer des « pouvoirs de police » pour sauvegarder « la sécurité, l'ordre ou l'hygiène publiques », répondre à la situation de gêne « bien réelle » causée par la mendicité abusive de « bandes organisées » ou « droit de circulation dans les lieux publics des personnes âgées, des mères de famille, des promeneurs paillardes » (3). Le premier ministre, M. Alain Juppé, a demandé à M. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, de se charger du dossier, et ce dernier a nommé deux médiateurs, M. Bernard Querret et M^{me} Danielle Hugel. Entre-temps, M. Jean-Louis Debré, le ministre de l'Intérieur, a, par un texte rendu public le 2 août 1995, précisé à l'attention des préfets les références juridiques indispensables pour que les arrêtés municipaux interdisant la mendicité ne soient pas passibles d'annulation par les tribunaux administratifs - depuis 1994, la mendicité

n'est plus un délit. Des mesures de simple police qui, reconnaissent M. Xavier Emmanuelli, ne résolvent pas le problème.

En 1808 déjà, Napoléon « voulut en finir d'un seul coup avec la mendicité », note Marx dans l'article cité plus haut. Convenu qu'« il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité (...), il chargea ses services publics de préparer des plans pour l'extirpation de la mendicité (objet de première importance) dans toute la France. Le projet se faisant attendre, Napoléon perdit patience et il écrivit à Crétet, son ministre de l'Intérieur, lui intimant l'ordre de supprimer la mendicité dans le délai d'un mois ». Promulguée le 5 juillet 1808, « une loi supprima la mendicité. Par quel moyen ? Par les dépôts », où les mendiants devaient apprendre à gagner leur vie par leur travail (4).

Aujourd'hui, le cirulaire Debré vise « des individus jeunes et socialement marginalisés dont le comportement suscite un sentiment d'exaspération ». Cette réaction est-elle sans commune mesure avec le dégoût ressenti par Noailles du Gerd, membre du corps législatif, reconnaissant à Napoléon d'avoir assuré « un refuge à l'indigence et de la nourriture à la pauvreté », de sorte que « nos pas ne soient plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère (5) » ?

Durant la Révolution française, la Convention, qui, pour Marx, incarne indubitablement « le médium de l'énergie politique, du pouvoir politique et de l'intelligence politique », avait eu le courage d'ordonner « la suppression du paupérisme (...) après avoir chargé le Comité de salut public d'élaborer les projets et les propositions nécessaires, et après que ce Comité eut utilisé les enquêtes minutieuses de l'Assemblée constituante sur la situation de la misère en France et proposé, par la bouche de Barrère, l'établissement du Livre de la bienfaisance nationale, etc. Quelle fut la conséquence de cette

ordonnance de la Convention ? Il y eut une ordonnance de plus au monde et, un an après, des femmes affamées assaillèrent la Convention... »

Conclusion de Marx : l'Etat, s'il admet l'existence de tares sociales, ne peut en chercher la raison que dans la « loi naturelle », dans le « vie privée » ou dans la « mauvaise volonté des pauvres », et non dans son essence même. Autrement dit, « plus l'Etat est puissant, donc plus un pays est politique, moins il est disposé à chercher dans le principe de l'Etat, c'est-à-dire dans l'organisation actuelle de la société, dont l'Etat est l'expression active, consciente, officielle, le raison des tares sociales et à en comprendre le principe général ».

UN SIÈCLE et demi plus tard, le démarche du chef de gouvernement demandent au secrétaire d'Etat à l'action humanitaire de nommer des médiateurs contre-dite l'affirmation mairienne ? L'Etat est-il désormais disposé à mettre en question l'organisation sociale qui le fonde ? Ou bien, au contraire, est-il toujours incapable, comme l'écrivait Marx, d'« admettre l'impuissance congénitale de son administration, c'est-à-dire sa propre impuissance », ne pouvant qu'en « reconnaître les vices formels et accidentels, et s'efforcer d'y remédier » ?

Lorsque le docteur Emmanuelli traite la mendicité de « problème profond, culturel, urbain, sociologique » et laisse entendre qu'il est « beaucoup plus ancien que ne le laisse croire cette actualité éphémère (6) », fait-il preuve de plus de clarté et de distinction que le jeune Marx ? Et le projet de loi que le président de la République doit présenter le 17 octobre, lors d'une journée mondiale du refus de la misère organisée par le mouvement ATD Quart Monde initiera-t-il enfin « les actes efficaces » jusqu'ici « introuvables » que Marx appelait de ses vœux dans son article de 1844 ? Une certitude : tant que « réforme » signifiera liquidation des acquis sociaux, la pauvreté aura un bel avenir.



« Passez votre chemin, mon enfant, la mendicité est une honte pour le capitale du monde industriel. »
(L'Assiette au beurre, 20 septembre 1902)

* Philosophes et chercheur, CNRS, auteur de *Théorie allemande et Pratique française de la Liberté. De la philosophie à la politique ou au socialisme* ? Paris, L'Harmattan, 1993.

(1) « Closes critiques en marge de l'article " Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Français ", *Vorwärts* n° 60, in Karl Marx, *Œuvres*, III, La Pléiade, Gallimard, Paris, 1982.
(2) Voir le chapitre IV de Solange Mercier-Josa, *Théorie allemande et Pratique française de la Liberté. De la philosophie à la politique ou au socialisme* ? L'Harmattan, Paris, 1993.
(3) « Justice pour les maires ! Pitié pour les mendiants ! », par Michel Crépeau, *Le Monde*, 13-14 août 1995.
(4) L'on peut présumer que les dépôts, les logements que le pouvoir public préconise aujourd'hui à destination des SDF, ne se trouveront pas, comme les dépôts de mendicants institués en 1808, « en pénitenciers dans lesquels les indigents ne parvenaient qu'en passant par le tribunal correctionnel » (Marx, op. cit., p. 406).
(5) Cf. Eugène Buret, *De la misère des classes laborieuses*, 1840, p. 227, ouvrage qui est à la source des informations de Marx.
(6) *Le Monde*, 4 août 1995.

Ambiguë, l'imagerie des pauvres...

Massivement, l'exclusion, les pauvres sont désormais mis en scène à travers les images. Mais ce spectacle sert-il à dérouter ou, au contraire, à conforter un certain ordre, à réconforter les « inclus », à leur faire accepter un sort qui n'est souvent pas très enviable ?

Par
EDGAR
ROSKIS*

ADOSSÉE contre une porte, assise sur un siège de fortune, elle tient entre ses mains, posé sur ses genoux, un petit panier au fond duquel gisent quelques pièces de monnaie. Quoique reléguée bien bas parmi les humains, elle se tient droite. Son attitude est « digne », sa mise impeccable, ses yeux, dissimulés derrière des verres à fort grossissement, regardent le destin en face, n'implorant rien ni personne. A côté d'elle, une autre femme - on ne voit que sa tête, de son visage caché par quelques pages de magazine on ne distingue qu'un œil - se loge plus bas encore, confinée à même le sol dans l'encolure du pas de porte. Un peu d'argent, rassemblé à ses pieds dans une sorte de boîte à sardines, semble avoir été échangé contre des images religieuses.

Quel coup du sort a enfoncé ces deux femmes de Madrid en dessous de la ligne de flottaison, les a réduites à observer, pour ainsi dire en contre-plongée, les citoyens « normaux » voguant vers leurs occupations ordinaires ? La photo ne nous le dit pas. L'homme s'aligne à la tête bors de l'eau. Son visage est hors champ, tout à la fois invisible et aveugle, à l'abri des aléas de la vie. Anonyme en costume sombre et cravate repassée, mains croisées derrière un dos rigide, il passe son chemin, d'un pas si pressé que ses chaussures, qu'on imagine bien cirées, échappent au cadre de l'objectif.

Distribuée par l'agence Vu (voir ci-dessus), cette photographie appartient à un lot soumis, lors d'une émission sur l'Europe diffusée par la chaîne de télévision franco-allemande Arte pendant la campagne présidentielle française

* Journaliste. Enseigne les mécanismes du photojournalisme à l'université Paris-X (Nanterre) et à l'université Paris-XIII (Villetaneuse).

Précision

Sur onze cas de détournements d'images cités dans l'article « Images truquées » (*Le Monde diplomatique*, janvier 1995), dix sont demeurés incontestés. Dix faits exacts n'excluent pas une inexactitude. L'inexactitude, voire l'erreur, est la banalité de tout journaliste. Nul, quels que soient les précautions prises et l'attachement à la rigueur du croquis des sources, n'en est à l'abri. La véritable faute consisterait à ne pas la rectifier.

En mettant en doute la présence physique d'un photographe d'un hebdomadaire français à bord de l'avion emprunté par M^{me} Alina Fernandez Revuelta, fille de M^{re} Fidel Castro, pour quitter Cuba, l'auteur de cet article s'appuyait sur deux sources, aussi formelles qu'indépendantes.

Par une troisième source qui s'est manifestée plusieurs mois après la publication du texte, nous avons acquis la conviction qu'il y avait erreur dans la relation des faits. La « manipulation » ne portait pas sur la photographie (dont le nom n'était d'ailleurs pas cité, qui était bien à la Havane contrairement à ce qui a été écrit, mais sur les conditions mêmes du départ de M^{me} Fernandez Revuelta, exagérément présenté comme une « éviction ».



MADRID 1994 - SORTIE DE MESSE
Honte et dignité

(mars-mai 1995), au commentaire de chaque candidat (1). Seuls M. Philippe de Villiers et M^{me} Ariette Lagnier l'avaient retenue. Le premier l'interprète comme « une sorte d'allégorie de ce qu'est l'Europe aujourd'hui ». Pour la seconde, c'était plus simplement « le symbole de l'Europe des riches d'un côté, des pauvres de l'autre ». Aucun des deux n'avait noté qu'il s'agissait de mendicants, figés dans l'archétype charitable d'une « sortie de messe ».

De son côté le photographe, en fixant cette scène, prolonge une iconographie séculaire, disons - puisque nous sommes en Espagne - celle du réalisme d'un José de Ribera (1591-1652) ou d'un Murillo (1618-1682), en passant par *Madame Boucicaut faisait le bien*, cette sculpture pompière qu'on pouvait voir il y a encore vingt ans trôner à Paris dans le square portant le nom du mari de ladite dame, Monsieur Bon Marché. Ces pauvres-là sont acceptables, leur image est depuis le Moyen Âge intégrée au paysage. Ils n'inquiètent pas comme le spectacle de cette mendicité nouvelle, « abusive », de jeunes gens « agressifs », « sales », « avec des chiens », qu'en France des maires soucieux d'une bonne gestion municipale se sont efforcés tout au long de l'été d'écarter à défaut de pouvoir en éradiquer les causes.

Depuis ses débuts, la photographie « humaniste » a installé la misère en toile de fond, sinon en fond de commerce. Atget (1857-1927) dressa le catalogue des petits métiers parisiens voués à disparaître. Avec les opérateurs américains surgirent encore d'autres pauvres, délaissés au contraire exploités par la révolution industrielle. Jacob Riis, immigré danois débarqué à New York en 1870, devint reporter photographique pour révéler aux habitants du centre-ville la misère des bas-fonds de Manhattan (2). Lewis W. Hine dénonça la condition d'enfants et d'immigrés filtrés par les fonctionnaires d'Ellis Island. Dorothea Lange et la douzaine de reporters mandatés par la Farm Security Administration rapportèrent entre 1935 et 1942, sous la houlette du sociologue Roy Stryker, 270 000 clichés montrant crûment les ravages de la crise économique aux États-Unis. Les portraits de marginaux plus ou moins mnémoteurs exécutés par Diane Arbus ébranlèrent certitudes populaires, conformisme

dissemblables, dont l'examen particulier se révèle explosif (5), mais à conforter son contemplateur dans sa position symétrique d'« inclus », dans sa certitude inverse d'appartenir à un ensemble social, somme toute amène, hormis la menace d'un châtiement économique. Ainsi, pour convoquer son message, pour nous toucher, la scène des mendicants madrilènes s'organise selon une grammaire invariable. De même que la petite fille affamée d'Ayod ne serait rien sans le vautour qui la grette (6), la condition « déplorable » de ces deux femmes puise contraste et relief dans l'anonymat, l'indifférence du passant. Lui, ce passant cossu sans traits ni trace d'humanité, c'est évidemment chacun de nous, sujet principal d'une image apparemment penchée sur l'« exclusion », tandis qu'elle n'est, en vérité soucieuse que de la morale, et surtout du moral, des « inclus ».

De ce passant madrilène rend antipathique par le talent sympathiquement manichéen d'un photographe, que savons-nous ? Qu'il a certes la chance de n'avoir pas à mendier, dispose encore du luxe de poursuivre sa route. Son contrat de travail en poche (un privilège, à ce qu'il paraît), peut-être se rendra-t-il demain lundi à son bureau ou à son atelier, mais l'estomac lésé d'angoisse, chaviré d'avance par la perspective d'humiliations consenties en échange d'une indispensable fiche de paye. Peut-être est-il, lui aussi, un « pauvre », qui le soir venu regagnera son foyer, y ôtera ce qui n'était que son costume du dimanche, y retrouvera l'amour de sa femme et de ses enfants, jouira enfin de sa vie « privée », mais privée du même coup de la résonance publique de sa parole, de son mot à dire que d'autres, maîtres de toutes les tribunes, énonceront à sa place dans des termes qu'il récusera confusément, inaudiblement. De là, malgré son « inclusion » économique, ce sentiment d'éloignement du corps social, de tristesse indéfinissable. Et d'où ce renversement : en négatif de cette imagerie, c'est moins le chômage que le travail tel qu'il pèse, et plus que l'« exclusion », l'astucieux à l'inclusion, ce complexe commandement qui se litrait comme problématiques inédites de nos vies modernes.

(1) Hormis M. Jacques Chirac. « Paroles de citoyens », une coproduction Point du Jour-La Sept-Arte, réalisée par Philippe Rosco.

(2) Jacob A. Riis (1849-1914) fut journaliste au *Travail*, puis au *Journal* de Mulberry Street. Il s'adonna à la photographie pour convaincre les lecteurs incrédules de la vérité de ses articles. *How the Other Half Lives* (« Comment vit l'autre moitié ») est son œuvre la plus connue.

(3) La notion de *concerned photographer*, dont la traduction la plus proche serait « photographe impliqué », s'oppose à l'idée d'un simple témoin, froid et « désengagé ». Elle est affectivement consacrée par l'œuvre d'Eugène W. Smith, dont une fondation, distributrice de bourses, porte aujourd'hui le nom.

(4) C'est M. René Lenoir, inspecteur général des finances et ancien directeur de l'École nationale d'administration (ENA) qui, après 1974, alors qu'il était secrétaire d'État à l'action sociale sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, l'attention sur les excès. De là naît la bonne fortune de l'« exclusion » comme outil officiel de perception de la « fracture sociale ».

Il ne s'agit pas, bien entendu, de prétendre qu'est enviable le sort, en France, de trois millions de chômeurs, dont presque un tiers de longue durée, de près d'un million de RMistes, d'au moins la moitié de sans-abri et de beaucoup plus de mal-logés, auxquels s'ajoute une population indécidable par la statistique. Mais de suggérer que, en englobant une diversité d'individus sous le terme générique d'« exclus », on vent finalement n'en rien savoir, ignorer par exemple qu'en province et au-delà, certains RMistes s'intègrent mieux à leur voisinage campagnard que bien des citadins actifs à leur environnement urbain (7). On perçoit de la sorte l'idéologie du travail rédempteur, guinée à retarder la vision et, pourquoi pas, l'avènement d'une société dont le travail, contre toute attente bien-pensante, ne serait plus la clé unique (lire l'article de Bernard Cassen, page 7).

L'« exclusion », la mise en scène désagréable de sa prononciation comme de son spectacle, est, à proportion du décalage qu'elle occasionne et du décalage qu'elle signale, finalement réconfortante pour celui qui y échappe. Le destinataire de l'imagerie des « exclus » s'abstrait de la scène, s'emballe de *facto* dans le bataillon rassurant des « inclus », membre à contrario honorable d'un ordre, de ses déclarations associatives et institutionnelles, du romancier américain Kurt Vonnegut Jr fit éclater l'absurdité par la néologie générale de « *gogotruisme* » (8). La fiction d'une société, alors qu'on en admet et promet par ailleurs la fascinante complexité, où l'ultime scansion se réclamerait dans la catéchèse de l'« exclusion », de la division martelée entre chômeurs et salariés, dépourvue de finesse d'observation comme d'ambition visionnaire ?

« Est-ce la nécessité qui pousse l'homme à travailler ? », demandait cette année l'examinateur aux candidats à l'épreuve de philosophie du baccalauréat (académies de Dijon et de Besançon). Certains développements ne plairaient guère à l'économiste, à l'homme politique ou à l'entrepreneur, qui se satisfaisaient mieux d'une image certes humanement un peu choquante mais tactiquement utile.

(5) Ainsi *La Mère du monde*, série d'enquêtes menées sous la direction de Pierre Bourdieu (Le Seuil, Paris, 1993).

(6) Voir Edgar Roskis, « Images et vautours », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(7) D'où la perplexité où laisse l'ambition de M. Eric Kessler, ministre de l'Intérieur et de la lutte contre l'exclusion, avec M. Alain Madelin, ministre de l'Économie démissionnaire, d'assujettir l'attribution du RMI à l'exercice d'un travail quel qu'il soit, d'une activité qui n'est plus ou pas encore, signant ainsi son actualité bénéficiaire dans la situation désespérée d'une double contrainte. Dans la culture du ministre, l'attribution d'un revenu que ne couvrent aucun travail serait le principal facteur d'« explosion sociale ». Qui veut s'associer sur la bombe que décollerait sa suppression ?

(8) Kurt Vonnegut Jr, *The Breakfast on the chimney*, coll. « Fiction et Cie », Le Seuil, Paris, 1974.

Deux films, deux regards

CHAQUE fin d'été, depuis six ans, se déroulent à Lussas, village ardéchois anodin, les États généraux du documentaire (1), une manifestation qui refuse l'appellation de festival, préférant la rencontre entre un film et son public à la compétition et aux distinctions. À l'heure des images « en direct » qui se multiplient sur les petits écrans, il était intéressant d'observer un genre de documentaire bien défini, le « cinéma direct », et de voir comment certains films que l'on classerait dans cette catégorie dépassaient ou pas l'esthétique et la logique politique des images télévisées.

Par définition, le cinéma direct se confronte au réel. Mais filmer le réel ne signifie pas pour autant porter un regard d'extérieur, saisir ce réel, le transmettre ou simplement le questionner. Le cinéma direct n'est simple qu'en apparence. Il requiert, comme le souligne Thierry Garrel, responsable de l'Unité de documentaires de La Sept-Arte, « une réflexion et une rigueur bien plus grandes que la fiction ». L'avantage d'une manifestation comme celle de Lussas est de permettre la mise en parallèle de plusieurs films sur un même sujet et d'offrir la possibilité d'en revoir certains le lendemain (2). Ainsi, deux films sur un sujet commun, l'exclusion, offrent deux regards antinomiques.

Le *Quel des ombres* prend le temps et en fait intelligemment son compte. Pendant l'hiver 1994, la gare de l'Est de Paris tentait une expérience sans précédent : la mise à disposition pour des personnes sans domicile d'un train composé de deux wagons. Ce train immobile, rangé sur une voie sans issue, devait officiellement lutter contre l'exclusion, alors qu'il s'agissait en fait d'un moyen pour le SNCF de contrôler une certaine population oisive et jugée dangereuse, errant dans le hall de la gare et lui ayant fait perdre de nombreux procès intentés par des voyageurs agressés. Ce type de gestion de la marge n'était complet qu'avec la création, à quelques pas de la gare, et en collaboration avec une grande entreprise de travail temporaire, d'une agence d'emploi chargée de trouver à cette population des « missions » leur permettant de trouver un logement moins précaire. En

d'hors des habituelles missions d'intérim hebdomadaires, l'agence n'hésite pas à réinventer le travail journalier.

Luc Verrier-Korbel a partagé plusieurs mois durant l'existence de trois personnes dont les cheminements se sont croisés dans ce train. Son système de tournage on ne peut plus léger - il est seul - lui permet de capter l'attente, les espoirs, les déceptions, les réflexions de Didier, Christian et Michel, ces voyageurs immobiles. Leur parcours, leurs âges diffèrent, mais ils finissent par se retrouver, sans se rencontrer, sur ce même quai d'arrivée. Autour d'eux, quelque 200 000 voyageurs empruntent quotidiennement les trains au départ.

AU bord de la Seine, près de la porte de Bercy, ignorées par les automobilistes qui roulent sur la bretelle du périphérique surplombant ce lieu, une dizaine de personnes ont aménagé des cabanes de fortune (3). Waldeck Weisz s'est intéressé à deux de ces personnes, Jean-Claude et Jean-François. Il en a tiré un film insipide, *Sans adresse, Porte de Bercy*. Le malaise qu'il produit résulte du traitement superficiel qu'effectue son réalisateur. Il s'agit là de fabrication du visuel avec des éléments réels que l'on ne fait que survoler. On ne compte pas un plan d'une durée supérieure à une minute, et les gestes quotidiens de Jean-Claude et Jean-François en deviennent dès lors folkloriques. Sentiment qu'accroît l'utilisation douteuse d'un noir et blanc artificiel, présent uniquement lorsque les deux protagonistes sont à l'image. Une façon de mieux les exclure du réel filmé en couleurs ! Jean-Claude a beau dire qu'il rêve de « vivre comme les autres », Waldeck Weisz en décide autrement et lui refuse une place dans la représentation qu'il donne de la réalité.

CARLOS PARDO.

(1) Cette année, les États généraux se tenaient du 21 au 27 août.
(2) La Mission du documentaire se charge de répertorier l'ensemble de la production nouvelle en la matière et d'assurer aux films une diffusion non commerciale auprès des institutions, des bibliothèques et de l'éducation nationale. La Mission du documentaire, 07170 Lussas. Tél. : (06) 75-94-25-25 ; télécopie : (06) 75-94-26-18.
(3) *Le Monde*, 16 juin 1995.

SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

n° 36 (octobre 1995)

TRAVAIL - EMPLOI - FORMATION

Comparaisons internationales et convergence européenne - Chômage - Partage du travail
Emploi féminin - Formation - Insertion
Contentieux - Ingénieurs

Presses universitaires
du Mirail
56, rue du Taur
31000 TOULOUSE
Tél. : (33) 61-22-58-31
Fax : (33) 61-21-84-20

Prix au numéro
100 F + 15 F (port)

Abonnement 3 numéros
Particuliers : 290 F (port inclus)
Institutions : 320 F (port inclus)

n° 33 - LES ORGANISATIONS AU RISQUE DE L'INFORMATION
n° 34 - LES RÉGIONS DANS L'EUROPE
n° 35 - TERRITOIRE, SOCIÉTÉ ET COMMUNICATION

هكذا من الاجل

FAUX PRIVILÉGES
vres...

هكذا من العمل

VRAIS EXCLUS

Chômage, des illusions au bricolage

FAUTE d'avoir compris que les mutations technologiques réduisent sans cesse le besoin de main-d'œuvre dans les entreprises traditionnelles, le gouvernement français leur propose de recruter des travailleurs à des prix « cassés » grâce aux subventions publiques. M. Alain Juppé gaspille ainsi, sans résultat, des ressources qui auraient pu être affectées à une politique de réduction généralisée du temps de travail. Quitte à s'attirer la suspicion des « marchés » et les foudres des « experts » de l'OCDE, que ce soit au moins pour rompre avec des logiques qui ont fait faillite.

Par BERNARD CASSEN

Si des lexicographes prenaient la peine de mesurer les occurrences de tel ou tel mot-clé dans les articles ou essais sur le chômage parus au cours des deux ou trois années écoulées, nul doute qu'ils constateraient, ces derniers mois, un véritable décrochage dans l'utilisation du terme de « croissance », en même temps qu'une montée en flèche de « flexibilité » et de « temps de travail ».

Pratiquement plus personne — et surtout pas le patronat — ne soutient en effet la thèse, qui a fait figure de dogme pendant des décennies, selon laquelle la croissance, même de 3 % ou plus, permettrait de donner du travail aux quelque 18 millions de chômeurs déclarés dans l'Union européenne. La mutation technologique informationnelle est passée par là, et ne s'arrêtera pas, engendrant, si elle n'est pas maîtrisée socialement, une croissance non seulement sans emplois, mais massivement destructrice d'emplois (1). Et, à cet égard, le rapprochement entre le premier et le dernier mot du titre du Livre blanc de 1993 de la Commission européenne, *Croissance, compétitivité, emploi*, apparaît déjà presque incongru. Mais, le deuxième et le dernier, on peut parler de contradiction absolue (lire, page 28, l'article de Riccardo Petrella).

C'est au nom de la compétitivité, en effet, que les grandes entreprises allemandes, pour ne parler que d'elles, décaissent massivement en Europe centrale et orientale (où les salaires sont dix à vingt fois moins élevés) et qu'elles exigent, en Allemagne, une flexibilité toujours plus grande des salaires et du temps de travail. De ce point de vue, l'accord du 12 septembre dernier entre le syndicat IG Metall et la direction de Volkswagen permet certes de sauvegarder jusqu'en 1997 les 30 000 emplois menacés qui avaient déjà fait l'objet de dures négociations en 1994. Mais au prix de nouvelles concessions. A l'époque, IG Metall avait accepté une réduction de la durée hebdomadaire du travail à 28 heures (soit quatre jours), assortie d'une baisse des salaires (déjà gelés depuis 1992) de 10 % à 16 %. Le « paquet » 1995 comprend la suppression de la moitié des pauses payées de cinq minutes par heure ; la baisse des primes pour le travail du samedi ; une annulation du temps de travail permanent à la direction de modular les horaires jusqu'à 38,8 heures par semaine selon l'état du carnet de commandes, mais aussi un relèvement des salaires de 4 %.

Le compromis peut paraître honorable, mais il témoigne d'une tendance lourde : pour les gouvernements et les employeurs, la voie « normale » pour s'adapter aux « impératifs » de la compétitivité est la suppression d'emplois. M. Jean-Claude Trichet, gouverneur d'une Banque de France gardienne du franc fort et des critères de

convergence du traité de Maastricht, montre d'ailleurs symboliquement la voie en projetant de supprimer, dans les trois ans, 800 des 2 425 postes de travail de ses services de fabrication. Motif : dans le cadre de la concurrence intra-européenne, prétendre participer, en 1999, à l'impression de la monnaie unique, implique de faire tomber de 1 franc à 70 centimes le coût de fabrication d'un billet (2)...

Si ce n'est pas la charisme de licenciements, ce peut être, au moins comme étape intermédiaire, la remise en cause de conquêtes sociales souvent acquises au terme de longues luttes, et désormais vilipendées comme autant de « privilèges » (lire, page 3, l'article de Christian de Brie). Les salariés sont alors sommés de troquer ce surplus à expulser de leur niveau de vie ou une dégradation de leurs conditions de travail. C'est ce que l'on appelle la « flexibilité ». Selon le rapport de forces local, cette flexibilité est plus ou moins défavorable aux travailleurs. Volkswagen représentait un exemple limite en raison de la puissance d'IG Metall.

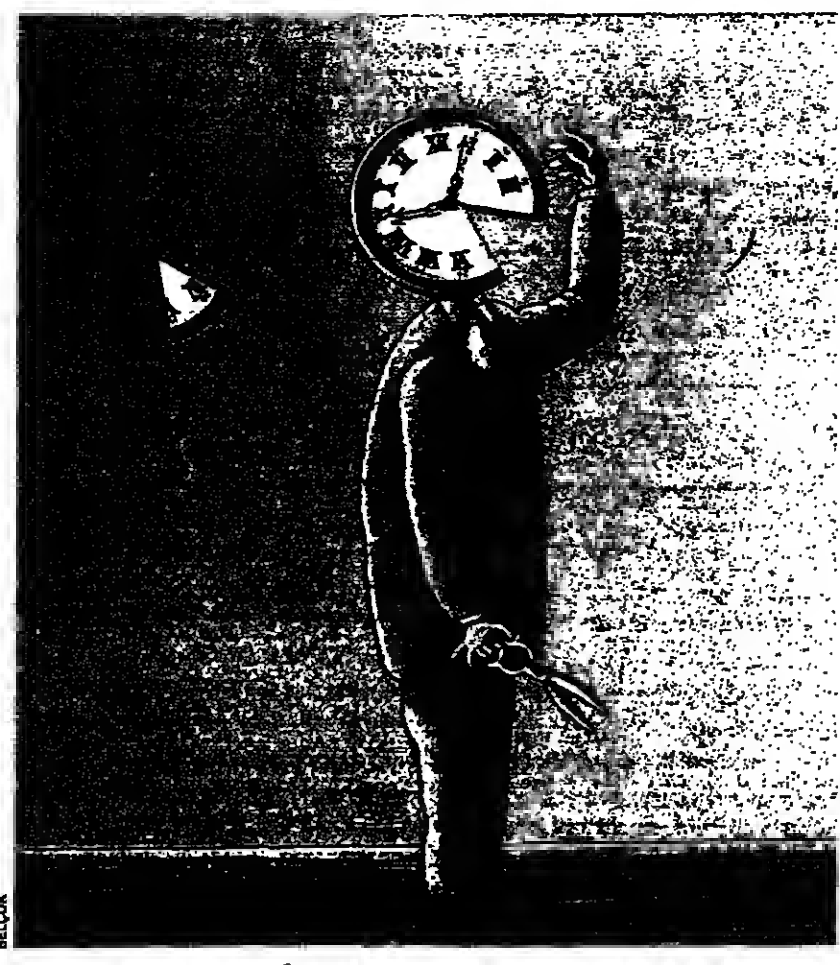
La question ne se pose même plus pour la majorité de ceux qui — chômeurs de longue durée et jeunes tout juste sortis du système éducatif — parviennent à obtenir un emploi : la précarité, autre forme de la flexibilité, est de règle. En 1994, en France, 70 % des embauches l'ont été à titre précaire. Au total, les salariés stables ne représentent plus que 55 % de la population active, contre 76 % en 1970. Dans quelques années, les précaires (actuellement 21 %) deviendront majoritaires (3). On s'y prépare : « Dans les grands groupes, il faut désor-

Une contre-réforme de grande ampleur

C'EST une redistribution à rebours des revenus, une contre-réforme d'une ampleur sans équivalent dans l'histoire contemporaine, qui est en train de s'effectuer sous nos yeux. Dans son dernier ouvrage, au titre évocateur — *La fin du travail* (6) —, l'économiste américain Jeremy Rifkin rappelle que le quart de la population active des États-Unis est composé de travailleurs temporaires ou à temps partiel, payés 20 % à 30 % de moins par heure que leurs homologues (provisoirement) à plein temps, et non couverts par l'assurance-vieillesse ou l'assurance-maladie. Dans le même temps, les profits des sociétés augmentaient de 92 % au cours des années 80, les dividendes étaient multipliés par quatre, et les cadres dirigeant rémunérés sans vergogne des rémunérations astronomiques : 61 % des bénéfices en 1987 contre 22 % en 1953.

Voilà le modèle de « croissance riche en emplois », encouragé dans une bonne partie de la presse, et qui sert de référence aux auteurs de rapports officiels. A ceux qui nourrissent le moindre doute quant à l'existence d'une pensée unique, la lecture de ces documents, d'une désespérante monotonie, constituera la meilleure des confirmations. Du Livre blanc, déjà cité, de la Commission européenne à l'ahurissante « étude » que l'OCDE vient de consacrer à la France (7), en passant par le rapport Minc (8), la mondialisation, le libre fonctionnement des marchés de marchandises et de capitaux et la baisse des prélèvements obligatoires ne font même pas l'objet d'une fausse interrogation. Ils sont désormais « réinterprétés en termes de contraintes irréversibles (et, au total, bénéfiques). Les marges de liberté se trouvent ainsi, pour l'essentiel, réduites au marché du travail dont les spécificités nationales perdurent (9) ». A partir de ces postulats, la seule réponse au chômage réside dans la flexibilité générale du coût salarial et du temps de travail. Ici, l'observateur reste perplexé : comment des recettes qui font quotidiennement la preuve non seulement de leur inefficacité, mais aussi de leur danger, peuvent-elles encore être avancées ? Avènement idéologique, conformisme social, sclérose ou paresse intellectuelle, crainte d'avoir à renier sur le tard des années ou des décennies de prébil-précha ? Qui le dira ?

Ce qui se dégage en tout cas de la



mais huit à dix signatures de la hiérarchie avant d'accepter un contrat à durée indéterminée », déclare M. Michel Berry, directeur de recherche en gestion au CNRS (4). Aux États-Unis, en 1993, 90 % des emplois offerts étaient précaires ou à temps partiel, et l'indice caractéristique de fièvre-mondialisation, 7,6 millions d'Américains (500 000 de plus que l'an passé) exercent simultanément plusieurs emplois, chacun mal payé, il va sans dire. Le « petit boulot » devient la seule issue pour les employés ou cadres victimes de licenciements collectifs, comme les 4 000 personnes, pour la seule ville de New York, qui vont perdre leur emploi à la suite de la fusion, tellement célébrée dans les médias, des banques Chase Manhattan et Chemical Banking (5).

profitant de l'« effet d'anabaie » ou de l'effet de substitution, c'est-à-dire en faisant financer par la collectivité un recrutement qui aurait, de toute manière, été effectué. C'est aussi une des motivations affichées de la prestation automatique pour les 400 000 personnes dépendantes : les chèques emploi-service dont bénéficieront les personnes âgées pourraient créer quelques dizaines de milliers d'emplois supplémentaires de soins à domicile. Cela ne fait d'ailleurs que renforcer une évolution déjà très marquée puisque, en 1994, les aides gouvernementales aux emplois et stages ont touché le nombre inédit de 2,4 millions de personnes, soit 9 % de la population active. Cependant l'« imagination » du gouvernement s'arrête là, le condamnant à l'impasse. D'ailleurs, dès le 23 juin dernier, le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) avait prononcé un jugement lapidaire sur les mesures gouvernementales : « Effets sur l'emploi : 0 ».

Car il existe une autre voie non explorée, que M. Chirac avait d'abord refusée avant de sembler l'envisager au cours d'une visite dans une entreprise de Cholet en juillet dernier : la réduction massive et généralisée de la durée du travail, sans perte de salaire pour les rémunérations basses et moyennes, et avec un strict minimum de nouvelles contraintes de flexibilité. C'est-à-dire une formule radicalement différente de celle de Volkswagen, qui n'est autre qu'un partage défensif et local du chômage, et non pas une conquête de temps libéré pour tous. Près d'une quarantaine de chercheurs — économistes, sociologues et philosophes — et de militants associatifs,

que beaucoup de divergences séparent par ailleurs, ont signé en juillet dernier un manifeste (10) en trois points qui préconise en premier lieu « de redistribuer de façon continue sur l'ensemble de la population active un volume de travail salarié régulier qui est en voie de contraction inéluctable ». Les deux autres points sont la reconnaissance et le développement de l'économie solidaire et la mise en place d'un revenu minimum pour tous, tant il est vrai que « l'économie capitaliste de marché se révèle en effet incapable à elle seule de réguler les logiques productivistes qu'elle déclenche, et de se mettre au service des hommes ».

De tous les pays européens, la France est sans doute celui où le débat sur la durée du temps de travail (11) déborde le plus le champ strictement syndical, pour devenir un enjeu politique (12). M. Chirac, qui aura bientôt épuisé sans succès les dérisoires prescriptions antichômage de sa panoplie, aura-t-il le courage de sortir des sentiers battus, de s'attaquer de front au problème du temps de travail ? Si ce n'est pas le courage, ce pourrait être l'instinct de survie politique. En proposant de taxer, même à dose homéopathique, certains revenus du capital, le gouvernement Juppé a déjà brisé un tabou installé par Pierre Bérégovoy et par François Mitterrand, et que M. Balladur avait déjà égratigné en supprimant certains avantages fiscaux des sicav monétaires...

- (1) Lire, notamment, Bernard Cassen, « Impérative transition vers une société de temps libéré », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.
- (2) *Le Monde*, 14 septembre 1995.
- (3) Lire l'article de Pascale-Marie Deschamps et Catherine André dans *L'Expansion*, n° 506 bis, juillet 1995.
- (4) *Information*, 4 septembre 1995.
- (5) *La Tribune Desjostes*, 4 septembre 1995.
- (6) Jeremy Rifkin, *The End of Work. The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Jeremy P. Tarcher-Putnam, New York, 1995. Des extraits de cet ouvrage ont été publiés dans *Courrier International*, n° 245, 29 juin-5 juillet 1995, et André Ortiz en fait une lumineuse analyse, « Vers une société post-marchande », dans *Transversales science culture*, n° 35, septembre-octobre 1995.
- (7) Les « experts » de l'OCDE préconisent notamment la baisse du SMIC, la diminution des dépenses sociales et du nombre de fonctionnaires (*Le Monde*, 24-25 septembre 1995).
- (8) Alain Minc (rapport au premier ministre de la commission présidée par), *La France de l'an 2000*, Odile Jacob/La Documentation française, Paris, 1994.
- (9) Jacques Freyssinet, *Emploi et chômage : peu de résultats, beaucoup de rapports*, document de travail n° 95-01, Institut de recherches économiques et sociales (IRES), avril 1995.
- (10) Ce manifeste, « Chômage : appel au débat », a été publié dans *Le Monde*, supplément « Initiatives », du 28 juin 1995.
- (11) Lire *Le Temps de travail en Europe. Organisation et réduction*, sous la direction de Reiner Hoffmann et Jean Lapeyre, Institut syndical européen Syros, Paris, 1995, 295 pages, 150 F. A consulter également Michel Hossain, « Le volume de travail et son partage. Étude comparative de sept grands pays », *La Revue de l'IRIS*, n° 11, hiver 1993, ainsi que Eric Dumoulin et Delphine Lombard, *Le Guide de l'aménagement du temps de travail*, Éditions d'Organisation, Paris, 1995, 80 pages, 120 F.
- (12) Le Parlement européen a voté en juillet dernier une résolution approuvant le « Rapport sur une stratégie cohérente de l'emploi pour l'Union européenne » élaboré par sa commission temporaire sur l'emploi (Rapporteur : M. Ken Coates), et qui préconise une forte réduction de la durée du travail (A4-016695, 28 juin 1995). De son côté, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, où se retrouvent des élus de 36 États, a adopté, le 25 septembre dernier, un rapport de M. Gusebauer, socialiste autrichien, préconisant une réduction de la durée du travail élargie sur toute la durée de la vie.

DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE. La participation directe dans les entreprises. - Dominique Martin

• PUF, Paris, 1994, 328 pages, 178 F.

Peut-on envisager le dépassement de la démocratie représentative dans l'entreprise par des dispositifs de participation directe, et ces derniers relèvent-ils nécessairement d'une logique démocratique ? Un double questionnement posé par Dominique Martin au principe d'une éclairante recherche sur le sens, les modalités et les équilibres d'une thématique au cœur d'un débat à la fois très actuel et fort classique. La matrice en fut forgée par le courant prodémocratique, plus que réservé à l'égard des grandes institutions. Par son « droit de participation » le travailleur allait bientôt exacerber le décalage d'implication des salariés dans le fonctionnement de l'entreprise, partiellement substitué à dire compensatoire selon des formules variées.

Dans le prolongement de cette mise en perspective historique, l'auteur évoque avec clarté les avatars contemporains d'une belle idée déviée de son institution originelle, qui était trop politique (au sens où elle posait la question de pouvoir dans l'entreprise) pour être mise au service de l'efficacité gestionnaire par le management participatif. « Les politiques de participation ne vont pas, loin s'en faut, dans le sens exclusif d'une affirmation démocratique ». Ce n'est pas à proprement parler une révolution mais une conclusion argumentée d'une étude solide.

JACQUES LE GOFF.

CERTAINES PETITES ANNONCES MÉRITENT PLUS D'ATTENTION QUE D'AUTRES.



POUR EN SAVOIR PLUS,
APPELEZ
DE 9 H À 19 H LE :
46 03 22 00



Construire, c'est s'engager.

LANCEMENT COMMERCIAL
SAMEDI 23 SEPTEMBRE À 10 H
BUREAU DE VENTE :
ANGLE RUE MARMONTEL
RUE DE L'ABBÉ GROUT

Les Nations unies au fil

OBSOLETE, l'Organisation des Nations unies ? Alors que se déroule sa cinquantième Assemblée générale, elle doit tirer le bilan des formidables révolutions qui ont ébranlé la planète durant ce demi-siècle : bouleversements démographiques et scientifiques, décolonisation, extinction du communisme, victoire du capitalisme. La confrontation Est-Ouest a vécu, mais les défis de la misère, des inégalités, de l'usure écologique demeurent. L'ONU doit être certes renouée, mais ni elle ni les organisations qui en dépendent (lire page 10) ne doivent être mises au service des intérêts des États-Unis.

Par GILBERT ACHCAR*

Contrairement aux institutions de Bretton Woods, dans lesquelles la prépondérance américaine était assurée par la répartition des voix au prorata des quotes-parts financières, l'Organisation des Nations unies avait été conçue selon un mode quelque peu « idéaliste ». Le « principe de l'égalité souveraine de tous ses membres », inscrit dans la Charte, accordait à chaque État une seule voix et donc le même poids dans les votes de l'Assemblée générale. Ce principe était certes contrebalancé par le caractère non obligatoire des résolutions de l'Assemblée (de simples « recommandations », sur les questions les plus importantes). Par ailleurs, les règles de fonctionnement du Conseil de sécurité — cinq membres permanents disposant d'un droit de veto — empêchaient tout recours au chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire l'adoption de mesures coercitives, y compris l'emploi de la force armée contre le gré de l'une des puissances victorieuses en 1945.

Pour Washington, l'ONU devait être un instrument de consolidation et de maintien de la paix dans le nouvel ordre issu de la guerre et largement dominé par les États-Unis : près de la moitié du PNB mondial et seule puissance nucléaire, en 1945, A l'Assemblée générale, Washington faisait la loi par le truchement du vote majoritaire de ses nombreux obligés (sur les 51 membres de l'organisation en 1945, dix seulement appartenaient à l'Asie ou à l'Afrique, dont l'Union soviétique). Le Conseil de sécurité avait, en revanche, été conçu comme lieu de consensus entre grandes puissances. Il fut, en conséquence, très souvent paralysé par les vetos potentiels ou effectifs, au cours des quarante-cinq années allant de la fondation de l'ONU à la guerre du Golfe.

* Enseignant, université Paris-VIII.

Moscou a fait de son droit de veto un usage intensif, voire quasi systématique, au cours des premières années de la guerre froide : 77 fois de 1945 à 1955. Ce n'est que grâce au boycottage provisoire du Conseil de sécurité par l'URSS, pour protester contre l'octroi du siège de la Chine à Formose, que l'administration Truman put, en juin 1950, placer l'intervention en Corée de ses troupes et de leurs alliés sous la bannière des Nations unies. Moscou s'étant ravisé, le secrétaire d'État américain, Dean Acheson, eut l'idée de contourner le veto soviétique en rendant possible le recours à l'Assemblée en cas de blocage au Conseil (résolution « Unin pour la paix » du 3 novembre 1950). C'est dire à quel point les États-Unis considéraient l'Assemblée comme leur étant acquise.

C'est en 1970 seulement que Washington jugea nécessaire d'utiliser son droit de veto (au sujet de l'Afrique australe). Et au cours des années suivantes, les États-Unis allaient manier leur pouvoir de blocage beaucoup plus fréquemment que l'Union soviétique. Entre-temps, en effet, la composition de l'Assemblée avait radicalement changé, entraînant la modification des rapports de forces au sein de l'organisation, y compris au Conseil de sécurité : le nombre des membres non permanents avait été porté de six à dix en 1965. L'afflux massif des États afro-asiatiques à l'ONU à partir de 1960, dans la foulée de la décolonisation, ainsi que la montée du « neutralisme », allaient progressivement dégager une majorité qui, pour être « non alignée », n'en était pas moins hostile aux desseins hégémoniques des États-Unis, perçus comme principale puissance « néocoloniale ».

Ce renversement de situation a atteint son paroxysme au cours des années 70, notamment lorsque l'Assemblée, au grand dam de Washington, assura en



DEVANT LE SIÈGE DE L'ORGANISATION, A NEW YORK
Au service de tous, au des seuls puissants ?

1975 le sionisme à « une forme de racisme et de discrimination raciale », après s'être prononcée en faveur d'un « nouvel ordre économique international ». La réaction des États-Unis, sur ce terrain comme sur beaucoup d'autres, fut extrêmement vive sous la présidence de M. Ronald Reagan. Dénonçant la « tyrannie de la majorité », Washington demanda que les votes des membres de l'organisation au sujet de son budget soient pondérés en fonction de leur contribution à ce même budget (1). L'administration américaine décida de réduire son apport de 25 % du budget à 20 %, jusqu'à ce que son exigence soit entérinée. Elle décida en outre retarder et retenir le paiement, provoquant une grave crise financière. En même temps, le divorce politique

entre Washington et l'organisation s'aggravait, avec notamment la condamnation par l'ONU du blocus des ports du Nicaragua en 1984, puis du bombardement américain de la Libye en 1986.

Bien que l'Assemblée leur ait, en 1986, reconnu de facto un droit de veto sur l'utilisation du budget, les États-Unis poursuivirent leur harcèlement financier, après un important paiement d'arriérés en 1987. La guérilla continua, avec, en 1988, le refus d'accueillir M. Yasser Arafat à New York, qui obligea l'Assemblée générale à se déplacer à Genève pour écouter le leader palestinien. Elle rebondit au début de la présidence de M. George Bush : l'Assemblée condamna l'intervention de ses troupes à Panama, en décembre 1989.

Nouveau « multilatéralisme »

CEPENDANT, les signes d'un changement s'accumulaient, portés par la diplomatie de l'Union soviétique dirigée par M. Gorbatchev. Le président Reagan avait déjà pris conscience, à la fin de son second mandat, de la possibilité de réactiver le rôle de l'ONU dans un sens conforme aux orientations américaines. Toutefois, le Congrès rechignait à la suivre sur ce terrain, lui refusant les moyens de payer les arriérés dus à l'organisation. Le changement n'en continua pas moins, avec notamment la mise à contribution de l'ONU pour le règlement pacifique des conflits opposant par procuration les États-Unis à l'URSS sur le continent africain, ainsi que l'acceptation par les deux superpuissances de l'intervention d'observateurs des Nations unies à des fins de supervision : Moscou en Afghanistan, dès 1988, pour le retrait de ses troupes, et Washington en Amérique centrale, dès 1989, pour la démobilisation des « contras » au Nicaragua.

Deux facteurs précipitèrent ce second tournant, bien plus abrupt que le premier, dans les relations entre Washington et l'ONU. D'abord, bien sûr, l'agonie de l'URSS, qui entraîna un changement radical des rapports entre les deux supergrands. Le « multilatéralisme », qui, pour Washington, n'a jamais signifié autre chose que la formation de coalitions militaires sous hégémonie américaine, avec l'aval de l'ONU de préférence, devenait à nouveau une perspective plausible — et d'autant plus alléchante que l'interventionnisme unilatéral des États-Unis était resté fortement handicapé depuis la guerre du Vietnam.

parti qu'il pouvait tirer de la complaisance manifestée par Moscou à son égard, dès le début de la crise. Le « multilatéralisme » allait ainsi devenir une pièce maîtresse de l'entreprise de marketing politique déployée par son administration pour « vendre » la guerre qu'elle préparait à l'opinion américaine et au Congrès.

En ce « moment unipolaire (2) », la couverture muséenne était paradoxalement plus utile à la Maison Blanche à des fins de politique intérieure qu'à quelconque bénéfice militaire escompté de la participation des alliés. Le problème primordial de l'interventionnisme était celui de sa légitimation aux yeux des Américains eux-mêmes : à cet effet, le

consensus exprimé par l'ONU, d'autant plus précieux qu'il était inédit, fut d'un apport décisif (3).

Autre intérêt, et non des moindres, de la couverture onusienne : légitimer le moyen choisi par Washington pour contourner l'autre handicap majeur de l'interventionnisme américain, à savoir le problème du financement d'un effort militaire massif en ces temps de déficit budgétaire colossal et d'endettement net des États-Unis. La solution fut la mise à contribution des alliés les plus riches : monarchies pétrolières du Golfe, Japon, Allemagne, etc. À cet exercice, M. James Baker, le secrétaire d'État, s'illustra si bien qu'il se verra affublé du sobriquet de « mère de tous les collecteurs de fonds » (*mother of all fundraisers*) par deux membres éminents du *think-tank* de la diplomatie américaine (4). La collecte fut de taille, en effet : 53 milliards de dollars, de quoi couvrir largement les frais du Pentagone, si ce n'est lui permettre de dégager un bénéfice net...

(1) En 1988, 107 États membres contribuaient à 2 % du budget, les 15 autres en assurant 84,5 %. Au sein de ce dernier groupe, la contribution des États-Unis avait été ramenée de 31,5 % à 25 % du budget en 1972.

(2) L'expression est de Charles Krauthammer, éditeur américain qui a publié une brochure à l'ONU et dénonçait cyniquement favorablement son utilisation quand cela sert les intérêts des États-Unis.

(3) Sur la « vote-face » des États-Unis et plus généralement sur l'évolution de leurs rapports avec l'ONU jusqu'à l'arrivée de M. Clinton au pouvoir, lire l'excellent ouvrage de Robert W. Gregg, *About Face ? The United States and the United Nations*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, 1993.

(4) Graham Allison et Gregory F. Thayer, *Rethinking America's Security: Beyond Cold War to the New World Order*, Norton, New York, 1992.

ESPRIT

Octobre 1995

Prisons à la dérive

Inflation carcérale et dérive pénale
Pour une nouvelle intelligence de la peine

Claude Faugeron, Antoine Garapon,
Jean-Paul Jean, Denis Salas

Quelle politique pour l'Algérie ?
Référendum au Québec
Gabriel Gagnon

Une politique de la haine : le Kosovo

Le numéro : 80 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33

L'ANNUAIRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE

L'ETAT DU MONDE
1996

L'ETAT DE LA FRANCE
95-96

- Enjeux et débats
- Conflits et tensions
- Questions économiques
- Organisations internationales
- Le bilan de l'année pour les 225 pays du monde

ÉGALEMENT DISPONIBLE

LA DÉCOUVERTE

Édité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec direction et conseil de surveillance

Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI,
président du conseil,
directeur de la publication
Dominique ALDUY,
directeur général
Noël-Jean BERGEROUX,
directeur de la rédaction
Éric FIALLOUX,
directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG,
directeur délégué

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gombert
95852 IVRY
Commissaire paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-0395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modifier
canon de service, demandes de réimpression ou autre,
utiliser nos numéros de téléphone vers :
Paris et sa banlieue : 01-42-11-36
Province : 01-36-11-11

سكندرية

سكنا من الاحول

DES ORGANISATIONS MONDIALES des objectifs américains

L'intervention en Somalie décrétée par M. Bush en décembre 1992 - de façon inhabituelle, juste avant qu'il ne cède sa place à son successeur élu contre lui - s'inscrivait dans une apparence comme le principal acquis de cette ère finissante : le renouvellement de la capacité morale des États-Unis à intervenir militairement en se drapant dans la bannière de l'ONU. En laissant à M. William Clinton le soin de gérer une opération en cours, le président exerçait en quelque sorte le passé anti-guerre de son successeur (5). Le thème choisi semblait s'y prêter à merveille du point de vue du consensus international et de la légitimité aux yeux de l'opinion américaine (6). Toutefois, le résultat final fut tout le contraire de ce qui avait été escompté.

Que cela fut dû à une mauvaise gestion de l'intervention, ou à une mauvaise définition de ses tâches, toujours est-il qu'au départ des troupes américaines de Somalie, en mars 1994, la pathologie du

Pentagone s'était enrichie d'un « syndrome somalien », s'ajoutant au « syndrome vietnamien », démontrant vivace (7). Syndrome qui ont inhibé toute tentation d'envoi de troupes américaines en Bosnie, mettant en relief le caractère exceptionnel du conflit du Golfe où la configuration du terrain se prêtait, comme nulle part ailleurs, à la guerre électronique.

L'intervention américaine à Haïti, en septembre 1994, même si elle s'apparente au modèle créé en 1990 - coalition dominée par les États-Unis, sous contrainte de l'ONU - illustre plus les problèmes liés à la répétition de ce modèle que son efficacité. Quand on sait qu'il s'agissait d'un pays tout proche des côtes américaines, dont la situation avait des retombées directes sur la superpuissance voisine, on ne peut que s'étonner de l'ampleur de la résistance que l'administration Clinton a dû affronter au Congrès et dans l'opinion avant de s'engager. Résistance qui l'incita à négocier un compromis avec la junte afin d'intervenir.

nisme traditionnel, celui-ci ne nie pas l'interdépendance de l'Amérique avec le reste du monde, mais refuse « le fait de ne pas être disposé à s'acquiescer de la lourde tâche d'exercer le leadership international, et d'être enclin non seulement à en partager le fardeau, mais à s'en débarrasser. Pour simplifier, le nouvel unilatéralisme sous-tend une approche de la politique extérieure qui maintient que les États-Unis s'occuperont du monde lorsqu'ils le devront, mais seulement à leur façon, selon leur

calendrier et à leurs propres termes (9) ».

Les deux auteurs critiquaient la myopie du « nouvel unilatéralisme » qu'ils déclaraient dans les actes de l'administration Clinton, notamment dans sa menace de ne pas tenir compte des résolutions de l'ONU, au sujet des embargos concernant l'Irak ou la Bosnie. Ils jugeaient cette attitude préjudiciable aux intérêts des États-Unis, notamment en ce qui concerne l'organisation internationale : « Lorsque Washington sé-

lectionne et choisit parmi les résolutions du Conseil de sécurité celles qu'il respectera, au lieu d'exercer son leadership de manière conséquente pour obtenir les actions de l'ONU dont l'Amérique a besoin, il affaiblit un instrument précieux de la politique extérieure américaine ».

Voilà qui définit bien les termes du débat interne à l'establishment sur la politique à suivre à l'égard des Nations unies : utiliser l'organisation à la carte, au gré des besoins américains, ou la diriger de façon conséquente afin d'en fixer le menu. En ces temps où nombre de projets de réforme de l'ONU sont formulés qui, sans l'agrément des États-Unis, resteront de vaines chimères, il est bon de garder à l'esprit ce que ceux-ci veulent faire de l'organisation.

GILBERT ACHCAR.

Un repos bien mérité

EN réalité, les vents de l'« isolationnisme » semblent l'emporter aux États-Unis depuis au moins deux ans. L'enthousiasme « internationaliste » suscité par la guerre du Golfe fut aussi éphémère que la promesse du « nouvel ordre mondial » qui l'accompagnait. La fin de la guerre froide a plutôt nourri le sentiment, très répandu parmi les Américains, que leur pays, après avoir porté le principal fardeau de la lutte anti-communiste, devrait jouir d'un repos bien mérité. De ce fait, la nouvelle lune de miel entre Washington et l'ONU, inaugurée par M. Bush, aura été trop courte pour effacer le legs de deux décennies de divorce litigieux. Et, comme au cours des années précédentes, les tensions ont une traduction financière.

Washington veut bien se parer du drapeau de l'ONU lorsque cela l'arrange, et d'autant plus volontiers quand l'intervention de ses troupes est financée par autrui sous le prétexte du « multilatéralisme ». Dans ce type d'intervention relevant du chapitre VII, les troupes américaines agissent sous leur propre commandement, sans s'embarasser de symboles tels que le port de casques bleus. Mais lorsqu'il s'agit pour les États-Unis de contribuer au financement d'unités auxquelles ils ne participent pas ou qu'ils ne contrôlent pas directement, comme c'est le cas pour les forces dites de « maintien de la paix » agissant sous commandement onusien, ils continuent à rechigner (8). Résultat : les crédits dus par les États-Unis à l'organisation internationale dépassaient déjà 1,5 milliard de dollars au 31 août 1994, à la fin du précédent exer-

cise financier, dont près des deux tiers au titre des opérations de « maintien de la paix ».

Le Congrès « introuvable » élu en 1994 ne peut qu'aggraver la résistance que l'administration Clinton a dû affronter au Congrès et dans l'opinion avant de s'engager. Résistance qui l'incita à négocier un compromis avec la junte afin d'intervenir.

Certes, entre la rhétorique « isolationniste » à l'occasion d'anniversaires des témoins de la droite républicaine triomphante, et les intérêts « lourds » d'un pays plus que jamais sensible à ce qui se passe dans le reste de la planète, il y a une contradiction qui ne manque pas de refroidir, voire de corriger, les passions des premiers. Ainsi a-t-on pu relever que le National Security Revitalization Act, adopté par le nouveau Congrès, par lequel celui-ci cherchait à imposer au président son aval avant de pouvoir placer des troupes américaines sous commandement onusien, a été considérablement atténué à cet égard.

MM. Brent Scowcroft et Arnold Kanter, deux membres éminents de l'administration très « internationaliste » de M. Bush, ont d'ailleurs souligné dans un article l'originalité de ce qu'ils appellent le « nouvel unilatéralisme ». Contrairement à l'isolation-



Effrayantes invasions

EN 1987, Amerika, une série de fiction télévisée de la chaîne ABC, annonçait qu'avant dix ans les Russes, déguisés en « casques bleus » des Nations unies, occuperaient le territoire américain. Pour quelques soldats perdus de l'ultime droite, dont les auteurs présumés de l'attentat contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, la réalité a - presque - déjà rattrapé la fiction.

L'histoire américaine est riche en bouffées de paranoïa, en ruminations de complots imaginaires rassemblant ou opposant immigrants et mafias, FBI et syndicats, banquiers et minorités raciales ou religieuses. Consacré à l'assassinat de Dallas du président Kennedy, le film d'Oliver Stone, JFK, avait montré que cette appréhension vaporeuse de la réalité était loin de ne concerner que les quelques nostalgiques de l'ordre aryen. Mais le fait est que de ces dernières années tient à ce que les fantasmes de machination sont désormais formulés par des éléments puissants de la droite. Ainsi, entre deux convocations des candidats républicains à la Maison Blanche, empressés d'y répondre, M. Pat Robertson, président de la Christian Coalition, associa M. George Bush, John Lennon, la Commission trilatérale et les Nations unies dans une très ancienne conspiration satanique qui viserait à l'instauration d'un gouvernement mondial et au règne de l'Antéchrist.

AINSI, agitant le spectre de soldats noirs de l'ONU déambulant dans les villes américaines, M. Robertson évoque le président du Congo en 1960 et « cette photo d'un colon belge dont la femme et les enfants gisaient derrière une Volkswagen, massacrés par les troupes africaines des Nations unies. Si cela s'est produit là-bas, cela peut aussi arriver chez nous (1) ».

Ce complot expliquerait le drame de Waco, au Texas, où, en 1993, des agents fédéraux massacrèrent les membres d'une secte en cherchant à les désarmer. Car, pour les miliciens d'extrême droite, l'expérience des Russes en Afghanistan - comme celle des Américains et des Français en Indochine - aurait prouvé que, même mal armé, le peuple peut défaire les troupes les mieux équipées. La réglementation des milices et la vente des armes à feu viserait donc à faciliter la tâche des prochains envahisseurs. Déjà, certains résidents de Pennsylvanie s'inquiètent d'une nouvelle signalisation routière destinée, selon eux, à faciliter les déplacements des troupes d'occupation étrangère sous commandement des Nations unies. Des « hélicoptères noirs » de l'organisation internationale auraient aussi survolé l'Ouest américain où documents et photos prouveraient l'installation massive d'armes russes.

Mais le souveraineté du pays sera défendue : M. Norman Olson, commandant d'une milice du Michigan, a écrit à M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'organisation, pour exiger que l'ONU cesse ses « manœuvres militaires » sur le « territoire souverain du Michigan ».

S. H.

(1) Cf. « The Right Wing Media Machine », Extra ! New York, mars-avril 1995. Lire aussi Dale Russell, « Panic in Middle America », The Washington Post National Weekly Edition, 15 mai 1995, et Gary Willis, « The New Revolutionaries », The New York Review of Books, 22 juin 1995.

Quelques repères pour un demi-siècle

- 1945 : Signature de la Charte des Nations unies le 26 juin à San Francisco.
- 1946 : Le 10 janvier, les représentants des 51 États fondateurs participent à la première réunion de l'Assemblée générale.
- 1948 : Adoption à l'unanimité de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- 1949 : Mise en place de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).
- 1950 : Création en juillet d'une force internationale qui intervient en Corée.
- 1951 : Création du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
- 1956 : Crise de Suez. L'ONU déploie une Force d'urgence (FNU) dans le Sinaï.
- 1958 : Première conférence des Nations unies sur le droit de la mer.
- 1960 : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Opération au Congo (Zaire) engageant près de 20 000 hommes.
- 1964 : Force pour le maintien de la paix à Chypre.
- 1966 : Pour la première fois des sanctions sont imposées à un pays, la Rhodésie du Sud, futur Zimbabwe.
- 1969 : Adoption d'une Déclaration sur le progrès social et le développement.
- 1973 : Deuxième force d'urgence des Nations unies (Sinaï, canal de Suez).
- 1974 : Appel en faveur d'un nouvel ordre économique mondial.
- 1978 : Mise en place de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).
- 1982 : Lancement de la campagne mondiale du désarmement.
- 1989 : Groupe d'assistance pour la période de transition en Angola et en Namibie.
- 1990-1991 : Les Nations unies avalisent l'usage de la force contre l'Irak.
- 1991 : Mission préparatoire au Cambodge, qui sera suivie en 1992 de la mise en place de l'Autorité provisoire des Nations unies (plus de 19 000 hommes).
- 1992 : Force de protection dans l'ancienne Yougoslavie (près de 40 000 hommes) ; première opération en Somalie, suivie d'une autre, en 1993 (près de 30 000 hommes).
- 1993 : Mission d'observation en Haïti et mission pour l'assistance au Rwanda.

H O R S - S É R I E

Simple
sans être simpliste,
Complet
sans être
complaisant.

Réputé pour son langage simple, sa présentation synthétique et abondamment illustrée des données les plus complètes recueillies aux meilleures sources, le hors-série annuel d'Alternatives Economiques "Les chiffres de l'économie et de la société" est devenu un classique indispensable à tous ceux pour qui l'information économique et sociale fondamentale est la matière première.

Découvrez chez votre marchand de journaux, à partir du 7 octobre, sans supplément de prix, l'édition 1995/96 des "chiffres de l'économie et de la société", et sa nouvelle présentation, plus claire, plus aérée.



50 F.
En vente chez votre marchand de journaux.

SERVICE ABONNEMENT 12, RUE DU CAP VERT, 21800 QUETIGNY ■ TEL: (16) 80 48 10 25

HEURS ET MALHEURS DES ORGANISATIONS MONDIALES

Inquiétants nuages au-dessus de la FAO

AU cœur des contradictions qui minent le système mondial et, au-delà, interdisent tout développement rationnel, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est-elle condamnée à un progressif étiolement ? Mal connue des opinions publiques, elle concerne, de par ses objectifs, l'ensemble de l'humanité. L'annonce par les États-Unis d'une forte réduction de leur contribution met à mal une institution respectable mais nécessaire et qui ne peut utilement œuvrer que dans le long terme.

Par notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Un monstre, un « *mochin* » (de Gaulle disait), qui ne sert à rien, coûte les yeux, les oreilles et le nez de la tête. Une bureaucratie choquante en cette ère de l'entreprise, qui, elle, chacun le sait, ignore ce fléau. En un mot, l'ONU, en fait, doit se réformer ou disparaître. Jugements assésés dans une exemplaire confusion d'esprit, fruit à l'occasion mûri lors de campagnes de désinformation scientifique menées (2). Des sommes colossales s'évanouiraient ainsi légalement dans les poches de fonctionnaires et lors de campagnes militaires peu probantes. Pourquoi s'intéresser au détail quand, est-il dit, le scandale est généralisé ? Mais pourquoi se refuser le bonheur de quelques comparaisons ?

Est sise à Rome l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus communément désignée, par son sigle anglais : FAO. Budget biennal présenté par la direction, pour quelque 5,5 milliards de Terriens : un peu plus de 700 millions de dollars. Or, alors que la malnutrition demeure généralisée, qu'en une génération 3 milliards de bouches supplémentaires vont devoir être nourries (3), se livre autour de ce chiffre une très politique bataille.

Comparaisons donc : les seuls embouteillages de la seule ville de Bangkok (6 millions d'habitants environ) coûtent chaque année en essence et dommages divers (sanité, etc.) 2,4 milliards de dollars ; au cours des six premiers mois de 1995, les sorties (entièrement spéculatives) de capitaux du Mexique ont atteint 11,4 milliards de dollars, les soutiens extérieurs à ce même pays se montant à 17,9 milliards de dollars. Alignons arbitrairement ces données en rythme annuel : l'organisation chargée des questions alimentaires et agricoles mondiales coûte sept fois moins que les bouchons de la capitale thaïlandaise et cinquante fois moins que les ballons d'oxygène dépeçés d'urgence à Mexico. Mais en quoi s'inquiéter ? Qui dit embouteillage dit croissance ; qui dit flux de capitaux dit jeu du marché.

Le temps n'était à l'évidence pas venu, le 9 juin dernier, pour M^{me} Melinda L. Kimble, de se livrer à de trop faciles comparaisons. Chef de la délégation arrivée de Washington pour débattre des questions budgétaires devant le Conseil de la FAO, elle ne mâcha pas ses mots : « En vertu du consensus bipartite selon lequel la réduction du déficit doit être notre première priorité budgétaire, nous faisons face à un extraordinaire déclin des ressources américaines disponibles pour les programmes intérieurs et internationaux et donc pour le système des Nations unies. » En conséquence, pour 1996, il faudra amputer ces dernières ressources de 17 % ; davantage les années suivantes.

Les États-Unis contribuent pour 25 %

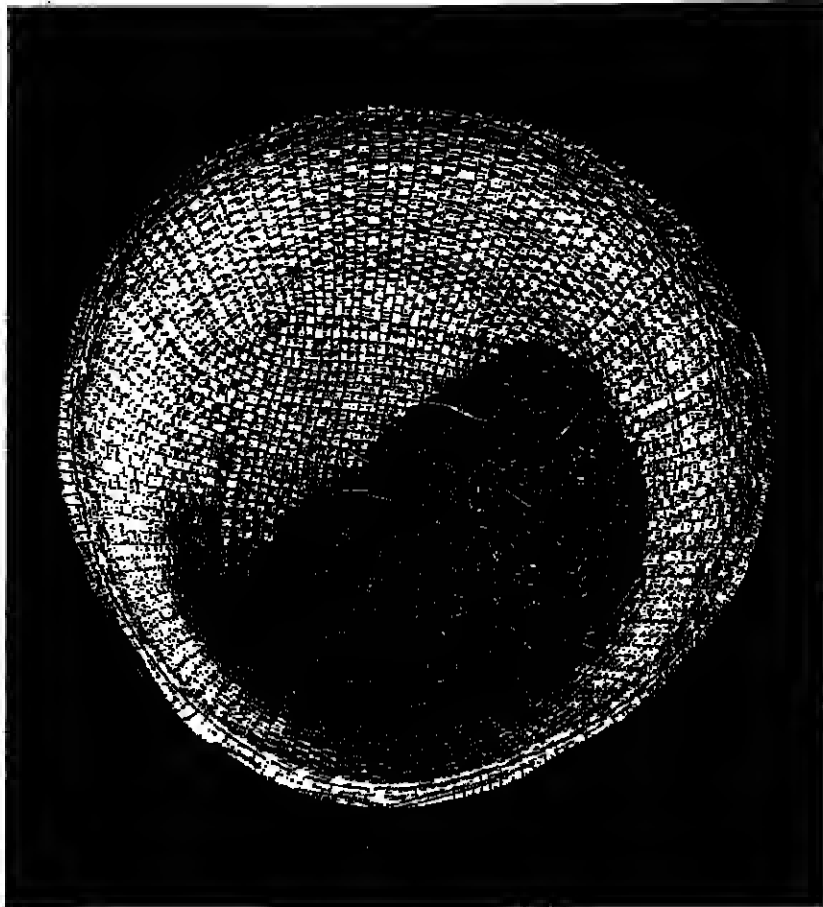
aux revenus ordinaires de la FAO, qui devraient, selon Washington, se situer entre 550 et 600 millions de dollars (au lieu des 704 prévus par le directeur général). Aux États-Unis, confirme M^{me} Kimble, les pressions sont très fortes pour que le gouvernement réduise beaucoup ses dépenses : « Les organisations internationales ne peuvent éviter ces pressions et devront affronter les mêmes défis au cours des prochaines années ». Autrement dit, l'ONU, et pas seulement la FAO, doit suivre l'exemple américain, qui, nul ne saurait en douter, vaut pour tous les Mali, tous les Ouzbékistan, tous les Népal de la Terre. Il serait d'autre part inconvenant de trop rappeler que la part élevée du modeste budget de la FAO que les États-Unis sont tenus de payer constitue un engagement international dont on pourrait penser qu'il n'est pas un yoyo qu'agiterait les joutes électorales.

Commentant ce même 9 juin cette situation, le représentant français parla, au nom de l'Union européenne, de « *très grave décoloration* ». S'exprimant ensuite au nom de son pays, il alla plus loin : les Nations unies, dit-il, sont l'objet d'une « *attaque grave* » qui est « *sans précédent* ». « Cette décision conduit à une situation paradoxale où un État, en faisant de manière unilatérale sa contribution nationale, déterminerait le budget de base d'une organisation. »

La critique de l'arrogance attitude américaine aurait, dans certains discours, davantage de poids si, à la fin septembre 1995, les retards de paiements ne concernaient quelque cent vingt pays. Les hauts fonctionnaires de la FAO ne sont pas tous occidentaux qui pensent que, par exemple, des pays comme le Cameroun et le Gabon, seraient plus crédibles s'ils honoraient leurs engagements, soit moins de 35 000 dollars par an.

C'est cependant l'attitude américaine qui suscite le plus de critiques : elles peuvent se résumer ainsi : Washington veut en finir avec le système onusien, réduire la FAO à sa dimension statistique, tout ce qui gêne éventuellement les milieux privés (industriels et commerciaux) étant éliminé : s'il est en apparence raisonnable que le plus riche pays soit aussi le plus gros financier, voilà qui crée une situation de dépendance et mieux vaudrait décider d'une réforme modifiant la répartition des contributions (celles, cumulées, de l'Union européenne, représentant environ 40 % du total et celle du Japon fléchissant les 17 %).

En fonctions depuis janvier 1994, le directeur général, M. Jacques Diouf (qui est sénégalais) l'avait emporté – grâce notamment à une fameuse campagne française – contre le candidat australien soutenu par les Américains. Il arrivait avec quelques idées-forces de relance de l'organisation et une vision à long terme de l'avenir alimentaire et agricole de la



LE RIZ, DISAIT FERNAND BRAUDEL, EST « UN PERSONNAGE COMPLIQUÉ »

planète. Contradictions difficiles à résoudre : comment réorganiser, revitaliser, contre la volonté du premier bailleur de fonds ? Comment prévoir à long terme quand nul ne sait de quoi sera fait le budget de demain ?

Au centre de l'action de la FAO, deux constantes : renforcer la sécurité alimentaire, assurer un caractère durable au développement rural et agricole. La mise en œuvre de ces missions s'opère selon quatre volets : le recueil d'informations (un système sans équivalent, qui permet notamment de déceler la montée des crises) ; l'organisation de forums ; la codification des textes et pratiques dans des domaines aussi vastes que l'alimentation, les pêcheries, les forêts, les ressources génétiques ; l'appui à la coopération technique. Autant de thèmes où apparaît dans son extraordinaire complexité l'entrelacs des intérêts locaux, nationaux, planétaires... et privés, et qui imposent une réflexion de longue durée (4).

La FAO le constate comme tout un chacun : l'investissement ne va pas naturellement au secteur agricole. Et même si des efforts gigantesques sont réalisés, il demeure impossible de prévoir une extinction de la pauvreté. Selon une étude réalisée en 1994 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le produit intérieur brut mondial devra quintupler en cinquante ans pour que le revenu par habitant augmente de 3 % par an dans les pays en voie de développement, ce qui suppose une croissance considérable et particulièrement forte là où la misère est la plus grande, pure hypothèse notamment en Afrique subsaharienne.

Alors que la poussée démographique va demeurer très puissante, pendant longtemps encore, « les ressources naturelles utilisées pour l'agriculture et la production vivrière sont soumises à une dégradation inquiétante dans de nombreuses régions (...). On observe un fléchissement global des taux de croissance des rendements depuis les grands progrès de la révolution verte des années 60 et 70. Rien n'indique apparemment que des efforts soutenus de recherche agricole soient en cours ou que des crédits à la mesure des défis à relever soient prévus, et, chose plus importante encore, c'est le contraire qui semble se produire (5) ». Le taux de croissance agricole mondial jusqu'en 2010 risque d'être de 1,8 % l'an, « soit le niveau le plus faible de l'histoire ».

Phénomène conjoncturel ou structurel ? Toujours est-il que le niveau des stocks mondiaux est au plus bas. Or les pays en voie de développement vont très probablement dépendre de plus en plus d'importations alimentaires : 110 millions de tonnes de céréales pendant la campagne 1995/1996, 120 millions de tonnes en 2001, 160 millions de tonnes en 2010. Disparition des stocks, diminution des subventions à l'exportation : les prix s'envolent. Tout le monde pourrait-il payer ?

Autre sujet de préoccupation : l'érosion des ressources naturelles. « La durabilité des ressources est compromise par les pressions exercées afin d'intensifier la production et de créer suffisamment de possibilités d'emplois et de revenus pour les populations toujours

plus nombreuses qui dépendent de l'agriculture dans de nombreux pays en développement ».

A l'évidence, la tendance générale à la FAO ne consiste pas à s'en remettre aux seules forces du marché pour répondre à ces défis, qu'il s'agisse des rapports entre sociétés rurales et sociétés urbaines (« les gouvernements ont une influence directe » sur ces flux de population), de l'instruction et de la formation (dont la « revalorisation exigera une attention particulière dans les budgets publics »), de la surexploitation et de la mauvaise exploitation des pêcheries (un « code de conduite pour la pêche responsable » est en préparation), des forêts – pour lesquelles il faut arbitrer entre « des demandes croissantes et souvent conflictuelles » (6).

Irremplaçable outil

DANS le corset de contraintes politiques qui ne sont pas nouvelles mais s'exaspèrent (10) avec les retombées financières déjà évoquées, la direction de la FAO a quelque mal à imposer ses vues. Il est certes possible de « rogner » sur le personnel, qui n'a rien du monstre parfois montré du doigt à propos du système onusien : 5 458 salariés (au 31 décembre 1994), dont 3 170 à Rome et 2 288 sur le terrain, mais l'exercice a ses limites. Des coupes claires sont effectuées dans les projets de publications, la durée des réunions, et, fait plus grave, dans les programmes. Exigences d'économies doublées d'une formidable hypocrisie : la horde d'experts accompagnant n'importe quel déplacement banal du président américain à l'étranger coûte plus cher que les « efforts » imposés, pour des raisons jamais avouées, à une organisation qui, pour avoir sans doute, comme d'autres erré dans le passé, et pouvant assurément en aujourd'hui utilement retouchée, n'en demeure pas moins un irremplaçable outil d'analyse, de prévision, voire de mise en action de programmes.

Une réorganisation est en cours, que d'aucuns estiment insuffisante. L'adieu aux grands projets s'accompagne d'une décentralisation : renforcement des bureaux régionaux qui vont épauler des bureaux sous-régionaux œuvrant le plus possible avec des experts nationaux. Un programme spécial a été mis en œuvre dans quinze pays (majoritairement africains) à faible revenu et à déficit vivrier, qui pourrait être étendu aux dizaines d'autres pays éligibles si peuvent être dégagées des ressources extrabudgétaires. A Rome même a été créé un département du développement durable dans le but d'intégrer les diverses disciplines au sein du travail normal de l'organisation. Et le premier sommet mondial de l'alimentation doit se tenir dans la capitale italienne les 16 et 17 novembre 1996.

Loin des feux de la rampe se poursuit ainsi (pour combien de temps ?) un travail aussi peu médiatique que d'imprononçables sigles. Qui n'a vent de l'Empire, le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravages et les maladies transfrontières des animaux et des plantes ? Du CMA, le Centre mondial d'information agricole ? Du Cifor, le Centre pour la recherche forestière inter-

Une politique agricole digne de ce nom suppose l'existence d'un « gouvernement capable d'identifier le capital physique et intangible socialement productif que les marchés privés ne peuvent pas fournir, ou du moins pas de façon satisfaisante, et d'apporter des solutions aux problèmes sociaux que le marché ne peut résoudre par lui-même ou ne peut résoudre qu'à long terme ». Quant aux programmes d'ajustement structurel, ils pèsent d'un poids difficilement supportable sur « les couches les plus vulnérables de la population », et les compressions budgétaires portant sur les services de santé et les programmes sociaux compromettent l'avenir du développement dans son ensemble (7). Un exemple africain fourni par un responsable de l'organisation : « L'ajustement structurel signifie la baisse des subventions aux engrais. De ce fait, le paysan ne va pas opter en faveur de la rizière irriguée, donc il va se livrer à l'agriculture pluviale, et pour ce faire, ira détruire la forêt. Une politique à court terme qui contredit les nécessités d'une véritable croissance durable à long terme ».

La logique de toutes les analyses et suggestions de solutions de la FAO va à l'encontre de la doctrine, essouffée mais encore sur sa lancée, du libéralisme à tout-va. Encore faudrait-il que certains tabous fussent levés. L'organisation, qui n'est pas forcément toujours à l'abri de groupes de pression, semble ignorer, dans ses études sur le commerce ou sur la biodiversité, le rôle-clé d'une poignée de firmes faisant la pluie et le beau temps sur les marchés ou exerçant un redoutable contrôle sur la recherche, la sélection végétale et animale et l'usage de leurs découvertes, on en compte (mais tout est lié), orientent les politiques culturelles de manière à intensifier l'utilisation d'intrants chimiques.

Ces puissances considérables n'apparaissent que comme en négatif dans les études officielles lorsque, par exemple, sont soulignés les avantages de « la production endogène » et du « recyclage des intrants (8) ». Ou encore lorsque, à propos des ressources zoogénétiques, est critiquée « la tendance de ces dernières décennies » à privilégier « un nombre très limité de souches génétiques » ; ou encore quand il est dit que la sécurité alimentaire à long terme passe par la préservation des ressources indigènes et la constitution d'un « système mondial de banques de gènes (9) ».

nationale ? Du Smiar, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture ?

Pour ne prendre qu'un exemple : dans son étude de juillet dernier sur la seule Afrique subsaharienne, le Smiar analyse la situation actuelle et les perspectives alimentaires et apporte des données précieuses sur quinze pays confrontés à des crises exceptionnelles. Sont recensés quatre cas de mauvaises récoltes dues notamment à la sécheresse ; tous les autres drames sont provoqués par des « troubles civils » et des « déplacements de population rurale ».

Dangereuse époque qui voit cette année le seul budget des opérations de paix de l'ONU représenter environ cinq fois celui de la FAO. Qui voit aussi exploser des conflits internes ruinant pour longtemps toute tentative de développement rural. Si l'on ajoute à ce peu champêtre tableau la volonté de puissants intérêts de considérer comme une entreprise (mal gérée, selon leurs critères) une organisation dont le mandat ne consiste pas que l'on sache à gagner des parts de marché, la crise de l'ONU, FAO incluse, apparaît comme le reflet, l'un des reflets, d'une faille généralisée.

(1) Olivier Drouin, « L'ONU en faillite ! », Capital, Paris, septembre 1995.

(2) Par exemple les polémiques à propos du « nouvel ordre de l'information » dans les années 60 et 70.

(3) « Programme de travail et budget pour 1996-97 présenté par le Directeur général », FAO, Rome, 1995.

(4) Cette réflexion se fait jour dans l'étude de la FAO Agriculture mondiale, Horizon 2010 (sous la direction de Nikos Alexandratos), dont la version française vient d'être publiée par Polytechnica, Paris, 442 pages, 385 F. Et dans cette intitulée Plan à moyen terme 1995-2001, soumise à la conférence réunie à Rome du 20 octobre au 2 novembre 1995.

(5) Plan à moyen terme, op. cit. Un responsable de la FAO note, pour la regreter, la récente décision prise au Canada de fermer un des plus grands centres de recherche publique sur la forêt.

(6) Ibid.

(7) Agriculture mondiale, op. cit.

(8) Ibid., p. 360.

(9) Plan à moyen terme, op. cit.

(10) A noter toutefois qu'à la FAO, contrairement par exemple à l'Unesco, la confrontation Est-Ouest n'a pu être directement utilisée par les forces conservatrices. L'URSS n'ayant jamais fait partie de l'organisation... dont elle était membre fondateur. La Russie (tout comme l'Ukraine et la Biélorussie) en demeurent absentes. Situation absurde. En revanche éligible désormais à Rome des pays tels que la Kirghizie, l'Arménie, l'Ésone, la Lituanie, la Lettonie.

Revue Coton et Développement
Sommaire du n° 15

■ Le succès du coton en Afrique francophone

■ Dossier Togo :

La culture du coton - La filière
Le rôle de la Sofoco - L'huilerie Nioto

■ Le coton en Azerbaïdjan

■ Soie : alternative ou coton

■ Conjoncture ■ Faits et Chiffres

■ Culture

COTON ET DÉVELOPPEMENT

15, rue de Monceau - 75008 Paris - Tél : 02 99 53 21 - Fax : 03 59 50 13

هكزاد من الاصل

صكنا من الاجل

CAP À L'OUEST POUR LA JORDANIE

Les États-Unis redessinent le Proche-Orient

AVEC plus d'un an de retard sur le calendrier, MM. Itzhak Rabin et Yasser Arafat ont entériné à la fin de septembre un accord pour la mise en œuvre de la seconde phase de l'autonomie palestinienne. La signature de ce texte à Washington confirme le rôle prépondérant des États-Unis au Proche-Orient, une région vitale pour leurs intérêts et dont ils sont en train de redessiner la carte politique. Tout en maintenant leurs relations privilégiées avec Israël, ils ont accéléré le virage à l'Ouest de la Jordanie et accentué l'isolement du régime irakien.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

Le 18 août 1995 commencent dans le royaume hachémite les premières grandes manœuvres américano-jordanaises depuis la guerre du Golfe. Ce n'était que le premier d'une série de gestes destinés à renforcer la présence militaire des États-Unis dans la région, qui se montait, au début de septembre, à plus de 22 000 hommes. Mais c'était aussi le signe d'une orientation stratégique à long terme décidée à Washington et l'instrument d'une opération politique de grande envergure pour la consolidation du dispositif que le gouvernement américain a établi dans la région et qu'il voudrait pérenniser.

Toute la réflexion stratégique menée à Washington depuis la fin de la guerre froide a conduit à faire de l'axe qui va du Maroc à l'océan Indien, à travers la Méditerranée, l'Asie Mineure et le Proche-Orient, l'un des deux champs d'action privilégiés de l'action extérieure - l'autre étant l'est de l'Europe et les Républiques déchues de la Russie après l'effacement de l'Union soviétique.

De ce choix, les raisons sont évidentes : la région est une plate-forme

permettant une éventuelle action militaire en Europe comme en Afrique, dans le Sud-Est européen en direction de l'ancienne Union soviétique comme en Asie centrale et naturellement dans l'océan Indien (lire l'article de Raoul Delcorde, page 18) ; de plus, s'y concentrent les réserves pétrolières mondiales les plus accessibles et les moins chères.

Néanmoins, l'expérience historique a montré que cette zone est un épice de crises, comme en ont témoigné, entre 1990 et 1995, la crise du Golfe, la guerre civile du Yémen, l'accord d'Oslo et sa contestation, le traité de paix jordanien-palestinien, les troubles islamistes en Égypte, la guerre civile en Algérie, sans compter le blocus de l'Irak, l'agitation politique à Bahreïn, l'embargo partiel sur la Libye, la tension persistante avec l'Iran, les crises au Caucase et les secousses de l'Afrique du Nord. Autant de raisons qui justifient l'attention permanente que la Maison Blanche porte au maintien de l'ordre établi dans la région sous son contrôle exclusif.

Une alliance privilégiée avec Israël

AU lendemain de la guerre du Golfe, le président George Bush avait expressément mentionné la fin du conflit israélo-arabe comme l'une des tâches prioritaires pour que naisse le « nouvel ordre international » dont il se voulait le bâtisseur. Car l'ordre régional qui garantit les intérêts américains serait évidemment menacé par de nouvelles explosions résultant des rebondissements du conflit entre l'État hébreu et ses voisins.

A cette préoccupation s'ajoute le souci de la Maison Blanche, pour des raisons dont les origines sont à la fois idéologiques, religieuses, morales, mais aussi économiques et stratégiques, de prendre en compte les intérêts majeurs d'Israël. La guerre du Golfe, et plus encore la dislocation de l'URSS, ont confirmé à Washington la fracture profonde et durable de ce qu'on appelait le « camp arabe » et ont réduit les États qui en faisaient partie au statut d'interlocuteurs obligés de Washington, les uns accommodants, d'autres plus méfiants, mais dont aucun ne représente

* Auteur, notamment, de 39-45. Une guerre inconnue, Flammarion, Paris, 1995.

un danger potentiel pour les intérêts stratégiques des États-Unis.

En sens inverse, les raisons qui privilégient Israël dans les préoccupations politiques américaines, à l'intérieur comme à l'extérieur, demeurent. Le gouvernement de M. William Clinton a encore accentué cette alliance, comme en témoigne symboliquement le rôle éminent de l'un des dirigeants les plus remarquables de l'organisation pro-Israélienne l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), M. Martin Indyk, d'abord au Conseil national de sécurité, puis comme ambassadeur en Israël.

Le président Clinton avait naturellement le souci d'aboutir à un règlement du conflit israélo-arabe. Mis devant le fait accompli de l'accord d'Oslo entre l'OLP et Israël, sans que sa diplomatie en ait été à l'initiative, il sut le reprendre à son compte et donner à son propre rôle toute la solennité voulue en présidant, le 13 septembre 1993, à sa signature par M. Yasser Arafat et M. Itzhak Rabin, sur les marches mêmes de la Maison Blanche. Mais il a été clairement entendu, dès ce moment, que les États-Unis n'interviendraient pas dans les négociations qui allaient suivre - si ce n'est pour faire pression sur les Palestiniens, afin de ne gêner en rien les démarches de la diplomatie israélienne en un domaine qu'elle considère comme vital.

En revanche, on a vu M. Clinton s'engager personnellement, y compris par une rencontre à Genève, le 16 janvier 1994, avec le président Hafez El Assad, en faveur d'un règlement entre Israël et la Syrie (1). Pourtant, l'impasse persiste. Le gouvernement israélien n'a pu faire prévaloir ses exigences d'une réduction quantitative et qualitative des forces syennes, dont il faisait la condition de l'évacuation totale du Golan. En vain, la diplomatie américaine a suggéré qu'un accord avec Damas isolerait les dirigeants palestiniens et les amènerait à de plus amples concessions : le premier ministre Itzhak Rabin n'a pas voulu se plier aux conditions d'un accord avec le président Assad, estimant que, dans son dialogue avec l'OLP, il était déjà en situation de force.

Mais M. Clinton a pu, avec le traité de paix israélo-jordanien signé le 26 octobre 1994, remporter un succès significatif. C'était d'abord un nouveau coup de pouce à la désagrégation de l'ancien « camp arabe » et c'était un pas supplémentaire, le plus important depuis les accords de Camp David de 1978 signés par Israël et l'Égypte, vers la réinsertion de l'État hébreu dans le Proche-Orient. Cette normalisation allait faciliter une manœuvre de grande envergure qui devait trouver son point d'aboutissement au mois d'août dernier.

La brusque défection des deux gendres du président irakien Saddam Hussein, arrivés à Amman le 8 août 1995, provoqua un choc sur la scène internationale. Dans l'immédiat, on pou-

vait penser que, si l'affrontement avec leur beau-père n'avait pas tourné à leur avantage, et s'ils avaient dû fuir, c'était que le régime de Bagdad avait résisté à cette nouvelle épreuve. Mais cet épisode était aussi le signe du rétablissement de la base politique et sociale de M. Saddam Hussein. Au mois de mai 1995 déjà, une crise aiguë avait opposé le puissant et nombreux clan des Douleimis au pouvoir, à l'occasion des obsèques du général d'aviation Mohammad Mazloum El Douleimi, arrêté à la fin de l'année précédente et dont le corps, portant des traces de sévices, fut rendu à sa famille le 17 mai. Les émeutes qui suivirent et gagnèrent en particulier les villes d'Al Ambar et d'Al Ramadi illustraient l'ampleur de la révolte d'une région qui, de la frontière syrienne à l'Irak, fut longtemps considérée comme acquise au régime.

Le président Saddam Hussein a tenté de réagir en procédant à la mutation de quelques-uns de ses plus proches parents et collaborateurs, en particulier les ministres de la défense et de l'intérieur. Mais, cette fois, c'est dans ce clan des Douleimis, qui était le noyau même du régime, que la fracture s'est produite.

La conséquence la plus importante de cette affaire, à la fois dramatique et rocambolesque, fut le changement majeur intervenu dans la politique jordanienne. Sans délai, le roi Hussein salua la défection des deux gendres du président irakien et reprit publiquement à son compte leurs assertions les plus invraisemblables concernant l'attaque présumée « imminente » qui devait être lancée contre le Koweït, ou bien l'Arabie saoudite, voire contre la Jordanie elle-même. Aucun observateur sérieux n'admettait que de pareils projets aient pu être conçus dans l'état actuel de l'armée irakienne, interdite de toute présence réelle au sud du 32° parallèle, privée de soutien aérien et dont les stocks sont réduits à peu de chose. Mais dans le climat du moment, où l'hystérie s'ajoutait à la désinformation, c'était assez pour donner plus d'éclat au retournement de la politique jordanienne.

Il avait été préparé avec soin par le

sous-secrétaire d'État américain Robert Pelletreau. Les étapes en furent franchies les unes après les autres : rapprochement entre le royaume hachémite et les monarchies du Golfe, normalisation de leurs relations, rétablissement de leurs transactions pétrolières, dans l'espoir que la Jordanie cesse de s'approvisionner auprès de Bagdad, etc., accentuant ainsi l'isolement politique et l'étouffement économique de l'Irak. Il ne s'agissait pas seulement, pour les États-Unis, de parfaire le blocus du pays, mais, du même coup, de réorienter durablement et profondément l'économie jordanienne vers l'ouest, c'est-à-dire vers l'État d'Israël.

Cette opération de grande envergure, menée avec une indiscutable efficacité, se heurte néanmoins à des difficultés. L'Irak est le premier partenaire arabe de la Jordanie : il absorbe plus de 13 % de ses exportations, plus du cinquième de ses ventes dans l'ensemble des pays arabes. La Jordanie achète en Irak plus de 12 % de ses importations totales et plus de 55 % de celles en provenance du monde arabe. Une rupture effective entre Amman et Bagdad appaierait comme un grave danger aux milieux d'affaires jordanais.

On comprend que le roi Hussein lui-même se soit fait l'avocat du renversement le plus rapide possible de M. Saddam Hussein. Il a obtenu l'appui chef de l'État égyptien, M. Hosni Moubarak, dont le pouvoir serait évidemment consolidé par une pacification générale qui enlèverait de leur virulence aux groupes islamistes lancés à l'assaut de son régime, et du gouvernement turc qui attendrait d'un nouveau régime irakien le règlement du problème de la zone incontrôlée du nord du pays, qui est devenue la base arrière des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Inversement, M. Hafez El Assad a désapprouvé le retournement hachémite. Pour lui, le roi Hussein s'est prêté aux manœuvres américaines sans obtenir en retour la moindre contrepartie, et il se rapproche de l'État d'Israël sans considération pour la situation de ses voisins arabes. Plus grave encore, il accentue

l'isolement et la faiblesse de l'Irak sans qu'il ait été sérieusement préparée une relève à Bagdad.

Le président le syrien l'a dit en termes catégoriques à plusieurs interlocuteurs : il ne veut pas l'instauration en Irak d'un pouvoir islamiste qui soit orienté vers l'Iran ou vers l'Arabie saoudite, et qui serait, par sa nature même, une menace pour l'actuel régime de Damas ; il ne veut pas davantage d'un gouvernement systématiquement favorable aux desseins politiques, économiques et stratégiques des États-Unis, qui provoquerait un nouvel affaiblissement des États qui ont encore à faire face à Israël.

Dans cette conjoncture, les États-Unis ne sont pas pressés d'aboutir à un changement à Bagdad. Les résultats qu'ils ont obtenus sont déjà considérables : la réconciliation entre la Jordanie et les monarchies du Golfe, un ébranlement politique profond du pouvoir du président Saddam Hussein et son affaiblissement économique, la perspective de relations plus étroites entre la Jordanie et Israël, le renforcement des positions de l'État hébreu au moment où il franchit une étape nouvelle dans son interminable et difficile dialogue avec les dirigeants palestiniens.

L'Irak restera donc à l'écart et ne verra pas perturber les cours du pétrole. Le blocus sera prolongé par temps qu'il faudra pour épuiser les 70 tonnes de documents que Bagdad a dû livrer à propos de ses anciens préparatifs d'armes conventionnelles. La déléguée américaine au Conseil de sécurité des Nations unies, M^{me} Madeleine Albright, l'a d'ailleurs dit sans ambages : il faudra beaucoup de temps, probablement jusqu'à l'automne 1996, date de la prochaine élection présidentielle américaine. Qui se souvient des affreuses conséquences humaines de l'embargo pour les habitants de l'Irak (2) ?

(1) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Damas déçoit les chefs de la paix », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
(2) Lire Eric Rouleau, « Le peuple irakien, première victime de l'ordre américain », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

Musée des Arts, de l'Asie et d'Océanie

5 CONTINENTS

Jusqu'au 15 janvier 1996

Le propos de cette exposition est de présenter les œuvres de cinq artistes contemporains, issus chacun d'un continent différent et, par là, d'une culture différente, les arts et les lettres choisissant aussi, dans des musées nationaux, d'autres artistes ou des œuvres de leur pays avec lesquels ils éprouvent une affinité.

La confrontation est donc à deux niveaux : spatiale, en ce que le visiteur peut comparer des œuvres de cultures différentes, et temporelle, en ce qu'il peut mesurer, pour un même pays, le poids des influences.

Les cinq artistes sont :

- Abdullah Omer, Égypte
- Yusef Karam, Liban
- Yusef Karam, Liban
- Yusef Karam, Liban
- Yusef Karam, Liban

Musée des Arts, de l'Asie et d'Océanie
Métro : Porte Daumesnil. Ouvert tous les jours.

adIB

arab data
&
information bank

- Politique - Défense
- Economie - Finance
- Société - Démographie
- Hommes clés

La banque d'information
CD-ROM
sur les pays arabes

« 15 000 écrans, 3 500 cartes et illustrations, des renseignements et des analyses sur les pays arabes » (AFP)

« Au-delà du gigantisme, adIB est surtout un outil de travail pratique » (M. Naïm - *Le Monde*)

Renseignements : PLANIM
44, rue de Montmorency
75003 PARIS
Tél. : 42-78-48-81 - Fax : 42-78-92-04

Virage américain en Bosnie

MALGRÉ l'accord auquel sont parvenus les représentants des Serbes, des Croates et des Bosniaques, le 26 septembre, à New York, sur quelques « principes institutionnels » devant régir l'Etat de Bosnie-Herzégovine, les contours de la paix qui se dessine restent bien flous. Le gouvernement de Sarajevo s'inquiète des risques qui pèsent sur l'unité du pays, notamment après le virage, passé inaperçu, de la diplomatie américaine qui a renoncé à défendre l'idée d'une Bosnie unitaire et multiethnique.

Par JONATHAN CLARK*

Le plan de règlement du conflit en Bosnie, rendu public le 8 septembre 1995 à Genève par M. Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint américain, marque un pas significatif en direction de la paix. Il a rapidement esquisse des retombées positives, telle la réouverture de l'aéroport de Sarajevo aux vols humanitaires. Et la vigoureuse intervention américaine laisse présager, d'un point de vue européen, une salutaire amélioration de la qualité et des capacités de la diplomatie de Washington.

Ce plan, bien que préliminaire, possède deux vertus majeures : il offre à chaque partie suffisamment d'avantages pour l'inciter à opter en faveur de la discussion plutôt que de la guerre ; il représente un changement capital de la politique de la Maison Blanche en direction d'un règlement pragmatique, plutôt qu'idéaliste, du conflit.

Elément clé du compromis, le partage proposé par le groupe de contact - États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Allemagne - a été accepté par tous, 51 % du territoire allant à la Fédération croato-bosniaque et 49 % à la « République serbe ». Alors que la Bosnie demeurera un État « dans ses frontières actuelles », elle sera composée de deux « entités » (la Fédération croato-musulmane et la « République serbe »), chacune pouvant établir des « relations parallèles particulières » avec les pays voisins.

C'est autour de cette transaction que s'organise le règlement. Pour le gouvernement de Sarajevo, le maintien, fût-il ténu, d'un État unitaire, de même que la récupération de vastes zones que les Serbes ont occupées représentent un gain immédiat, comme en témoigne l'évacuation - voulue ou forcée - par les Serbes de territoires conquis dans l'ouest de la Bosnie.

Mais le plan profite également aux Serbes. Ils ont certes accepté de céder certains territoires (ils occupaient environ 70 % du pays), mais leur revendication impérieuse d'une autonomie constitutionnelle par rapport à un État dominé par les Musulmans a été reconnue. Leur ambition à long terme d'une éventuelle confédération avec la Serbie est désormais prise en considération.

Bien que cela ne soit pas explicite, les principaux bénéficiaires de l'accord seront les Croates. Ces derniers constituent le plus petit groupe ethnique de la Bosnie et pourtant, grâce à leurs liens avec Zagreb, ils pourraient se retrouver dans une position de domination de la moitié de la Bosnie qu'ils doivent partager avec les Musulmans. Déjà, dans les villes de Bosnie occidentale comme Bihac, prévalent l'administration et la monnaie croates. Grâce à leur poussée sur le plan militaire ces dernières

* Ancien diplomate britannique, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington DC.

semaines, les Croates ont déjà accru leur influence et leur présence de façon substantielle, bien au-delà de ce qui était prévu à Genève.

Pour les États-Unis, le plan de règlement marque un changement de politique assurément majeur. Depuis 1992, ils avaient pour objectif de maintenir en Bosnie un État unitaire plurithnique. Ils s'opposaient donc aux projets européens de 1992-1994 d'une division du pays en cantons selon des critères nationaux, au nom du refus moral du « nettoyage ethnique ». A Genève, ils ont basculé en faveur du partage. Sans cette concession, qui bénéficie aux Serbes et désavantage les Musulmans favorables à un État unitaire, l'accord eût été irréalisable.

Malgré les raids aériens de l'OTAN qui ont constitué une diversion, Washington a en bien du mal à camoufler ce virage. L'analyse de ce changement procure pourtant une fascinante vision du fonctionnement de la diplomatie des États-Unis.

Depuis le début du conflit, deux calculs ont été au cœur de l'approche américaine. D'une part, la Bosnie n'est pas et ne fut jamais une préoccupation aussi grave que des discours enflammés au Congrès et les commentaires de presse pourraient le laisser croire. Même si l'avenir de ce pays, tout comme des droits de l'homme en Chine est une des rares questions de politique étrangère qui soulève de vifs débats, il demeure insignifiant pour l'opinion : moins de 10 % des Américains suivent avec intérêt l'évolution du conflit.

Pour le gouvernement de M. William Clinton, cela signifiait que les bénéfices potentiels d'un succès en Bosnie ne justifiaient pas qu'il prit des risques sérieux. Seule difficulté, son indécision permettait aux républicains de le présenter comme faible - comparé, par exemple, à M. Jacques Chirac. M. Clinton lui-même n'avait-il pas adressé les mêmes critiques à M. George Bush pendant la campagne présidentielle de 1992 ? Il était donc dans l'intérêt de M. Clinton de tout faire pour que cette crise ne vienne pas troubler la campagne présidentielle de 1996.

Le second facteur constant de la politique américaine (dès la présidence de M. George Bush) a été d'éviter tout engagement militaire, s'il existait des risques de pertes. L'expédition de Somalia a montré le risque politique considérable d'une telle éventualité.

Si la Maison Blanche a accepté, en cas de retour à la paix en Bosnie, le principe d'une participation américaine à une force multinationale qui remplacerait les « casques bleus », de nombreux élus s'opposent à cette proposition et envisagent de faire voter par le Congrès un texte en ce sens.

Tel est le contexte dans lequel se situe l'initiative prise par M. Richard Holbrooke. Étant donné le risque

extrême d'un déploiement de forces américaines au sol en l'absence de règlement politique, il convenait de trouver une force alliée à même de contrebalancer les Serbes. Pendant les deux dernières années passées d'apparent désordre au sein de l'OTAN et du groupe de contact, les États-Unis ont calmement mis en place l'intervention, à leur place, de la Croatie. Ils ont ainsi administré la preuve de leur capacité à mener, avec abnégation, une stratégie à long terme.

Le moment décisif se situa en février 1994 quand fut constituée une Fédération croato-bosniaque d'inspiration américaine, qui consolida les relations entre Washington et Zagreb. En infraplan avec l'embargo décrété par l'ONU, la Croatie mit sur pied de puissantes forces armées. Le président Franjo Tudjman fut reçu à la Maison Blanche en mars 1994. Quant à l'ambassadeur américain à Zagreb, M. Peter Galbraith, il se faisait l'infatigable défenseur de la politique croate, par exemple, lors de la reconquête, en mai dernier, des zones occupées par les Serbes en Slavonie occidentale.

Cette alliance de fait était en place, l'occasion d'agir se présentait pour Washington au début d'août dernier lors de l'invasion par les troupes de Zagreb de la Krajina, région de la Croatie tenue par les milices serbes. Beaucoup d'observateurs sont convaincus que l'opération a été encouragée par les Américains, qui auraient même obtenu du président Slobodan Milosevic une promesse de non-intervention. En tout



VUE DEPUIS UNE CHAMBRE D'HÔTEL, SARAJEVO
De quel pays cette ville sera-t-elle capitale ?

cas, cette opération provoqua ce changement dans l'équilibre des forces en Bosnie que les États-Unis souhaitaient.

Ils saisirent donc l'occasion. A la mi-août, M. Anthony Lake, conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, se rendit en Europe porteur d'un nouveau plan qui renouait au maintien en Bosnie d'un État unitaire et plurithnique.

L'absence d'intérêt de l'opinion publique américaine pour les méandres des négociations facilita ce gommage des anciennes objections de Washington à l'égard des plans européens de division selon des critères ethniques. Changement politique majeur mais qui fut décidé sans fanfare ni trompette et au bon moment psychologique.

Diplomatie et action armée

L'ENTRELACS de l'usage de la diplomatie et de celui de la force militaire pour promouvoir un règlement pacifique est complexe. Les dirigeants américains et européens ont estimé utile de proclamer que les actions de l'Alliance atlantique jouaient un rôle décisif dans la décision des Serbes de négocier. Pourtant, il est essentiel qu'il n'y ait pas confusion entre la diplomatie et les actions armées dans l'opinion comme chez les décideurs. Car elles sont presque totalement distinctes de par leur origine comme en ce qui concerne leurs objectifs. Pour porter un jugement sur l'efficacité politique des raids aériens et sur la nécessité de les poursuivre, il convient de reprendre le déroulement des événements.

Lors de la visite en Europe de M. Lake au mois d'août, l'usage de la force n'était considéré ni comme essentiel ni même comme nécessaire. La situation créée par la renaissance de la puissance croate et le changement d'attitude américaine à propos du partage étaient jugés suffisants pour amener les parties à la table de discussions. Ce calcul se révéla correct, et les adversaires acceptèrent le principe de rencontres à Genève avant le début des attaques de l'OTAN.

La campagne de bombardements fut lancée indépendamment des initiatives diplomatiques. Elle fit suite aux tirs du 28 août 1995 contre un marché à Sara-

jevo et, dans sa première phase, avait d'abord pour but de punir les Serbes et de faire oublier l'incapacité passée de l'ONU et de l'OTAN de protéger la capitale, « zone de sécurité ». On était loin de l'accord de Genève, qui ne mentionnait ni la capitale ni un désengagement.

Les deux volets diplomatique et militaire demeurant distincts, il est important pour l'avenir de la paix que coopèrent décideurs civils et militaires. A ce jour, il n'existe cependant pas de coordinateur de l'ensemble des négociations de paix. M. Holbrooke prend certaines décisions ; les militaires sont libres d'en prendre d'autres pour des raisons purement tactiques - par exemple, l'obtention du retrait de certains armements serbes hors de Sarajevo. C'est ainsi que, les 16 et 17 septembre 1995, M. Holbrooke put se montrer publiquement optimiste, alors que les commandants locaux menaçaient de reprendre les bombardements.

Quel est l'avenir du plan de paix ? Les événements passés incitent à la prudence. L'approbation des parties demeure pour l'instant verbale. De surcroît, le plan est silencieux à propos de questions importantes - par exemple, les futures relations entre la Serbie et la Croatie. D'autre part, dresser la carte de la division du territoire risque de poser des problèmes immenses, notamment si les gestes d'amitié de Washington en

direction de Zagreb se font trop insistantes et poussent la Croatie à engager des bénéfices à même de déstabiliser le précaire équilibre des forces actuelles. Comment, d'autre part, répondre aux exigences des personnes déplacées ?

Il existe pourtant de solides raisons de se montrer optimiste. Pour la première fois depuis 1991, le rapport des forces favorise un compromis. Les deux principaux protagonistes, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, sont en mesure de s'imposer leurs vues à leurs alliés respectifs (désormais plus que dépendants), les Serbes bosniaques et les Musulmans.

Quant à la diplomatie américaine, après bien des atermoiements, elle a retrouvé une position de force. M. William Clinton a désarmé ses critiques. L'intervention militaire lui permet de faire taire les républicains qui l'accusaient de faiblesse. Il a aussi gagné un solide répit au sujet d'un possible déploiement de troupes. Même si l'accord de Genève provoquait en ex-Yougoslavie, comme au Proche-Orient, une longue série de va-et-vient diplomatiques, l'administration sera à même de recuser les accusations de défaitisme et d'isolationnisme.

Les récentes semaines ont témoigné de l'habileté certaine et d'une certaine rudesse de la diplomatie américaine. Toutefois, les Européens devront se souvenir que cette stratégie demeure l'otage de la politique intérieure. Aussi longtemps que M. Clinton maintiendra un engagement - une combinaison d'activisme diplomatique et de dureté sur le plan militaire -, il ne rencontrera pas de difficultés dans l'opinion américaine. Mais si venait à surgir des difficultés - et il en surgira, étant donné l'ambiguïté de l'accord et la lutte d'influences entre le groupe de contact et l'OTAN -, les États-Unis pourraient retourner à un rôle moins actif. Quant à l'implication des Européens, qui ont le plus intérêt à ne pas manquer une occasion de paix, elle ne fait que commencer. C'est eux qui doivent fournir la principale contribution matérielle, qu'il s'agisse des troupes sur le terrain et du financement.

Du cas bosniaque peut-on conclure que les États-Unis veulent diriger toutes les affaires mondiales ? L'accord de Genève montre que ceux qui dénonçaient l'incompétence de la diplomatie américaine sont allés trop loin. Il reste que, pour la majorité de la population des États-Unis, qui dit politique étrangère, dit dépenses (en vies humaines ou en argent). Rien ne laisse prévoir une modification de cet état d'esprit, le retour à un interventionnisme tous azimuts rappelant celui de la guerre froide paraît bien improbable.

LES MINORITÉS. Quelle protection ? - Joseph Yacoub

* Dossiers de Brouwer, coll. « Habitat », Paris, 1996, 308 pages, 195 F.

Entre l'émiettement en micro-communautés et un ordre étnique négateur des particularismes minoritaires, peut-on concevoir un État plus démocratique, que l'auteur appelle « autocratie » ? L'ouvrage, qui fonde ses interrogations sur de minutieuses informations, s'ordonne autour de trois volets : « Caractéristiques et finalités des mouvements minoritaires » (leur diversité - des Assyro-Chaldéens aux Musulmans d'Europe orientale, des Moraves aux Macédoniens - est longuement illustrée) ; « Dialectique de la minorité et de l'État » (en ex-Yougoslavie, au Caucase, l'idéologie nationale qui cimenter les États récemment constitués privilégie souvent à l'excès l'appartenance au groupe étnique majoritaire) ; « Instruments juridiques de promotion et protection des minorités ».

Au terme du parcours, l'auteur semble douter d'une réponse de sagesse, où des minorités méritent leurs aspirations séparatistes et des États enfin ouverts à l'altérité inventent une nouvelle convivialité des peuples.

ROBERT BISTOLFI

FRANCE (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)		1 AN	2 ANS
Tarif spécial		210 F	380 F
Tarif normal		185 F	335 F

ÉTRANGER		1 AN	2 ANS
VOIE NORMALE (y compris CEE par avion)		270 F	500 F
VOIE AÉRIENNE		265 F	490 F
Tunisie			
Autres pays d'Europe (sauf CEE, Autriche, Suisse, Algérie, Maroc)		290 F	540 F
DOM, Afrique francophone		310 F	580 F
États-Unis, Canada, Moyen-Orient		330 F	620 F
Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autres pays d'Asie		375 F	710 F
TOM		390 F	740 F
Océanie, Australie		415 F	790 F

* Brésil, Chili, Espagne, Grèce, Israël, Italie, Japon, Liban, Libéria, Malawi, Maldives, Maroc, Mexique, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Singapour, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen.

Un tarif spécial est réservé aux étudiants, lycéens, chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif.

(France métropolitaine uniquement)

BULLETIN D'ABONNEMENT

à découper, à photocopier ou à remplir sur papier libre

Je m'abonne au Monde diplomatique pour :

☐ 1 an (12 numéros).

☐ 2 ans (24 numéros).

MODE DE RÈGLEMENT (les versements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire (libellé en FF) ☐ Mandat international

☐ Eurochèque libellé en FF

☐ Carte bancaire n° _____

expirer fin _____ Signature : _____

☐ Carte American Express n° _____

expirer fin _____ Signature : _____

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde diplomatique - Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE

Tél. : service abonnement 49-68-32-90

501 DP001

سكنا من الاصل

ESPOIRS D'UN RETOUR

bnie



Le Derviche et la Mort (3), le grand écrivain bosnien Mehmed Smailović s'immerge sur la communauté à laquelle il appartient : « Que sommes-nous ? Les hommes les plus compliqués qui soient au monde... Hier nous étions ce que nous souhaitons oublier aujourd'hui... Nous avons été déracinés, mais non accueillis... Confusément honteux de notre origine, de notre regard en arrière, nous refusons de regarder nous où nous posons les yeux ; nous retenons alors le temps, redoutant toutes les solutions, toutes les réponses. Méprisés à la fois par nos frères et par les nouveaux venus, nous brandissons pour nous défendre la fierté et la haine. Nous avons voulu notre indépendance, et nous l'avons perdue au point de ne plus savoir même ce que nous sommes. » Le Derviche a-t-il pu cet état d'âme : « Mon sal natal et son histoire ne me tourmentent guère, j'étais lié par la foi à la vérité éternelle et aux vastes espaces du monde. »

Cette sorte de « mal être », cette ambiguïté identitaire entre religion et nationalité, « a longtemps tourmenté les musulmans eux-mêmes », constate Mehmed Smailović, dans son essai intitulé « L'écriture musulmane dans les lettres yougoslaves ». Il y rapporte cet autre propos de Mehmed Smailović : « Les musulmans de Bosnie... ne pouvaient se joindre aux autres qu'en souhaitant la fin de l'Empire turc, ou en contribuant à sa destruction. Mais la fin de l'Empire turc signifiait en même temps

antiserbe de la seconde guerre mondiale : dans la Grande Croatie fasciste qui incorporait la Bosnie-Herzégovine, les musulmans étaient considérés... comme des Croates.

Les historiens nationalistes croates aboutissent en effet, par un autre cheminement « tout aussi logique », à la même négation d'une identité spécifique de la communauté musulmane bosniaque. Au XIX^e siècle, l'État croate du roi Tomislav englobait toute la Croatie et la Bosnie actuelles. D'où l'affirmation d'une « origine » croato-catholique commune. Ces thèses se heurtent à un problème de continuité historique : la Croatie (rattachée à la couronne de Hongrie) fut séparée de la Bosnie au XII^e siècle. Un royaume médiéval s'y consolida, dont l'apogée se situa sous le règne de Tvrtko I^{er} à la fin du XIV^e siècle. Trois Églises – catholique, orthodoxe et « bosniaque » – rivali-

saient alors sur ce territoire, ce qui facilita la pénétration musulmane sous la domination ottomane, à partir du XV^e siècle. Cette dernière est caractérisée comme une hérésie « bogomile » par les historiens croates – autrement dit, une « déviance » qui ne remettrait pas en cause la continuité historique avec le catholicisme.

À LA PAIX DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

Mouvante identité des Musulmans

Par CATHERINE SAMARY*

DANS son chef-d'œuvre, *Le Derviche et la Mort* (3), le grand écrivain bosnien Mehmed Smailović s'immerge sur la communauté à laquelle il appartient : « Que sommes-nous ? Les hommes les plus compliqués qui soient au monde... Hier nous étions ce que nous souhaitons oublier aujourd'hui... Nous avons été déracinés, mais non accueillis... Confusément honteux de notre origine, de notre regard en arrière, nous refusons de regarder nous où nous posons les yeux ; nous retenons alors le temps, redoutant toutes les solutions, toutes les réponses. Méprisés à la fois par nos frères et par les nouveaux venus, nous brandissons pour nous défendre la fierté et la haine. Nous avons voulu notre indépendance, et nous l'avons perdue au point de ne plus savoir même ce que nous sommes. » Le Derviche a-t-il pu cet état d'âme : « Mon sal natal et son histoire ne me tourmentent guère, j'étais lié par la foi à la vérité éternelle et aux vastes espaces du monde. »

Cette sorte de « mal être », cette ambiguïté identitaire entre religion et nationalité, « a longtemps tourmenté les musulmans eux-mêmes », constate Mehmed Smailović, dans son essai intitulé « L'écriture musulmane dans les lettres yougoslaves ». Il y rapporte cet autre propos de Mehmed Smailović : « Les musulmans de Bosnie... ne pouvaient se joindre aux autres qu'en souhaitant la fin de l'Empire turc, ou en contribuant à sa destruction. Mais la fin de l'Empire turc signifiait en même temps

Des Serbes qui ont « trahi »

Le nationalisme serbe définit « scientifiquement » une communauté fondée sur la langue ; tous ceux qui parlent ce qu'on appelait hier le serbo-croate (dans ses variantes diverses) sont des Serbes. Voilà qui a nourri la logique « grand-serbe », unitaire et expansionniste, du « yougoslavisme », incarnée par la dictature de la dynastie serbe après 1929. Selon cette approche, exprimée notamment par le linguiste Vuk Karadzic dans les années 1830, les Slaves islamisés de Bosnie sont des Serbes « qui ont trahi » leur cause en se convertissant à la religion de l'opresseur turc. Le « revanchisme » serbe envers les musulmans est également alimenté par des conflits sociaux (il a une forte base paysanne en Bosnie) et par la mémoire du génocide

* Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, auteur de *Le Déclatage yougoslave*, L'Harmattan, Paris, 1994.

UN LIVRE D'ANDRÉ FONTAINE

« Après eux, le Déluge »

C'EST une fresque impressionnante qu'André Fontaine a dessinée de la période qui va de *de Kéroul à Sarajevo*, suivant le sous-titre de son livre, c'est-à-dire de 1979 à 1995 (1). C'est la fresque de la guerre froide finissante, avec son paroxysme hystérique tel qu'on l'a vécu, hélas, dans les pays occidentaux et sa conclusion brutale par laquelle s'achevait un conflit qui dura presque autant que le siècle. De la lecture de cette période, plusieurs impressions se dégagent : de confusion, de déception, de perplexité, d'angoisse. Au début, c'est la confusion, avec les corps de boutoir donnés tantôt de l'Est, tantôt de l'Ouest... Remarquables sont les sous-titres des tableaux que l'auteur nous en présente, démythifiants, comme à propos de l'affaire de l'aviation sud-coréenne abattu par les Soviétiques, indéniablement trop rapides en certains cas comme à propos du Proche-Orient. Puis c'est un sentiment de décision qui l'emporte : tant de polémiques inutiles, tant de disputes et de poses où l'arrogance le disputait à la vanité, tant de conférences pour rien, tant de tractations interminables et inextricables que les mouvements profonds de l'histoire rendaient sans objet, comme celles sur l'équilibre militaire en Europe entre les deux camps, aboutissant alors que l'un d'eux eux, tout simplement, n'existait plus.

C'est alors que l'histoire de la guerre froide a pris son tour final, abrupt et décisif. Ici prévalent interrogations et perplexités. De l'exact et complet récit de cette révolution par André Fontaine ressort l'impression d'un mystère non élucidé. Pourquoi M. Mikhaïl Gorbatchev, après d'incalculables tentatives d'adaptation de l'ancien système, fit-il tout, absolument tout, ce qui aboutissait manifestement à la dislo-

ca fin de ce qu'ils étaient eux-mêmes... Cet drame passé, nous le racontons sans cesse sans jamais en faire véritablement notre passé ; est-il donc étonnant que la Bosnie-Herzégovine soit spirituellement aussi riche ? (2) »

L'auteur du *Derviche et la Mort*, né à Tuzla, en Bosnie-Herzégovine, avait choisi de se dire serbe. D'autres, comme le poète Mak Dizel, se disaient croates. « D'autres encore choisissent de rester en dehors de ces options », souligne l'écrivain croate Predrag Matvejević (3). En effet, dit-il, « sans la contrainte des événements historiques – chute de l'Empire ottoman, occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, création puis décomposition de la première et de la seconde Yougoslavie –, les musulmans se sont divisés tant sur le plan ethnique que sur le plan religieux. (...) Les Serbes et les Croates tentèrent d'en tirer profit, selon leurs propres intérêts. »

Née, l'identité plurielle et incertaine de ces « musulmans » (4), dont beaucoup fréquentent plus les bistrotiers que les mosquées, l'est d'autant plus que Serbes et Croates entendent dépecer le seul État où ils puissent leurs racines. Depuis plus d'un siècle, l'histoire et l'ethnologie sont mobilisées à Belgrade et Zagreb pour légitimer l'appropriation de la Bosnie-Herzégovine et, dans le même mouvement, de sa composante musulmane. Mais la cause musulmane est ambiguë. Quel est en effet son espace : celui de l'islam, ou celui de la Bosnie-Herzégovine – pays d'un seul peuple multiculturel ou de plusieurs (5) ? Autant de déchirements de la guerre, autant de lectures différentes du passé pour justifier l'État dans lequel on veut vivre.

antiserbe de la seconde guerre mondiale : dans la Grande Croatie fasciste qui incorporait la Bosnie-Herzégovine, les musulmans étaient considérés... comme des Croates.

Les historiens nationalistes croates aboutissent en effet, par un autre cheminement « tout aussi logique », à la même négation d'une identité spécifique de la communauté musulmane bosniaque. Au XIX^e siècle, l'État croate du roi Tomislav englobait toute la Croatie et la Bosnie actuelles. D'où l'affirmation d'une « origine » croato-catholique commune. Ces thèses se heurtent à un problème de continuité historique : la Croatie (rattachée à la couronne de Hongrie) fut séparée de la Bosnie au XII^e siècle. Un royaume médiéval s'y consolida, dont l'apogée se situa sous le règne de Tvrtko I^{er} à la fin du XIV^e siècle. Trois Églises – catholique, orthodoxe et « bosniaque » – rivali-

saient alors sur ce territoire, ce qui facilita la pénétration musulmane sous la domination ottomane, à partir du XV^e siècle. Cette dernière est caractérisée comme une hérésie « bogomile » par les historiens croates – autrement dit, une « déviance » qui ne remettrait pas en cause la continuité historique avec le catholicisme.

Selon cette thèse, les actuels musulmans bosniaques sont des Bogomiles, donc des Croates, convertis à l'islam pour se protéger des persécutions. Ante Starčević, fondateur du Parti du droit à la fin du XIX^e siècle, considérait la Bosnie comme le « cœur » de la Croatie. Aussi, en 1941, le régime des fascistes croates, dits oustachis, pouvait, tout en construisant sa Grande Croatie, proclamer les musulmans « fleurs dans le jardin croate » – « ce qui, dans la bouche d'un jardinier, ne sonne pas franchement comme un compliment apaisant », fait remarquer Nenad Fiser (6).

Bien des historiens contredisent ce point de vue sur la genèse des musulmans (7). Outre les arguments qui contestent l'assimilation de l'hérésie bosniaque aux Bogomiles, il semble

saient alors sur ce territoire, ce qui facilita la pénétration musulmane sous la domination ottomane, à partir du XV^e siècle. Cette dernière est caractérisée comme une hérésie « bogomile » par les historiens croates – autrement dit, une « déviance » qui ne remettrait pas en cause la continuité historique avec le catholicisme.

Selon cette thèse, les actuels musulmans bosniaques sont des Bogomiles, donc des Croates, convertis à l'islam pour se protéger des persécutions. Ante Starčević, fondateur du Parti du droit à la fin du XIX^e siècle, considérait la Bosnie comme le « cœur » de la Croatie. Aussi, en 1941, le régime des fascistes croates, dits oustachis, pouvait, tout en construisant sa Grande Croatie, proclamer les musulmans « fleurs dans le jardin croate » – « ce qui, dans la bouche d'un jardinier, ne sonne pas franchement comme un compliment apaisant », fait remarquer Nenad Fiser (6).

Bien des historiens contredisent ce point de vue sur la genèse des musulmans (7). Outre les arguments qui contestent l'assimilation de l'hérésie bosniaque aux Bogomiles, il semble



1876. DERNIÈRE ÉTAPE DE LA LUTTE D'INDÉPENDANCE POUR LA SERBIE

plausible que la conversion massive des Slaves bosniaques à l'islam ait eu plusieurs motifs : pour les « hérétiques », quête de protection contre les persécutions catholiques ou orthodoxes, mais aussi recherche d'avantages fiscaux, politiques et sociaux motivant également la conversion de bien des catholiques ou orthodoxes de Bosnie.

Cet Empire ottoman conjuguait tolérance et rapports de domination ; tolérance réelle pour les diverses religions (au XV^e siècle, de nombreux juifs expulsés par Isabelle la Catholique vinrent s'y réfugier, y compris à Sarajevo). Dans le cadre des millets, les diverses confessions pouvaient à la fois exercer leurs fonctions ecclésiastiques, dire la justice, et organiser l'instruction pour leurs fidèles. Mais aussi rapports de domination de par le pouvoir exercé par les musulmans (essentiellement les Slaves locaux convertis) et l'exclusion des « infidèles » de nombreuses professions. Ainsi, lors du passage sous la domination de l'Autriche-Hongrie, en 1878, plus de 90 % des propriétaires fonciers étaient musulmans, alors que 90 % des serfs étaient chrétiens, principalement orthodoxes. Antiféodaux, leurs révoltes allaient forcément, au XIX^e siècle, se combiner aux luttes d'émancipation nationale.

Telle est la cause d'une différenciation communautaire à partir des religions, différenciation qui va ralentir ou fragiliser l'émergence d'une identité englobante, bosniaque. Si la langue commune et les noms de famille indiquaient l'origine slave commune, les prénoms (arabes pour les musulmans), les alphabets utilisés (arabe, cyrillique ou latin), les vêtements, les coutumes et fêtes, les lieux d'habitation et souvent les métiers étaient distincts. Cette coexistence s'accompagnait de relations de voisinage – le *komsiluk* (8). L'interdiction des mariages mixtes par les diverses Églises protègeait, à l'échelle locale, les obstacles au mélange ethnico-social. Seules l'urbanisation et l'industrialisation renversèrent ce mouvement – c'est donc dans les villes, plus vite que dans les campagnes, qu'émergea la réalité d'une identité multiculturelle bosniaque, dont se revendiquent aujourd'hui désespérément Serbes, Croates et musulmans de Tuzla, par exemple (9).

Avant le XIX^e siècle, en revanche, la question « nationale » est un anachronisme. Sous la domination ottomane,

les musulmans se disaient « turcs » en Bosnie, s'identifiant logiquement avec la Porte – non d'ailleurs sans conflits avec les « vrais » Turcs. Car ils défendaient aussi leurs intérêts d'oligarchie d'une province (*Begerbeglik*) spécifique. Ce sont les conflits avec l'Autriche-Hongrie qui firent émerger de premiers partis politiques défendant les intérêts de la communauté musulmane – surtout de ses couches privilégiées. Dans le même temps, la Bosnie subissait l'influence des forces extérieures : les catholiques allaient souvent étudier à Zagreb, dans une Croatie voisine dotée de formes d'autonomie au sein de l'Autriche-Hongrie ; les luttes d'émancipation des Serbes dans l'Empire ottoman et la conquête de l'autonomie pour la Serbie dès 1830 susciteront une forte adhésion des paysans orthodoxes.

Pour tenter de contrer cette dynamique explosive d'identification, le ministre hongrois Benjamin Von Kallay tenta de promouvoir un « bosnisme » (*bosnizam*), nationalité bosniaque qui consoliderait le pays, mais l'assujettirait davantage à l'Autriche-Hongrie. Ce fut

contribuer – et l'ont fait partiellement. La citoyenneté (appartenance à l'État fédéral et aux républiques), distincte de la nationalité (ethno-culturelle, sub-jective), offrait un cadre de reconnaissance et de dépassement des identités variées. Les élites intellectuelles et religieuses issues de la communauté musulmane étaient, comme celles des autres communautés, un enjeu pour le régime (10). La combinaison, propre au génie, de la répression, des privilèges et de la reconnaissance de droits va se concrétiser dans le tournant décentralisateur des années 60, au cours desquelles la thèse du dépassement des questions nationales fut abandonnée.

La répression de la propagande islamiste (il y eut interdiction du voile en 1950), dont M. Alija Izetbegovic fit les frais (11), alla de pair avec la reconnaissance d'une communauté ethno-nationale musulmane distincte de la religion : à côté des autres nations, celle des musulmans (avec majuscule) fut inscrite dans la Constitution de 1974. Ceux qui se déclaraient auparavant de nationalité « indéterminée » se sont désolidarisés d'une communauté ethno-nationale musulmane aux dépens des musulmans (plus de 40 %) – le mot « bosniaque » étant attribué aux citoyens des trois peuples de la République.

Tito a réussi sur un point : consolider la résistance musulmane aux nationalismes serbe et croate, tout en renforçant son prestige dans le monde du non-alignement. Mais le mot « musulman » a desservi cette communauté en facilitant la propagande serbo-croate (12) : « musulman » devait signifier nécessairement fondamentaliste islamique. Face à une guerre dont elle est la première victime, la communauté musulmane a été poussée à faire front – bien qu'elle soit de plus en plus différenciée sur le plan politique et identitaire, comme toutes les communautés. Lorsque les tensions augmentent à la fois sur le front serbe et croate, c'est l'alle du Parti d'action démocratique (SDA), le parti dominant chez les musulmans, favorable à la construction d'un État musulman, qui se renforce (13). Pourtant, la mise en place de la fédération croato-bosniaque et la signature des accords sur la reconnaissance de l'existence de deux entités en Bosnie, l'une croato-musulmane, l'autre serbe, portent davantage la marque de l'aile laïque tournée vers les États-Unis, incarnée par le premier ministre Haris Silajdic.

Face au nationalisme serbe et croate s'exprime aussi un nationalisme musulman, qui tend à s'approprier la Bosnie. Sur le plan politique, le président Izetbegovic a oscillé. Les sondages accordent une popularité écrasante à M. Haris Silajdic, qui incarne plutôt l'aspiration au maintien de l'intégrité de la Bosnie. Mais de quelle Bosnie s'agit-il quand les cantons de la fédération sont de plus en plus dominés par les partis nationalistes ? De nombreux musulmans des villes, comme à Tuzla, n'ont pas voté pour un SDA musulman. A côté de la Bosnie des communautés résiste une Bosnie multiculturelle des citoyens. Toutes deux constituent une richesse et revendiquent des droits légitimes : pourquoi seraient-ils incompatibles ?

(1) *Le Derviche et la Mort*, Gallimard, Paris 1977, p. 284.

(2) « L'écrivain musulman dans les lettres yougoslaves », in *La Bosnie, carrefour d'identités culturelles*, Éditions L'Esprit des péninsules, Paris 1994.

(3) Avant-propos au recueil d'essais de Mehmed Smailović, op. cit.

(4) Lire notamment *Muslim Communities Re-emerge*, Duke University Press, Durham et Londres, 1994 analysant de façon comparative la question musulmane dans l'ex-URSS et dans l'ancienne Yougoslavie.

(5) Selon Xavier Bougarel « Bosnie-Herzégovine, anatomie d'une poétière », *Hérodote*, n° 67, « La question serbe », Paris, octobre-décembre 1992, il y avait en 1990 43,7 % de musulmans au sens ethnico-national du terme, mais 16,5 % seulement de musulmans au sens religieux. Il y avait aussi 31 % de Serbes (mais 20 % d'orthodoxes) et 17,3 % de Croates (et 15 % de catholiques) ; 46 % des Bosniaques se déclaraient sans confession.

(6) Nenad Fiser : « Tout ce que vous voulez savoir sur la guerre en Bosnie, petit manuel pour faire la guerre (et s'en débarrasser) », *Revue Lignes*, n° 20, p. 53.

(7) Xavier Bougarel, « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, n° 13, hiver 1994-1995, L'Harmattan, Paris ; du même auteur, « État et communautarisme en Bosnie-Herzégovine », *Culture et conflits*, n° 13, L'Harmattan, Paris, décembre 1994.

(8) Ce n'est pas un hasard si, dans la guerre actuelle, Sarajevo est encerclée par les paysans serbes, comme Tuzla est assiégée par les musulmans des campagnes voisines, quand l'Herzégovine rurale connaît le plus fondamentalisme catholique. Voir *Le Monde Diplomatique* de décembre 1994.

(9) Lire notamment Jean-Arnaud Derens, « Tito, échec d'une modernisation ? », *Confluences Méditerranée*, n° 13 et Alexandre Popovic, *Les Musulmans de Yougoslavie, 1945-1989*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1990.

(10) M. Alija Izetbegovic fait partie des membres de l'organisation Jeunes Musulmans emprisonnés des mars 1946 à Sarajevo. L'organisation, découpée en 1949, ne réapparut qu'en 1969 sous le nom d'Islamska Zajednica (Communauté islamique), qui se divisa en divers courants. La Déclaration islamique rédigée par M. Alija Izetbegovic en 1970 lui valut un nouvel emprisonnement en 1983.

(11) Les « musulmans » sont désormais appelés « bosniaques » (*bošnjaci*), mot distinct de « serbo-croates » (*srbo-hrvati*), qui peut être appliqué aux autres citoyens (en anglais respectivement *Bosnians* et *Serbo-Croatians*). Cf. Catherine Samary, « Les Incertitudes de la fédération croato-bosniaque », *Le Monde Diplomatique*, juin 1994.

(12) Fondé en mai 1990, le SDA connut, quelques mois plus tard, une scission nationaliste. L'Organisation musulmane bosniaque.

DEUX ÉCRIVAINS AUX PRISES AVEC L'HISTOIRE ALLEMANDE

Un vaste champ, le nouveau roman de Günter Grass, a provoqué une levée de boucliers dans la presse allemande. Sous couvert de critique littéraire, ce qu'on ne pardonne pas au grand écrivain, longtemps militant du Parti social-démocrate, c'est son jugement sévère sur la réunification. L'auteur est-allemand Stefan Heym a subi un sort similaire : élu député du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste), il a vu censurer son discours inaugural en tant que doyen d'âge, une première dans l'histoire du Bundestag. Gare à qui parle d'« Anschluss » ou de « colonisation » pour qualifier l'unification menée par le chancelier Helmut Kohl voilà cinq ans ! Portrait biographique de deux intellectuels qui - au nom de l'idéal auquel ils demeurent fidèles et des leçons qu'ils tirent de l'histoire allemande - appellent leurs compatriotes à la vigilance.

Un champ de bataille

FRATRAS « illisible », « monstruosité », « flasco sur le plan artistique » : bien rudes, dans la presse allemande, les jugements positifs sur le nouveau roman de Günter Grass (1). Le pas de charge a été ouvert en août par Marcel Reich-Ranicki, le « papa » de la critique. Dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*, puis dans l'émission télévisée très suivie qu'il anime avec brio, « Das literarische Quartett », il s'est livré à un épluchage impitoyable.

Argument essentiel : ce roman de 781 pages repose sur l'idée simpliste que la disparition de la République démocratique allemande n'a pas été une bonne chose. Alors qu'il accumulerait les récriminations contre la société fiduciaire chargée de privatiser les biens qui avaient été nationalisés par l'État communiste, Günter Grass n'aurait trouvé pour ce régime aucun mot de réprobation.

En fait, ce roman nous plonge dans les années toutes récentes selon une perspective qui n'est pas donnée comme celle de Günter Grass en personne, mais de citoyens de l'ancienne République démocratique allemande. Il y a là tout un jeu avec des procédés narratifs. Le récit est mené par un chroniqueur qui se présente comme archiviste. Il relate les faits et gestes d'un certain Theo Wutke, naguère conférencier itinérant de la Ligue pour la culture.

Ce personnage est le type même de l'intellectuel allemand qui s'en est toujours sorti en se pliant à toutes les systèmes. Il a été membre des Jeunesses hitlériennes, soldat pendant la guerre. Ensuite il s'est adapté au pouvoir communiste, et le voici maintenant serviteur zélé de l'unification. Il est accompagné en permanence de son ombre, l'ancien officier des services de sécurité qui avait pour fonctions, avant 1990, de la surveiller. Plus étrangement encore, il a une idole : le romancier de la fin du XIX^e siècle Theodor Fontane. Cela, au point de s'identifier à lui. D'où son surnom de Fonty.

De toute évidence, Günter Grass a voulu composer une satire en invitant ses lecteurs à réfléchir sur l'histoire de l'Allemagne depuis la réalisation de son unité sous l'égide protectrice de la Prusse en 1871. Dans son contenu, ce roman est loin de se réduire à ce qui a soulevé un tapage médiatique. Il brasse tout un lot de problèmes également gros de polémique possible : la tradition, la nation, la soumission de l'esprit au pouvoir, l'opportunisme, l'espionnage séculaire des citoyens par une police d'État, la situation des intellectuels juifs en Allemagne. La matière est d'autant plus riche qu'en parallèle à la vie actuelle de Fonty notre archiviste raconte la biographie de Fontane, et que l'une se trouve continuellement mêlée à l'autre.

Indéniablement, ce roman n'est pas un modèle de légèreté. Les références y sont tellement nombreuses qu'il faudrait une cinquantaine de pages de notes pour bien les comprendre. Son titre, *Vaste domaine...*, ou encore *Trop vaste champ de méditation* !, renvoie lui-même à un autre roman : il s'agit de la formule habituelle qu'utilise le père Brist, dans l'*Effi Brist* de Fontane, pour exprimer sa résignation.

Mais qu'en est-il, au fond ? Günter Grass a été victime d'une lecture primaire qui n'est pas particulière à l'Allemagne. On a pris la fiction pour la réalité, les propos de ses personnages pour les siens. Or que ce soit, il ne semble guère que les responsables des médias les plus influents aient peur, devant toute œuvre, l'analyse de sa forme. Il est plus « porteur », comme on dit, de se limiter à certaines aspects de son contenu. A une condition, bien sûr : qu'il ne soient capables de faire monter facilement la mousses.

LIONEL RICHARD.

(1) *Ein weites Feld*, Steidl Verlag, Göttingen, 1995, 781 pages, 49,80 marks.

ÉTUDES

Entre autres, dans le numéro d'octobre 1995 :

Pérou. Au lendemain du
Sentier lumineux Michel LHOMME

Invention de l'Australien Michel BERNARD

De la guerre juste à la juste
défense René COSTEPrimo Levi. Les camps,
les lettres Giusi BALDISSONEChoix de films, Chroniques de théâtre,
Revue des livres, Choix de disques...Le n° (144 pages) : 55 F - étr. : 62 F Rédacteur en chef
Abon. (11 n°/an) : 470 F - étr. : 575 F Henri MADELINEn vente dans les grandes librairies. Pour recevoir ce numéro, tapez sur
Minitel 36 15 SJ*ETUDES ou envoyez vos nom, adresse et règlement
à l'ordre d'ETUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ (1) 44 39 48 48

Günter Grass en c...ade contre l'

Par
BRIGITTE
PÄTZOLD *

DEPUIS qu'il est descendu dans l'arène politique dans les années 60, Günter Grass est habitué aux attaques mêlant littérature et politique. Mais cette fois, avec la sortie de son nouveau roman *Ein weites Feld* (*Un vaste champ*) les médias ont transgressé les limites de la décence (*lire ci-contre, l'article de Lionel Richard*). Ainsi a-t-on pu voir, à la « une » du très sérieux hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le « papa » de la critique littéraire en Allemagne, Marcel Reich-Ranicki, furieux, déchirer le livre. La chasse était ouverte, le ton donné à une campagne orchestrée qui rappelle l'époque des autodafés. A de rares exceptions près, toute la presse a éreinté le roman, annoncé par son éditeur comme « un monument », « la première grande œuvre littéraire sur la réunification », « 784 pages contre la réunification », écrit *Die Welt*. « Grass n'olme pas son pays », renchérit *Bild*.

C'est sans doute sa vision critique de l'unité allemande de 1990 - assimilée à celle réalisée sous Bismarck en 1871 - qu'on ne pardonne pas à celui qui passait pourtant pour le plus grand écrivain allemand vivant. On ne supporte pas, outre-Rhin, sa façon de pointer du doigt les plaies ouvertes de cette Allemagne qui n'a pas digéré son unification aussi bien qu'elle voudrait le faire croire. Ni exorcisé les démons du passé. Dans *Le Tambour*, l'écrivain « apatride » dénonçait les lâchetés de la petite-bourgeoisie complice de Hitler. Cette fois, il s'attaque aux injustices commises, au nom du libéralisme, envers les Allemands de l'Est rejetés et licenciés par le fonctionnement impitoyable de cet office des privatisations des sociétés est-allemandes, la Treuhand, dont le siège, un bâtiment chargé d'histoire, devient un lieu hautement symbolique du roman. Contrairement à ce qui est considéré comme de bon ton en Allemagne pour un écrivain, qu'on veut voir rester au-dessus de la mêlée, l'auteur prend parti, se range du côté des perdants : c'est précisément dans leur défense qu'il voit la fonction de l'écrivain.

L'engagement politique de Günter Grass est viscéral - « une longue histoire en somme ». Car il y a des expériences de jeunesse qui imprègnent toute une vie. Pour l'auteur du *Tambour*, c'est la participation, à dix-sept ans, au combat qu'Hitler livrait au monde entier. Toute sa vie, il ressentira la honte, pour lui et pour le peuple allemand, de s'être laissé conduire par un psychopathe diabolique. Si Theodor Adorno (1) a pu dire : « Écrire un poème après Auschwitz, c'est barbare », Günter Grass prend le

* Journaliste.

contre-pied en affirmant qu'« on n'aura jamais fini d'écrire après Auschwitz ». En s'attaquant violemment aux velléités de ceux qui entendent tourner la page, il ne cessera pas de rappeler aux Allemands leur dette pour les crimes commis contre l'humanité, à commencer par la reconnaissance définitive de la frontière Oder-Neisse.

Au prix de la perte de sa patrie. Car Günter Grass garde comme une blessure la nostalgie de la ville de Dantzig, où il naquit, en 1927, d'une mère d'origine paysanne cachoube (2) et catholique et d'un père allemand et protestant, représentant d'une firme de papier. C'est la ville de son enfance, une enfance

heureuse malgré les restrictions. Dans l'appartement de deux pièces que ses parents partageaient avec lui et sa sœur, jamais il ne disposa d'une chambre à lui. Lorsque le père est réduit au chômage, les revenus du ménage dépendent uniquement du petit commerce de sa mère - cette femme qui, pendant l'Occupation, se fera violer par les soldats de l'Armée rouge et ne s'en remettra jamais. Mais, à cette époque, c'est une femme pleine de vie et de gaieté, qui aime les opérettes et les opéras et est membre d'un cercle de lecture. C'est elle qui l'emmènera au théâtre et nourrira sa soif d'imaginaire que les programmes scolaires arides ne peuvent assouvir.

La fascination du mal

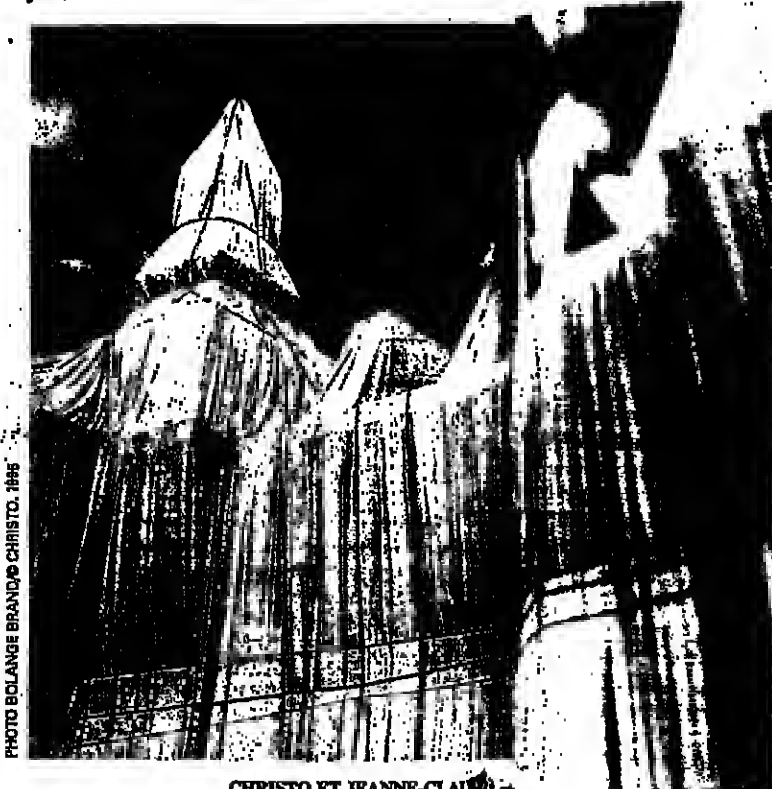
GRASS n'est qu'un élève médiocre, qui se sauve d'ailleurs par deux fois de l'école. Dessiner, peindre, écrire des poèmes lui plaît davantage. A treize ans, il écrit son premier roman, *Les Cachoubes*, mais n'en dépassera jamais le premier chapitre, tous ses héros étant déjà morts. Enrolé dès l'âge de onze ans dans les Jeunesses hitlériennes, il collabore à une revue nazie, *Hilf mit* (*Participe !*), destinée à la jeunesse. « La fascination qui émanait du Jungvolk et de la jeunesse hitlérienne venait de leur caractère anti-bourgeois. Ces organisations se passaient comme des mouvements progressistes par rapport à la noblesse, à tous les bonzes riches (3) ».

Contrairement à Stefan Heym, Günter Grass n'est pas du côté des victimes - il n'est pas juif. Le 10 novembre 1938, il a vu parmi les badauds qui regardent la synagogue s'enflammer, les maisons, les livres, les vêtements des juifs brûler dans les rues de Dantzig : « L'ensemble avait la fascination qui émane du mal, pour les enfants aussi naturellement. Mais ce qui se passait exactement, je ne l'ai pas compris. C'était des juifs et on leur attribuait tout le malheur du monde (4) ». Une scène du *Tambour* reprend l'histoire de la synagogue : le lendemain de la Nuit de cristal, le père Mazerath emmène le petit Oskar voir le spectacle et se chauffe les mains au-dessus des flammes de ce « feu public ». Préoccupés de leurs affaires personnelles au milieu du crime commis au grand jour, le marchand et son fils sont de parfaits Mitläufer, des petits-bourgeois consentants.

Frappant parallèle entre cette scène et le vécu de l'enfance de l'auteur. Dès 1936, son père avait adhéré au

parti nazi. Après la Nuit de cristal, il devient auxiliaire de la Luftwaffe. Il jubile d'être enfin débarrassé de l'école et de porter un uniforme qui plaît aux jeunes filles. Avant de faire l'expérience directe de la guerre, il l'imagine à travers *Orage d'acier*, véritable glorification où Ernst Jünger s'inspire de la première guerre mondiale, et d'*A l'Ouest rien de nouveau* d'Erich Maria

Remarque : la photo ci-dessus est une reproduction d'une œuvre de Christo et Jeanne-Claude. Elle représente une ville, ici Dantzig, sous une pluie de papier.



CHRISTO ET JEANNE-CLAUDE

Stefan Heym, un socialisme très hu...

« J'ai vu l'incendie du Reichstag de mes propres yeux. Peu de temps après, j'ai dû quitter l'Allemagne, et ce n'est qu'en uniforme américain que j'ai revu cet édifice. Des années plus tard, je suis retourné dans la partie est de notre pays, en RDA, où je me suis bientôt trouvé en conflit avec les autorités. Le fait qu'un homme comme moi, avec ce passé-là, puisse aujourd'hui s'adresser à vous de cette tribune et proclamer l'ouverture de la treizième session parlementaire, la deuxième de l'Allemagne réunifiée, me fait espérer que notre démocratie actuelle aura été édifiée sur des fondements plus solides que ceux de la République de Weimar... »

Ainsi parle l'écrivain-député Stefan Heym au Bundestag, en novembre dernier. Lorsqu'il quitte la tribune, un silence glacial règne dans les rangs de la majorité. A l'instar du chancelier Helmut Kohl, qui reste de marbre, aucun des parlementaires chrétiens-démocrates n'applaudit le doyen de l'Assemblée, cet homme de quatre-vingt-deux ans, qui, témoin de son siècle, vient de plaider pour davantage de démocratie parlementaire. Pis, on refusait pendant des mois d'éditer son allocution, contrairement aux usages.

Sa candidature au Bundestag avait fait, il est vrai, des vagues. Pour le discrediter, certains ont été jusqu'à lui reprocher une fictive collaboration avec la Stasi - à lui, le dissident du régime des Ulbricht et Honecker ! C'est dire qu'il dérange. Même Günter Grass lui a demandé de retirer sa candidature sur les listes du PDS (dont il n'est pas membre) de peur qu'il n'enlève des voix au SPD. Mais Stefan Heym n'a pas voulu se priver du plaisir d'entamer, à quatre-vingts ans passés, une carrière politique, et de dire « ses

quatre vérités à ces Messieurs du Bundestag ». A commencer par les impasses d'une réunification qu'il persiste à comparer à l'« Anschluss », ou encore à « un serpent qui a avalé un hérisson » - et dont les troubles digestifs ne le réjouissent d'ailleurs nullement.

Toute sa vie, une vie de rebelle, il a dit ce qu'il croyait juste et agi en conséquence. « Je ne dis pas que j'étais un héros... j'ai fait exactement ce que je pensais pouvoir faire, sans pour autant risquer ma tête ou aller en prison », explique-t-il dans un entretien (1). Né en 1913 à Chemnitz, fils d'un commerçant juif aisé, il encaisse, en guise de premières leçons d'histoire, les raclées administrées par des jeunes nazis, qui s'acharnent sur le juif Helmut Flieg (Stefan Heym est un pseudonyme adopté pendant l'émigration). Un poème antimilitariste écrit en 1931 lui vaut d'être renvoyé du lycée. A dix-neuf ans, il réussit à émigrer à Prague, et rejoint Chicago en 1935. Tout en rédigeant sa maîtrise sur Heinrich Heine, autre émigré, il gagne sa vie grâce à des « petits boulots » - garçon de café, vendeur, plongeur dans des restaurants - avant de devenir rédacteur en chef d'une revue antifasciste.

MAIS le combat avec les mots ne lui suffit plus. Stefan Heym l'antimilitariste demande à entrer dans l'armée américaine. Il est fier de revêtir l'uniforme américain et de posséder sa première arme. 1944 le voit s'entraîner sur une plage anglaise en vue du débarquement de Normandie. Et c'est en affichant américain qu'il revient en Allemagne.

Entre-temps, il a écrit son premier roman en anglais, *Hostages* (2), un best-seller dont on tire un film qui tient

l'affiche aux États-Unis et en Angleterre. Écrit à la manière d'un policier, son action part cependant d'un fait réel et tragique : la prise de son père en otage par la Gestapo, suite à la disparition du fils. A la fin du roman, le héros devient communiste : voilà qui, plus tard, plaira aux autorités est-allemandes et lui vaudra le seul prix littéraire que la RDA lui ait jamais accordé.

De l'expérience vécue pendant la guerre - le débarquement en Normandie, la libération de Paris, l'offensive des Ardennes, l'occupation de l'Allemagne, mais aussi son retour à Chemnitz devant sa maison natale détruite, devant les ruines du lycée qu'il avait dû quitter - Stefan Heym rendra compte dans *The Crusaders* (3). Cette gigantesque épopée de la seconde guerre mondiale est inspirée d'une mission que les Américains lui ont confiée : justifier idéologiquement l'intervention américaine au moyen de tracts, d'émissions de radio, d'articles de presse. A la libération, Heym, affecté à la Psychological Warfare Unit, participera aux interrogatoires des prisonniers allemands et sera fort déçu de leur opportunisme.

Si l'Amérique est encore pour lui synonyme de liberté, de démocratie et d'antifascisme, son enthousiasme va se dissiper dans les années 50, devant la propagande antisoviétique et la « chasse aux sorcières » du sénateur Joseph McCarthy. Soupçonné de sympathies communistes, Stefan Heym perd son travail de correspondant pour des journaux américains en Allemagne. L'armée américaine l'exclut de ses rangs. Pour mieux le surveiller, on l'oblige à rentrer aux États-Unis. Il obtempère, mais c'est pour plier bagage. Contre la guerre de Corée, il écrit une lettre cinglante au président

سكندرية

2011

سكنا من الاجل

er Grass en croisade contre l'oubli

La fascination du mal

Remarque, qui décrit l'horreur de la Grande Guerre au quotidien. L'expérience de Günter Grass sera plus proche de la version de Remarque. Affecté dans les chars sur le front de l'Est en mars 1945, il saute avec son tank sur une mine. Ensuite, sa compagnie d'infanterie tombe sous le feu des obus de Staline : autour de lui, il voit mourir ses compagnons de seize, dix-huit ans. Le 20 avril 1945, jour de l'anniversaire du Führer, il est blessé - ce qui lui fait manquer une ration de nourriture supplémentaire - et transféré à l'hôpital militaire de Marienbad.

A la libération, il se retrouve en Bavière dans un camp de prisonniers gérés par les Américains, qui, en guise de rééducation, lui font découvrir le camp de Dachau. Comme ses camarades, il refuse de croire à l'ampleur du crime - « C'est impossible. Des Allemands ne peuvent pas avoir fait ça (6) » - et attribue les chambres à gaz à la propagande américaine. Quand en 1946 la radio retransmet le procès de Nuremberg et qu'il entend les aveux de Baldur von Schirach, le responsable des Jeunesses hitlériennes, un monde s'écroule pour lui. Il voudrait comprendre, en savoir plus en retournant sur les bancs de l'école pour rattraper le baccalauréat, la Matura, ce certificat de maturité qu'il n'obtiendra jamais, mais qu'il préparera toute sa vie en parfait autodidacte. Lorsqu'à la première heure de cours, le professeur d'histoire dit : « Nous en étions donc restés à la dépeche d'Enns (7)... », c'en est fini pour lui du lycée.

Pour gagner sa vie, il travaille dans les

mines de potasse, une expérience dont il rendra compte plus tard dans son roman *Les Années de chien* (8) et qui déterminera ses futurs rapports avec la social-démocratie. Les discussions entre mineurs au fond du puits représentent autant de cours de rattrapage en histoire : tout comme du temps de la République de Weimar, Günter Grass constate que « les nazis et les communistes, dans des situations décisives, s'alliaient contre les sociaux-démocrates (9) ». Sa réflexion politique restera marquée par cette période - dans les années 60, il se dira « un révisionniste convaincu ». Au bout d'un an, il abandonne ce dur labeur pour entrer en apprentissage chez un tailleur de pierres à Düsseldorf, réalisant ainsi son rêve de devenir sculpteur.

Ressentant bientôt le besoin de prendre ses distances avec l'Allemagne, comme l'ont fait autrefois les compagnons, il parcourt l'Italie et la France en auto-stop, restaure des statues dans les églises, vend ses dessins, ses poèmes, ses sculptures. Avec un de ses textes, il remporte un concours à la radio, et s'introduit ainsi auprès du « groupe 47 ». De ce cercle d'écrivains antifascistes, qui se propose de purifier la langue allemande de l'usage pervers qu'en avaient fait les fascistes, il deviendra le porte-parole dans les années 60, après le succès retentissant remporté par *Le Tambour*. Mais, en 1955, le fameux roman n'est qu'à l'état de projet : Günter Grass rêve d'une fresque monumentale sur l'Allemagne de la République de Weimar, du III^e Reich et des années d'après-guerre.

Aucun autre auteur allemand, dans cette période de silence et de refoulement, ne s'est fixé pareille ambition.

Le recul nécessaire pour mener à bien sa folle entreprise, Günter Grass le trouve à Paris, où il s'installe place Pigalle, puis avenue d'Italie. C'est là que se produit la rencontre, essentielle, avec Paul Celan, un survivant d'Auschwitz, qui l'encouragera à se lancer dans l'écriture de cette œuvre gigantesque. Le projet vise également à se réapproprier la ville de son enfance, Dantzig, qu'il a perdue pour toujours à cause de la guerre déclenchée par l'Allemagne nazie. *Le Tambour* offrira aussi un exutoire à sa colère face au refoulement par les Allemands de leur passé, à leur assurance retrouvée grâce au miracle économique de l'ère Adenauer.

Issu lui-même de cette petite-bourgeoisie qui s'est laissée abuser par Hitler comme aucune autre couche sociale, il sait qu'elle est coupable : « Je tenais à montrer que tout s'est passé au grand jour (10) ». Dépourvue de leaders poli-

tiques et exclue du mouvement ouvrier, elle est devenue la proie facile d'un tribun au discours populiste qui lui faisait miroiter un avenir glorieux. « Tout un peuple crédule a cru au Père Noël. Mais le Père Noël était en réalité un employé des services du gaz », écrit-il dans *Le Tambour* (11). Achevé en 1959, cette première œuvre d'un conteur hors du commun, qui renoue avec le souffle épique de l'Alfred Döblin du *Berlin Alexanderplatz*, crée l'événement en Allemagne. On se l'arrache.

Un an plus tard, Grass se rend à Berlin pour faire soigner une pneumonie attrapée dans le sous-sol parisien qui lui servait d'atelier et de bureau. Refuge des objecteurs de conscience et autres « alternatifs », la ville aux confins de l'Est le retient pour de bon. Il y fait la connaissance de Willy Brandt, alors bourgmestre de Berlin, et c'est le début de son engagement au côté du SPD, le Parti social-démocrate.

Pour cet écrivain issu des couches populaires, l'intellectuel doit en effet descendre dans l'arène politique, prendre parti, incarner la mauvaise conscience de la nation. La défection des intellectuels de la République de Weimar - à commencer par Thomas Mann - lui a servi de leçon. Une leçon que le grand Bertolt Brecht ne semble pas avoir retenue. Günter Grass aurait préféré le voir aux côtés des ouvriers qui se soulèveront le 17 juin 1953 à Berlin-Est, dont la révolte fut écrasée par les chars soviétiques. Mais Brecht, alors, ne prend pas parti. Il s'abrite derrière sa tâche d'homme de théâtre qui met en scène des pièces révolutionnaires pendant que les ouvriers descendent dans la rue. Grass donnera sa version des événements de 1953, dont à vingt-cinq ans il est devenu fortement spectateur. Sa pièce, *Les Plébiscites répétés* lo révo-

lution (12), prendra pour cible Brecht et la défection des intellectuels dans une révolte du prolétariat déguisée par le pouvoir socialiste en « contre-révolution », sous prétexte de « complot occidental ».

Sur le même thème, Stefan Heym, lui, écrit (lire ci-dessous) son roman *Une semaine en juin*, dont la critique du régime socialiste, bien qu'énervée, lui vaudra d'être mis au ban de cette société où il avait choisi de vivre. Si Günter Grass ne tire pas les mêmes conséquences de l'histoire que l'écrivain marxiste, il en apprécie cependant le rôle d'intellectuel dérangeant qui est aussi le sien. *Le Tambour* lui avait déjà attiré l'hostilité de ceux qui préfèrent laisser dormir le passé. Les critiques deviennent acerbes lorsqu'il s'engage dans la campagne électorale aux côtés de Willy Brandt, sillonnant le pays avec lui, multipliant les discours, prenant fait et cause pour l'homme politique que le chancelier Konrad Adenauer avait calomnié en le présentant comme « enfant illégitime » et « émigré ». Il s'offusque de l'humiliation que l'Allemagne réserve à ces émigrés : Alfred Döblin, Thomas Mann, Willy Brandt. « Car c'est tacitement une véritable loi en Allemagne. Les émigrés ne doivent jamais revenir. Qu'ils oillent mourir comme Heinrich Heine ou Georg Büchner à Paris ou à Zurich (13). »



GÜNTER GRASS - Dessin

il avait condamné la « loi contre les extrémistes » promulguée avec l'aval de Willy Brandt, alors chancelier. Pour ses détracteurs de droite, il passe alors pour un « sympathisant des terroristes », après avoir été traité de « protecteur de l'establishment » par les gauchistes. Depuis qu'il est entré dans l'arène politique, Günter Grass a l'habitude d'être au centre des polémiques. Mais les critiques de plus en plus virulentes le blessent. Tout se passe comme si l'Allemagne ne supportait pas de compter un citoyen-écrivain qui lui rappelle son coupable passé et se mêle des affaires du jour. L'espoir d'influencer la classe politique est devenu minime « parce que les politiques n'écoutent pas les intellectuels ».

Si bien qu'après *L'Appel du crapaud* (17), également mal reçu par la critique, c'est à Calcutta, loin de cette Allemagne qui lui devient insupportable, qu'il s'attelle à un nouveau roman consacré à l'histoire récente de son pays - l'Allemagne, entre l'euphorie et le désenchantement après la réunification. Et, même si les « faiseurs d'opinion » médiatiques le rejettent, estimant sans doute qu'ils n'ont pas de leçons politiques à recevoir de ce témoin gênant du siècle, l'écrivain est convaincu que son œuvre est « un jet réussi » et qu'elle perdurera (18). Ses lecteurs - qui, en attendant, s'arrachent *Ein weites Feld* (cent mille exemplaires sont déjà vendus, cent mille en commande) - en jugeront.

BRIGITTE PÄTZOLD.

- (1) Theodor Adorno, chef de file de l'École de Francfort et de la philosophie néomarxiste, auteur entre autres de *Negative Dialektik*, 1966 (Dialectique négative, Payot, Paris, 1992).
- (2) Les Caches, population slave qui a subsisté en Allemagne du Nord.
- (3) *Atelier des métamorphoses*, Günter Grass, entretiens avec Nicole Casanova, Editions Belfond, Paris, 1979.
- (4) *Ibid.*
- (5) *Ibid.*
- (6) *Ibid.*
- (7) Incident à l'origine de la guerre franco-allemande de 1870.
- (8) Günter Grass, *Les Années de chien*, Le Seuil, Paris, 1965.
- (9) *Atelier des métamorphoses*, op. cit.
- (10) Heinrich Vormweg, Günter Grass, Rowohlt, Reinbeck, 1986.
- (11) Günter Grass, *Le Tambour*, Le Seuil, Paris, 1960.
- (12) Günter Grass, *Les plébiscites répétés la révolution*, Le Seuil, Paris, 1968.
- (13) Günter Grass, op. cit.
- (14) *Ibid.*
- (15) Günter Grass, *Le Journal d'un escargot*, Le Seuil, Paris, 1974.
- (16) *La Rente*, Le Seuil, Paris, 1987.
- (17) Günter Grass, *L'Appel du crapaud*, Le Seuil, Paris, 1992.
- (18) Entretien de Günter Grass dans le magazine *Stern* n° 36 du 1^{er} septembre 1995.

Danse autour du veau d'or

LES attaques contre l'écrivain fusent : elles proviennent non seulement de la droite, mais aussi de l'extrême gauche, qui voit en lui un « révisionniste » petit-bourgeois préférant la politique des petits pas, les compromis et les améliorations réelles aux bouleversements annoncés d'un hypothétique « grand soir ». « Vous plaidez pour des révolutions qui ont eu lieu depuis belle lurette et se sont anéanties elles-mêmes », lance-t-il aux gauchistes (14).

De l'expérience de ses campagnes électorales, Günter Grass rendra compte dans son roman le plus politique, *Le Journal d'un escargot* (15). Pour lui, l'escargot est l'incarnation du progrès. C'est qu'il croit encore au progrès fondé sur la raison. Plus qu'en 1986, lorsque sa *Rente* (16) raconte l'apocalypse nucléaire. Le concert des critiques déclenché par le « roman écologiste » prolonge celui que suscite, en 1983, sa prise de position en faveur de la généra-

lisation de l'objection de conscience. Mais c'est en 1989 que le tollé est à son apogée : à contre-courant de l'euphorie générale de la réunification pressentie menée par le chancelier Kohl, Günter Grass plaide pour une confédération des deux États indépendants et fulmine contre l'absorption de la RDA - « la bonne affaire ! » - par la République fédérale.

La seule unité à laquelle l'Allemagne devrait prétendre, c'est celle de la langue et de la culture, la structure fédérale représentant sur ce plan une formidable richesse. Toute autre forme d'unité - l'histoire l'a démontré, de Bismarck à Hitler - ne peut apporter que malheur. Une superpuissance économique de quatre-vingt millions d'habitants au milieu de l'Europe n'a-t-elle pas de quoi inquiéter ses voisins ? Grass voit surtout dans la réunification la danse autour du veau d'or, le mark allemand, dans le refus du miracle économique. Aussi ne supporte-t-il pas l'arrogance des Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs compatriotes de l'Est - comme s'ils n'avaient pas réussi une révolution pacifique, la seule dans toute l'histoire allemande, et comme s'ils n'avaient pas développé une culture spécifique.

En 1993, lors des débats sur la restriction du droit d'asile et la modification de la Constitution qu'elle implique, Günter Grass quitte le SPD, auquel il avait adhéré dix ans plus tôt. Il demeure fondamentalement social-démocrate, mais n'admet pas que son parti souscrive à un changement de la Constitution qu'il considère comme le garanti le plus précieux de la démocratie allemande.

Ses rapports avec le parti n'ont jamais été commodes. Au début des années 70,

Heym, un socialiste à visage très humain

Dwight Eisenhower, auquel il renvoie par la même occasion son certificat de nationalité américaine ainsi que toutes ses décorations militaires.

En 1952, il s'installe en RDA, où les autorités l'accueillent à bras ouverts. Aux prises avec leur régime stalinien, bien des citoyens est-allemands doivent prendre pour un fou cet écrivain qui abandonne l'eldorado américain pour s'installer dans un pays aussi étriqué et surveillé. Mais Stefan Heym n'est pas fou : il entend contribuer à la construction du socialisme et faire partie de l'élite intellectuelle, qui semble choyée dans cette « autre Allemagne ». De fait, une villa est mise à sa disposition à Grünau, dans le quartier verdoyant des intellectuels de Berlin-Est. D'emblée, on rend hommage à l'émigré antifasciste en lui attribuant le prix littéraire Heinrich Mann « pour sa contribution réaliste aux luttes sociales de notre époque ». Il se met au travail avec ferveur. D'abord collaborateur de la *Berliner Zeitung*, il publie une série de reportages sur l'Union soviétique à la gloire de Staline, décrivant les camps de Sibérie comme des « lotissements destinés à la rééducation des criminels », car, « en Union soviétique, on croit à l'effet éducatif d'un travail productif ».

guère de la thèse officielle du complot orchestré depuis l'Occident. Stefan Heym défend même l'intervention des chars soviétiques comme nécessaire pour empêcher l'écroulement de l'expérience socialiste. Mais, si cette grave erreur commise par le gouvernement. Cette critique implicite de la politique du gouvernement lui vaut d'être mis au ban de la société socialiste : en 1978, il finit par être exclu de l'Union des écrivains, hors de laquelle il n'y a point de salut - c'est elle qui garantit les moyens d'existence des écrivains en échange de leur allégeance au pouvoir. Aucun de ses romans ultérieurs ne sera plus publié en RDA. Vingt ans plus tard, il finira par les proposer à l'Ouest, quitte à payer des amendes à l'Est.

Stefan Heym veut décrire les hommes tels qu'ils sont, et non tels qu'un pouvoir souhaite qu'ils soient. Pour lui, la fonction essentielle de l'écrivain est de montrer les faiblesses d'un régime afin d'y remédier. Les apparatchiks est-allemands, eux, rejettent comme prétention élitiste cette aspiration des intellectuels à un rôle critique. Désormais, ses romans traiteront des démentis de l'intellectuel avec un régime totalitaire. Dans *La Chronique du roi David* (5), il aura recours à la métaphore pour dénoncer les falsifications de l'histoire. Dans *Collin* (6), il ne change que les noms de ses personnages, en fait copiés sur la réalité socialiste : ce roman, consacré au silence coupable de l'intellectuel qui se tait pour sauver sa peau, lui vaut l'expulsion définitive de l'Union des écrivains et une amende de 9 000 marks. De même que le roi David a fait condamner l'historien de sa cour pour avoir révélé la vérité, de même les autorités de RDA

croient punir l'écrivain rebelle par l'ignorance, en lui retirant le droit d'écrire et de parler. Qu'est donc un auteur sans public ? Mais Stefan Heym - comble de l'ironie pour un auteur socialiste - trouvera le sien à l'Ouest.

FAUTE de pouvoir expulser cet écrivain antifasciste de renom, le régime lui accorde le privilège de voyager assez librement à l'étranger, espérant sans doute qu'il ne reviendra pas. En vain : il a décidé de rester une épine dans le chair de son pays. Car, comme il le fait dire à Ahasver, le juif errant, « ce ne sont point ceux qui sont conciliants et patients qui édifieront le royaume de Dieu, mais ceux qui mettront l'ordre établi cul par-dessus tête ». Et à la question « Le regrettes-tu ? », le révolutionnaire Ahasver répond : « Non, car c'était une grande expérience, bien qu'elle se soit mal terminée ». Il en va ainsi de l'expérience socialiste : Sa critique n'a jamais fait douter Stefan Heym de la justice de son idéal, qu'il continue à défendre dans la nouvelle Allemagne. D'aucuns y verront de l'obstination, d'autres du courage civique.

B. P.

- (1) *Die Zeit* du 6 décembre 1991.
- (2) Paru à New York en 1942, à Londres en 1943, à Leipzig en 1958, à Munich en 1976.
- (3) Paru à Boston en 1948, à Londres, Leipzig et Munich en 1950. *Les Croisés*, Gallimard, Paris, 1950.
- (4) *Fünf Tage im Juni*, Bertelsmann, Munich, 1974. (*Une semaine en juin*, La Nuée bleue, Lausanne, 1990).
- (5) *Der König-David-Bericht*, Bertelsmann, Munich, 1972. (*Chroniques du roi David*, Editions Métailié, Paris, 1994).
- (6) Bertelsmann, Munich, 1979.
- (7) Ahasver, Bertelsmann, Munich, 1981. Traduction Jean Dussay, *L'Age d'homme*, Lausanne, 1991.

futuribles

revue mensuelle d'analyse et de prospective

L'évolution des valeurs des Européens, n°200
Numéro spécial, 232 pages

- Les recherches dans le domaine des valeurs, J.F. Tchernia
- Les Européens et la valeur travail, H. Riffault
- Vers une Europe des familles ? L. Roussel
- Les Européens et la politique, P. Bréchon
- Vers une ère post-chrétienne ? Y. Lambert
- La permanence des différences : une comparaison des systèmes de valeurs entre pays européens, O. Galland, Y. Lemel
- La montée des valeurs individualistes, E. Schweisguth
- Valeurs régionales et nationales en Europe, L. Chauvel

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenna - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél : (33 1) 42 22 63 10 - Fax : (33 1) 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 S-J-FUTURIBLES
Prix du n° France : 120FF - Etranger : 125FF - Abonnement 1 an (11 n°) France : 630FF - Etranger : 680FF

سكرا من الاصل

À PRAGUE

le « miracle » tchèque

fin du siècle. Mais il avance des explications complémentaires de la réussite gouvernementale. « Nous avons profité de la situation géographique du pays, entre l'Australie et l'Allemagne, qui facilitait le travail frontalier, et bien entendu de l'essor des services et des petites entreprises privées. Tout cela a ouvert d'énormes possibilités, très bien gérées par les bureaux du travail. C'est incontestablement un succès. » Il n'existe quasiment pas d'entreprises privées dans la Tchécoslovaquie socialiste, contrairement à d'autres pays de l'Est.

Revenant, dans un rapport récent, l'essentiel des analyses gouvernementales, l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) se montre pourtant moins optimiste : « Les conséquences des changements systémiques touchant le marché du travail ne sont pas encore toutes concrétisées (...). La question cruciale est de savoir si les facteurs qui ont jusqu'ici empêché une montée du chômage continueront de jouer. » Ce dont semble douter ce rapport : « Faute d'une grande mobilité entre régions, professions et secteurs, la poursuite de la restructuration économique pourrait entraîner une montée du chômage et même un allongement de sa durée dans certaines régions (7). »

Les désillusions et les inquiétudes de la population, cet automne, ne concernent cependant pas le chômage. Il y a d'abord la découverte de la manière dont se sont déroulées les privatisations de masse. On estime officiellement que la participation du secteur privé à la formation du PIB atteindra 80 % cette année. Mais s'agit-il vraiment d'un secteur libre de tout contrôle de l'État ? Beaucoup d'observateurs en doutent. La deuxième vague de privatisation a certes été menée rondement : sur les 861 propositions, 668 entreprises ont été vendues en un an.

Pourtant la méthode des coupons ne dégage pas forcément ces entreprises de l'État. Au contraire, « elle a créé un extraordinaire système de contrôle des sociétés », note Richard Portes. Les entreprises sont détenues par les Fonds d'investissement créés pour les privatisations, auxquelles la plupart des gens ont confié leurs coupons. La plupart de ces sociétés sont gérées par les grandes banques, dans l'État possède encore (en moyenne) 40 %, et auprès desquelles les ex-entreprises d'État sont lourdement endettées. Les banques sont évidemment réticentes à exiger le remboursement de leurs prêts, même quand les créances paraissent douteuses, et les pouvoirs publics n'ont sciemment une politique anti-faillites à l'aide du Fonds national du patrimoine et de la Banque de consolidation (8).

Au total, huit banques se partagent les principaux fonds. « Mieux que le Gaspard », ironise un journaliste tchèque. D'ailleurs le ministre des finances prépare une loi qui renforcera le pouvoir de l'État sur ces fonds. Outre la concentration de la propriété, ces opérations ont surtout profité à quelques-uns. Les scandales de corruption et autres délits d'initié se sont multipliés ces derniers mois, révélant aux Tchèques des enrichissements inimaginables et trop souvent

impunis. Ainsi, le président du principal fonds est parti en Suisse, ou le chef de l'Office des privatisations est arrêté pour détournement de quelques millions de couronnes.

A ce culte du marché et de l'argent facile s'oppose maintenant la dégradation des services publics. Elle devient sensible pour les groupes les plus démunis de la population, et les travailleurs de ces services la dénoncent. La grève a commencé à s'exprimer ouvertement en mars dernier lorsque, à l'appel des syndicats, de puissantes manifestations (les premières de cette ampleur depuis 1989) ont condamné les projets de loi sur la protection sociale présentés par la coalition gouvernementale au Parlement. Puis, en

les femmes (selon le nombre d'enfants). Il s'agit de passer à 62 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes.

Or les tranches d'âge immédiatement concernées sont celles qui ont connu les pires périodes du stalinisme stalinien des années 50. Les syndicats ne refusent pas en principe l'allongement progressif, mais ils veulent que soit garantie la possibilité de partir en préretraite. De surcroît, ils contestent la gestion des fonds de retraite qui sont toujours assimilés au budget de l'État, soupçonnant le gouvernement de les utiliser à d'autres fins. Ils exigent donc la constitution de caisses gérées par ceux qui cotisent, de manière tripartite.

des enseignants qui obtinrent finalement 16,5 % de hausse (ils demandaient 20 %). Un éditorialiste proche du premier ministre, M. Karel Kriz, tirait cette leçon de l'accord conclu avec les cheminots : « Si le gouvernement veut éviter les concessions déstabilisantes, mieux vaut passer un compromis acceptable avant d'être mis sous pression finale. » Tout en soulignant l'habileté de M. Klaus dans la solution du problème, il poursuivait : « L'effet démonstratif du conflit est énorme. Il crée un précédent (11). » Ces protestations sont d'autant plus efficaces que le chômage est faible et que le gouvernement veut présenter aux investisseurs étrangers un pays calme et sûr. L'approche d'échéances décisives - les prochaines élections législatives - sont prévues en juin 1996 - ne facilite rien. Un an, c'est court lorsque les sondages sont de mauvaise augure...

C'est que, pour la première fois depuis trois ans, le parti de M. Klaus est menacé par l'opposition de gauche. Alors que son Parti démocrate civique (ODS) se maintient dans les sondages autour de 26 % des intentions de vote, le Parti social-démocrate (CSSD) progresse régulièrement : il a gagné dix points en moins d'un an. En cette rentrée, il recueillerait plus de 25 % des voix (12). Les autres petits partis de la coalition et de l'opposition stagnent, souvent à la limite des 5 % nécessaires pour obtenir des élus. L'Alliance démocrate civique (ODA), dont est membre le ministre de l'Industrie, pourrait perdre sa représentation parlementaire.

M. Klaus risque-t-il de quitter le pouvoir l'an prochain ? Certains semblent y croire dans les rangs sociaux-démocrates. Ce parti n'est pas un regroupement des anciens communistes, contrairement à ce que soufflent certains partisans de la coalition au pouvoir. En fait, à la différence de leurs voisins, les sociaux-démocrates se sont marginalisés (13), et la nomenclature économique s'est engagée dans les partis de la coalition, principalement l'ODS et l'ODA. Le Parti social-démocrate, héritier du parti d'avant-guerre, s'est reconstitué en 1990, en rassemblant d'anciens socialistes hostiles au communisme, des ex-communistes de 1968 victimes de la normalisation (14) et des députés issus de l'éclatement du Forum civique.

C'est le cas de son dirigeant, M. Milos Zeman, dont l'itinéraire est typique. Après un court passage au PCT d'Alexandre Dubcek, en 1968, dont il fut exclu en 1970, il se consacra à la recherche. Économiste, il demeura dans la « zone grise » (ni dissident ni soutien du régime) mais fut, parmi les fondateurs du Forum civique, une des figures les plus populaires de l'hiver 1989. Le CSSD est membre de l'Internationale socialiste et s'est doté d'un programme proche de l'évolution centriste des tra-

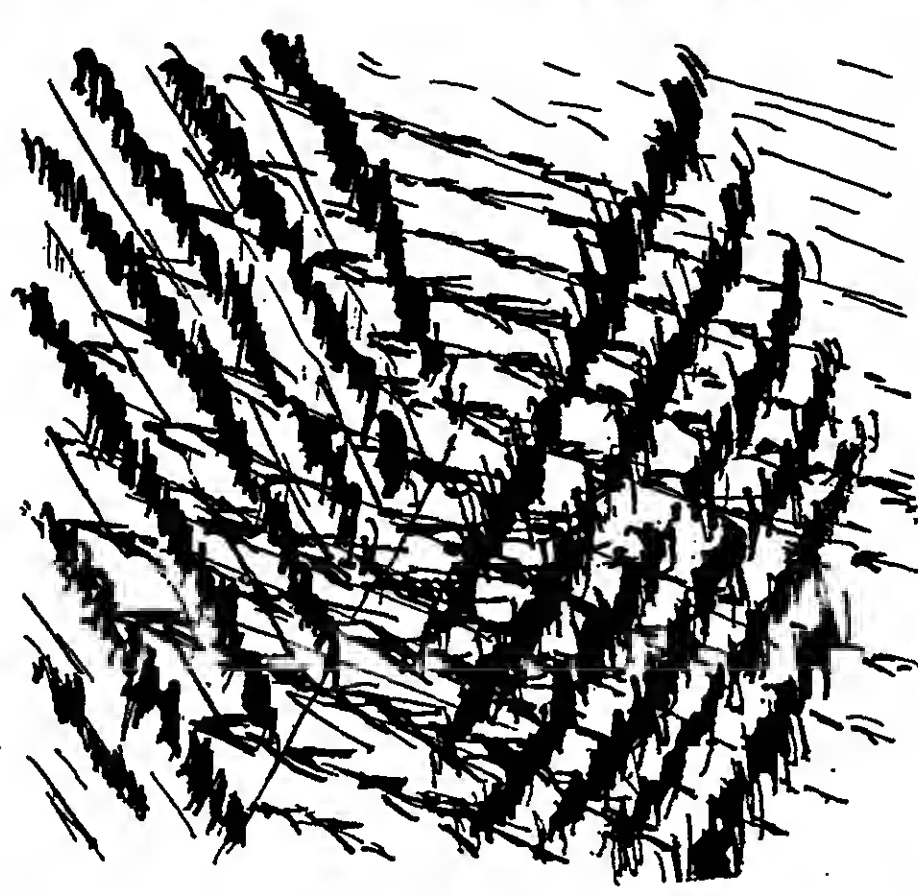
vailles britanniques. Il manque sans doute de cadres et de techniciens expérimentés, mais plusieurs anciens ministres des premiers gouvernements postcommunistes l'ont rejoint récemment.

En vérité, rien n'est joué. L'équipe au pouvoir ne manque pas d'atouts. Si plusieurs ministres sont incontestablement déconsidérés, M. Vaclav Klaus lui-même possède une forte assise dans le pays, il s'est imposé comme homme d'État, en République tchèque et à l'étranger. Il recueille la sympathie des jeunes et des milieux d'affaires. Le parti de M. Klaus est bien implanté. Ses adversaires comptent vaincre son organisation à celle de l'ex-PC : un parti fortement centralisé et hiérarchisé, avec ses notables et un snobisme constant de verrouiller les centres de pouvoir, notamment les médias. Il est vrai que l'observation attentive de la vie politique tchèque doit laisser révéler plus d'un vieil apparatchik. L'arrogance et l'autoritarisme ne manquent pas au premier ministre, réputé pour son habileté tactique, son pragmatisme. Il possède une machine politique efficace.

Les sociaux-démocrates sont évidemment plus faibles, ils disposent de moins de pouvoir. Eux aussi cherchent à construire un parti solide avec des relais dans les syndicats, les collectivités locales et les associations. Ils se heurtent toutefois à des difficultés : leur programme est encore trop général, trop défensif. Surtout, on ne sait pas comment et avec qui ils entendent gouverner. « Nous excluons deux cas de figure », insiste M. Jiri Kanturek, porte-parole du parti, « l'alliance avec les extrémistes (communistes ou fascistes), et la constitution d'une grande coalition avec l'ODS. » Les intrigues qui se sont étendues cet été, tandis que les sociaux-démocrates grimpaient dans les sondages et que les hordes de touristes arpentaient Prague, sont très révélatrices de ce handicap. M. Zeman est pourtant très ouvert. Ainsi voit-on l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, proche du président Havel, au zélu dans les sondages, tenter de regrouper ce nouveau parti des sociaux-libéraux ; ou encore un ancien premier ministre se présenter ouvertement comme un fédérateur possible du centre gauche ; jusqu'aux ex-communistes les plus modérés du Bloc de gauche, qui chuchotent un nouveau président d'honneur.

En fait, par-delà ces manœuvres politiciennes, l'audience des deux principaux partis traduit une polarisation sociale très typée. L'ODS de Vaclav Klaus obtient des résultats supérieurs à la moyenne chez les jeunes, les entrepreneurs et les personnes les plus qualifiées, notamment à Prague. En revanche, les partisans du CSSD de Milos Zeman sont généralement plus âgés, moins diplômés, retraités, de formation moyenne. Ils sont plus nombreux en Moravie et en Bohême du Nord (15). Caricature d'une tension montante, cette configuration politique dominera les prochains mois. Elle contribuera, quels que soient les résultats de la future consultation, à placer la Tchéquie au vrai « standard » de l'Europe centrale : celui d'un pays qui, comme les autres, doit désormais compter avec le réveil de sa société.

JEAN-YVES POTEI



MIROSLAV KOVAL. - « Signes d'un ordre naturel » (1991)

juin, les cheminots ont tenu le pays en haléine en menaçant de commettre une grève illimitée si leurs salaires n'étaient pas revus à la hausse. Le gouvernement dut céder, comme il cédera fin août aux enseignants qui déposèrent un préavis identique, peu avant la rentrée scolaire. Il faut dire qu'une institution gagne à peine 6 000 couronnes par mois, soit trois fois moins qu'une simple secrétaire dans le privé. Bien accueillis par la population (moins par la presse), ces mouvements, de même que la grève des travailleurs de la santé, cristallisent un mécontentement peu ordinaire. « Les Tchèques rêlent toujours », souligne M. Ivan Gabal, sociologue, patron d'un observatoire des opinions, mais cette fois il y a vraiment un changement qualitatif.

Quant aux assurances privées, elles doivent être complétées et non se substituer à la pension minimale que devrait garantir l'État.

Pour M. Jindrich Vodička, ministre du travail et des affaires sociales, cette agitation prouve que la Tchéquie s'est hissée au « standard international ». « Le plus important », fait-il observer, c'est d'avoir réussi à maintenir la paix sociale pendant cinq ans alors que notre pays s'engageait dans une transformation sans précédent. La paix ne signifie pas l'absence de protestation. Sous le communisme, nous avions l'égalité absolue pour tous, mais pas de responsabilité, pas de liberté, maintenant les individus doivent se prendre en charge. Ils sont libres. Évidemment, certains ont peur et croient que l'État est responsable de leur vie et de leur famille à 100 %. Ils ont tort. C'est à eux de se prendre en charge. » Cette caricature de l'idéologie libérale domine les discours gouvernementaux, forts dogmatiques. « Ils veulent réduire le rôle de l'État, ironise Richard Falbr, ils veulent nous donner plus de responsabilité, mais ils nous refusent une once de pouvoir. Nous sommes dans la dernière lie du thatcherisme en Europe.

Pourtant, dans la pratique et sans doute à cause de sa faible expérience des mouvements sociaux, le gouvernement se révèle divisé et plus vulnérable que la Dame de fer britannique. À peine M. Vodička avait-il annoncé une hausse du salaire de base des entreprises publiques limitée à 10 % qu'il se heurtait aux cheminots. On apprend d'ailleurs que le ministre avait d'abord envisagé 20 % à 25 % (le coût de la vie ayant augmenté de 17 % depuis la précédente revalorisation), mais qu'il avait dû renoncer à cause des contraintes budgétaires. Or, lorsque les cheminots déposèrent un préavis de grève illimitée, douzième d'un ultimatum au gouvernement, il fallut négocier et accepter plus que prévu. Une semaine avant la date fatidique, la coalition gouvernementale se montra partagée : tandis que le ministre des transports hésitait, que le premier ministre tenait un discours de négociation, celui de l'intérieur vivupérait le « terrorisme social » des cheminots. Selon des informations parues dans la presse, il a fallu que M. Vaclav Klaus menace de démissionner pour imposer à ses ministres le compromis avec les syndicats : une augmentation de 18 %. En août dernier, les mêmes hésitations accueillirent les demandes

(17) Étude du marché du travail dans la République tchèque, CEEI, publications de l'OCDE, Paris, juillet 1994, pp. 29-30.

(18) Richard Portes, « Transformation traps », The Economic Journal, Oxford, septembre 1994.

(19) Ajout, pour bénéficier de l'allocation pour enfant, il ne faut pas avoir un revenu supérieur à 1,8 fois ce minimum vital, pour l'allocation maternité 2,5, etc.

(20) Déclaration de M. Jan Kasal, député KDU-CSL, au Parlement le 4 mai 1995.

(21) Lidové Noviny, 22 juin 1995.

(22) Tendances établies par les deux principaux instituts, IVVM et STEM.

(23) Ils se sont divisés en quatre groupes, dont deux gouvernements nostalgiques de l'ancien régime (voire de Staline) et deux plus « sociaux-

démocrates ». C'est le cas du Bloc de gauche dont Zdenek Mlynar, ancien de 1968, a accepté récemment la présidence d'honneur. Pour une analyse détaillée de cette évolution, voir Karol Bartosik, « La spécificité des communistes tchèques », in La Nouvelle Alternative, n° 38, juin 1995.

(24) Suite à l'écrasement du « printemps de Prague » par les armées du pacte de Varsovie et l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée rouge, le PCT expulsa environ 500 000 de ses membres. Certains furent emprisonnés, beaucoup eurent des responsabilités sociales ou politiques. Voir sur cette « normalisation » qui domina les années 70, Milan Smrcka, Le rétablissement de l'ordre, Maspero, Paris, 1979.

(25) D'après une enquête du Dr. Ramllov, IVVM, Prague, août 1995.

Dernière île du thatcherisme

LA loi votée au printemps dernier, portant réforme des prestations sociales, notamment des allocations familiales, a suscité l'indignation. Derrière des arguments techniques et des intentions jugées démagogiques par l'opposition, ce texte remet en cause le principe d'égalité à la base du système précédent. Les neuf catégories d'allocations (enfant, parent, maternité, logement, etc.) seront, maintenant, accessibles aux familles en fonction de leurs revenus (lequel est estimé à l'aide d'un coefficient multiplicateur du « revenu de subsistance » déterminé par l'administration (9). Pour le premier ministre, qui considère cette loi comme l'incarnation de sa philosophie sociale, il s'agit de réduire les inégalités en donnant plus à environ 25 % des familles. L'opposition rétorque que ce genre de distribution « ciblé », chère à la Banque mondiale, aura l'effet contraire.

Malheureusement, confie M. Richard Falbr, responsable des syndicats, le seul but de ce gouvernement

est de dépenser moins. Il affirme qu'il est impossible de satisfaire tout le monde, qu'un système ciblé est plus juste. Il est vrai que le système actuel fonctionne mal, qu'il faut le modifier, mais pas dans son principe. Les options choisies par la coalition au pouvoir sont discriminatoires, plus catégorielles. Elles n'accroissent rien, elles accroissent les pouvoirs de l'administration, et surtout elles désignent une catégorie à parti de citoyens : les plus pauvres. Or, de l'aveu même d'un député de la majorité gouvernementale, la valeur réelle des allocations n'a cessé de diminuer. En 1994, le revenu moyen d'une famille avec enfants était de 20 % inférieur à celui de 1989, celui d'une famille sans enfant de 12 %, et celui des retraités de 17 %. Quant au montant réel de l'allocation par enfant, il a baissé de 25 % en cinq ans (10) !

Le deuxième sujet majeur de mécontentement concerne la retraite. Les manifestations, les pétitions se sont multipliées depuis deux ans dans un pays où l'espérance de vie a beaucoup progressé ces quinze dernières années. Les démographes tchèques ajoutent qu'il faudra attendre 2005 pour une relance des naissances. Entre-temps, selon le directeur de la division population de l'Office des statistiques (CSU), la seule manière de résoudre la pénurie de main-d'œuvre serait l'immigration, « mais ce n'est pas souhaitable ». D'où la proposition de repousser l'âge de la retraite, fixé actuellement à 60 ans pour les hommes, et entre 55 et 57 ans pour

• HISTOIRE DES PAYS TCHÈQUE ET SLOVAQUE, d'Antoine Marbo (Haiter, coll. « Nations d'Europe », Paris, 1995, 383 pages, 150 F). En Europe centrale, on ne s'est pas, comme l'écrit l'auteur, enseignant à l'Institut, ce petit ouvrage « met à plat » les divisions territoriales et historiques des deux États issus de la scission de la Tchécoslovaquie le 1^{er} janvier 1993. Dans une aire géographique que l'édition française n'a guère investie ces dernières années, enfin un ouvrage de synthèse à la fois érudite et didactique.

MONNAIE UNIQUE EUROPÉENNE... LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES

Marie-Line CAL

LA BANQUE DES BANQUIERS

Editions InterUniversitaires

Préface
Henri BOUQUINAT
Professeur - Université Bordeaux I

Postface
Robert RAYMOND
Directeur Général de l'Institut Monétaire Européen

400 p., 1995, 580 F. (hors taxes de port) 100 pages

100 F. (hors taxes de port) 100 pages

صكزا من الاجل

ÉTATS RIVERAINS EN CRISE

Longue patience à Madagascar

Par PHILIPPE LEYMARIE*

MADAGASCAR - 12 millions d'habitants, dans le sud-ouest de l'océan Indien, un des pays les plus pauvres du monde - reste un mystère. Historique : les origines mêmes de ce peuple mélangé de Bantous (Afrique) et de Malais (Asie) demeurent floues. Humain : le société, pétrie de spiritualité, vouée au culte des ancêtres, fait preuve, dans l'adversité, d'une patience apparemment inaltérable, même si son histoire est jalonnée, de loin en loin, d'accès de colère volcaniques. Politique : ce pays, qui a essayé toutes les formes de régimes - tribus, royaumes, période coloniale, et après la social-démocratie, révolutionnarisme nationaliste, et maintenant libéralisme populiste chrétien - paraît ne s'accommoder d'aucune.

Après une Première République indépendante (1960-1972) où la France avait cultivé l'art de « s'en aller pour mieux rester », l'opinion malgache avait paru séduite, sous la seconde (1975-1991), par l'exaltation du souvenir du soulèvement de 1947 (1), la rupture des « accords d'esclavage » avec Paris, la sortie de la zone franc, les nationalisations, la malgachisation de l'économie et de l'enseignement, les rêves d'auto-suffisance et d'industrialisation autonome... Tout ce qui conduisait à un retour de souveraineté.

Les élites avaient moins apprécié le retournement d'alliances au profit de la Corée du Nord, de la Chine, de l'Union soviétique (diplomatie « tous azimuts »), plaidait le président de l'époque : le centralisme peu démocratique d'un pouvoir pourtant bavard sur la décentralisation et la mobilisation populaire ; la multiplication des « éléphants blancs » (investissements « à outrance », disait un président mué en Grand dévot aux yeux ravis sur les mirages de l'an 2000) ; l'explosion de l'endettement public (alors que les cours mondiaux à l'exportation s'effondraient) ; on le retour des campagnes à l'autarcie, quand les villes commençaient à crier famine...

* Journaliste à Radio-France Internationale.

Le pays profond - sur les Hauts-Plateaux comme dans les grandes villes côtières - avait détesté l'attitude ressentie comme antichrétienne d'un « socialisme scientifique » souvent mal assimilé. Et il avait tôt fait d'imputer au régime du président Didier Ratsiraka l'abandon des valeurs de sagesse et de solidarité - le « *fiavanana* » - qui constituent, dans l'imaginaire, le ciment de la société malgache, au moment où des enfants abandonnés mourraient dans les rues, le paludisme emportait des villages entiers, la corruption gagnait toutes les couches de la société, les files d'attente s'allongeaient devant les échoppes (2).

Le recentrage libéral du chef de la révolution, opéré au milieu des années 80 sous la pression de la crise et des institutions de Bretton Woods - inflation, dévaluations, réductions des budgets sociaux, privatisations - avait été récupéré par les clans affairistes de la bourgeoisie, y compris par sa propre famille (3). Les concessions politiques - levée de la censure de la presse, multipartisme, « toilettage » de la Constitution - étaient venues trop tard : l'opinion publique urbaine, harassée par une inexorable plongée dans la misère, s'est enfoncée dans la brèche : un réveil attisé par les prêches des hommes d'Eglise (voir ci-dessous le reportage de Sylvie Brieu).

Le massacre de Javolova - le chef de l'État commandait en personne, le 10 août 1991, le régiment qui avait tiré

sur la foule -, puis la tentative désespérée de jouer sur la corde sensible et dangereuse de l'unité nationale, en incitant les assemblées provinciales à se proclamer en « États fédéraux », avaient achevé de discréditer le régime et celui qui l'avait fondé.

Les Forces vives - mouvement essentiellement urbain et chrétien - pouvaient alors exiger l'« ajustement politique », dans un pays que les poisons du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale avaient « désocialisé » durant les années 80, mais dont le régime politique portait toujours ses marques de jeunesse. Le « Castro malgache », neutralisé dès 1991, avait été battu définitivement en 1993, lors de l'élection présidentielle, par l'actuel chef de l'État, M. Albert Zafy : un professeur de médecine au chapeau de paille, modeste et pieux, succédait à l'amiral fier et flamboyant qui, vingt ans plus tôt, alors capitaine de frégate et jeune ministre des affaires étrangères, avait tenu tête au gouvernement de l'ancienne puissance coloniale, représenté par M. Michel Debré, à l'époque chef de la diplomatie française.

La Troisième République malgache, en dépit de son virage libéral et de quelques acquis - un mouvement non-violent, l'entrée en scène de la « société civile », la centralité réaffirmée de l'armée -, se débat pourtant dans des difficultés aussi inextricables que sous le régime précédent : la même corruption envahissante, la même insécurité, le

même attentisme des partenaires du pays, la même confusion politique.

L'État n'assure plus les fonctions essentielles : sécurité, transports, santé, éducation. Il n'y a plus de véritable chaîne de commandement. L'économie, abandonnée à l'initiative privée, fait la part belle aux circuits informels (trafic de rébus, vanille, drogue, or et autres minerais précieux) qui profitent de « l'archipelisation » du pays (4).

Au sommet, c'est - plus que jamais - la lutte des clans, la guérilla permanente : le président Albert Zafy, en juillet dernier, accuse son premier ministre d'être « le premier responsable de la corruption » et de chercher ainsi à « saborder la Troisième République ». M. Francisque Ravony avait répliqué en saisissant la Cour suprême, et en évoquant un possible gouvernement militaire-civil de salut public.

Les deux hommes s'opposent en fait depuis deux ans sur les choix en matière de financement d'un redressement maintes fois annoncé mais qui n'est toujours pas entamé. Le premier ministre, converti à l'ultra-libéralisme comme nombre d'anciens gauchistes malgaches, estime que son gouvernement ne peut émir d'autre politique que le programme d'ajustement structurel mis au point avec les experts du FMI et de la Banque mondiale.

Le chef de l'État, épaulé par le pasteur Richard Andriananjato, un ancien proche de l'Union soviétique, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, estime que le pays ne peut se plier aux délais et aux conditions du FMI, pratiquement impossibles à remplir, et s'est évertué à trouver des financements parallèles, dans des conditions le plus souvent acrobatiques, au grand dam des autorités financières internationales qui, du coup, font indéfiniment attendre leurs crédits (5). Le pasteur affirme vouloir « rompre avec cette néocolonisation qui s'installe à travers les organismes internationaux ».

Le chef de l'État, souvent accusé de « populisme », joue le pays rural profond, et insiste sur sa mission d'éducateur des masses. Après le désaveu infligé par une large majorité des députés, qui ont refusé en juillet dernier de

voter une motion de censure contre le premier ministre, il a choisi d'en appeler au peuple : le référendum du 17 septembre a entériné une modification de la Constitution, le premier ministre étant désormais nommé par le président (et non plus élu par l'Assemblée). Il compte ainsi desserrer l'étreinte de l'Assemblée sur l'exécutif, et en finir avec la valse des majorités : trois en deux ans. Le pasteur Andriananjato évoque une « démocratie à géométrie variable » (6).

La « révolution tranquille » du professeur Zafy pourra-t-elle, avec ce recours au plébiscite, sortir le pays de la paralysie ? Après ces jeux politiques, bien éloignés du grand dessein qui aurait pu accompagner ce changement de république, certains placent leurs derniers espoirs dans l'élection des responsables des collectivités décentralisées, en novembre prochain, et plus tard la mise en place d'un Sénat qui représentera les provinces, et veulent croire, alors, à une mobilisation du pays profond, pour sortir de la vieille misère... (7).

(1) La répression avait fait une centaine de milliers de morts, fauchant toute une génération. En France comme à Madagascar, un voile pudique a été étendu sur cet épisode dramatique, un des premiers soulèvements nationalistes et un des plus grands massacres coloniaux de l'après-guerre.

(2) Cf. Jaona Ravaloson, *Transition démocratique à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(3) Cf. Philippe Leymarie, « Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée », *Le Monde diplomatique*, janvier 1989.

(4) Cf. Claude-Gérard Marcus, rapport d'information n° 1853, Assemblée nationale française, août 1994, et Françoise Raisson-Jourde, « Une transition achevée ou amorcée ? », *Politique africaine* n° 52, décembre 1993.

(5) Une brochure rédigée par quatre jeunes dirigeants de l'ancien régime s'est taillée un franc succès en recensant récemment, sous le titre, *Madagascar, naufrage volontaire*, la totalité de ces scandales financiers, considérés comme un signe de la « déchéance de la nation ». Comme le président Ratsiraka l'avait tenté en créant la Procops, une coopérative privée prise en main par des membres de sa famille, l'actuel président de l'Assemblée nationale défend, à travers la société créée à l'un de ses fils, en liaison avec un mystérieux groupe Flanco, du Liechtenstein, des orientations déviées en dehors du cadre imposé par les institutions de Bretton Woods.

(6) M. Richard Andriananjato, entretien sur Radio France Internationale, 11 septembre 1995.

(7) Cf. Jean Hélias, « Déroulement et renouveau au sud de Madagascar », *Le Monde*, 9 juillet 1995.



VILLAGE CONSTRUIT SUR UNE DÉCHARGE

Des familles collées guettent l'arrivée du camion à ordures

des Églises

marqué le début d'une période transitoire et entériné la participation institutionnelle du FFKM à la vie politique du pays. L'article 3 lui a confié le secrétariat général de la Haute Autorité d'État (HAE) et l'article 6 l'a mandaté pour organiser un forum national, au cours duquel ont été rédigés une Constitution, un code électoral, ainsi que des résolutions, inspirées par la première conférence des Églises, qui deviendront le programme de gouvernement des Forces vives - Henry Velone - le parti dirigé par le professeur Albert Zafy, lors de l'élection présidentielle de 1993.

A la lumière de ces événements, M. Rebeanimanana estime que, « depuis 1991, sans occuper de poste dans les hautes sphères, le FFKM détient le pouvoir politique, puisque cette entité peut tout aussi bien « louer » que « débaucher » un personnage politique (5) ». A quoi le Père Adolphe Razafintsalema, ex-représentant de l'Eglise catholique auprès du FFKM, ajoute : « Dans un pays fragile comme Madagascar, où ce sont les chrétiens qui ont le savoir et le pouvoir, il est compréhensible que l'Eglise ait une position forte sur le plan national. Avec ses comités « vie nationale », « œuvres de développement » etc., le FFKM continue de suivre de près les affaires intérieures.

Certains membres du FFKM sont accusés de s'être servis de la religion

comme d'un tremplin pour assouvir des ambitions politiques personnelles. Da fait, un lien étroit, qualifié « d'affectif », existe entre l'Eglise et le pouvoir. « Le FFKM est pratiquement une institution d'État. Officiellement, il y a une séparation entre l'Eglise et l'État. Mais, dans la pratique, l'État prête toujours une oreille attentive à ce que disent les instances ecclésiastiques. En réalité, le pouvoir a peur des Églises. Ce qui a perdu Ratsiraka, c'est qu'il ne les a pas écoutées », note M. Renelivosoa.

Le regroupement des Églises chrétiennes a pris quelques distances, récemment, avec le régime du président Zafy : il a, notamment, appelé au respect de la Constitution, en avril dernier, alors que certains projets semblaient remettre en cause la séparation du politique et du judiciaire.

Soucieux d'entretenir de bonnes relations avec le clergé, les représentants de l'État assistent régulièrement aux fêtes religieuses et convient les chefs d'Eglise eux événements nationaux d'importance. Dans un message adressé à l'Eglise catholique de Madagascar, le 21 août 1994, à l'occasion de la cérémonie dédiée à la mémoire de sainte Victoire Rasoaamarivo, le président Zafy n'a pas hésité à comparer l'Eglise et l'État à l'eau et au riz...

Avec trente-six ans de carrière politique derrière lui, le pasteur Richard Andriananjato, président de l'Assemblée nationale, est un exemple de cette imbrication entre le religieux et le politique. Un homme d'Eglise pourrait-il aller jusqu'à la présidence de la République ? « Bien sûr, répond-il sans détour. Pourquoi devrait-on laisser le monopole de la direction à des gens qui n'ont pas d'éducation théologique ? (6) »

Au sein du clergé, d'aucuns s'interrogent sur les risques de servilité de l'Eglise par rapport à l'État, et prônent

un retour à l'écuménisme, considéré comme le vocable première du FFKM : « La Bible n'est pas une livre de sciences politiques, mais un livre de foi », martèle un pasteur réformé.

Des différences de sensibilité apparaissent selon les appartenances religieuses : « Nous sommes plus engagés dans la sphère politique », explique le pasteur Razafimehefa, alors que l'Eglise catholique est plus présente sur le champ social. « Ce qui ne va pas sans poser des problèmes de consensus au sein du FFKM, où des discussions sont en cours pour élaborer une ligne de conduite plus uniforme et éviter à l'avenir tout risque de dérapage.

SYLVIE BRIEU.

(5) « Le pouvoir au service de la société », 27 septembre 1994.

(6) Un autre pasteur, M. Paul Ramiso, ancien secrétaire général de la Haute Autorité de l'État et un des pères de la Constitution actuelle, s'est présenté comme candidat à la mairie de Tananarive, un poste qu'il avait occupé pendant plus de quinze ans le pasteur Andriananjato.

• MADAGASCAR, L'ÎLE ROUGE. - Eric Ravel (Balland, Paris, 1994, 203 pages, 120 F) : les rêves contrariés de M. Didier Ratsiraka, le « Castro malgache ».

• TRANSITION DÉMOCRATIQUE À MADAGASCAR. - Jaona Ravaloson (L'Harmattan, Paris, 1994, 174 pages, 90 F) : les fondations de la III^e République.

• POLITIQUE AFRICAINE, n° 52 (Ed. Anthropos et Karthala, décembre 1993, 85 F) : un numéro spécial sur la transition inachevée.

• MADAGASCAR. - Pierre Vénin (Karthala, Paris, 1990, 246 pages, 120 F) : la légende d'un peuple.

• BIBLE ET POUVOIR À MADAGASCAR AU XIX^e SIÈCLE. - Françoise Raisson-Jourde (CNRS-Karthala, Paris, 1991, 840 pages, 320 F) : invention d'une identité chrétienne et construction d'un État.

Des origines à la Troisième République

Premiers siècles de notre ère : Début du peuplement par des Malais et des Bantous.
XII^e siècle : Comptoirs arabes.
XVI^e siècle : Début des échanges avec l'Europe.
XVII^e siècle : Divers petits royaumes se partagent la Grande Ile.
XIX^e siècle : Unification de l'île, sous la royauté Merina.
1885 : Madagascar devient protectorat français.
1895 : L'île devient colonie française.
1947 : Soulèvement nationaliste. La répression fait 100 000 morts.
1960 : Proclamation de l'indépendance, en coopération étroite avec la France.
1972 : Révolte étudiante à Tananarive (Antananarivo), après une insurrection paysanne dans le Sud.
Le président Philibert Tsiranana remet les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanomanana.
1975 : Naissance de la République démocratique de Madagascar, sous la présidence de M. Didier Ratsiraka.
1991 : Manifestations du mouvement des Forces vives, massacre devant le palais, mise en place d'une Haute Autorité de l'État (HAE) pour neutraliser le président Ratsiraka.
1992 : Forum national et adoption de la Constitution de la Troisième République.
1993 : Élection de M. Albert Zafy à la présidence de la République.

Jakob Lenz
pour la première fois
à Paris l'opéra de
Wolfgang Rihm,
mis en scène par
Michel Deutsch.
Du 11 au 17 octobre
au théâtre
Nanterre-Amandiers.
46.14.70.00
Atem

UNE ÉLECTION SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Dynamique infernale en Algérie

(Suite de la première page.)

L'incapacité à rétablir la paix civile a incité les militaires à engager, durant l'hiver 1993-1994, un dialogue avec les partis. L'objectif était de proposer la formation d'un bloc de gouvernement dans lequel pourrait être présente toute formation politique - y compris le FIS - à condition que le terrorisme soit condamné et combattu et que le chef de l'État soit désigné par l'armée. Celle-ci était prête à accepter que les islamistes contrôlent certains ministères, à l'exception de ceux considérés comme vitaux : la défense, l'intérieur et les affaires étrangères.

Le FIS a refusé cette offre car il voulait la réalité du pouvoir et a boycotté la Conférence nationale de consensus tenue à Alger les 25 et 26 janvier 1994. À l'issue de cette réunion, le général Liamine Zeroual a été nommé président, et son discours d'investiture promettait l'abolition du terrorisme, tout en laissant la porte ouverte au dialogue (3).

Après des mois de répression massive et de terrorisme implacable, une deuxième tentative de conciliation s'annonçait à la fin de l'été 1994. Les dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, étaient élargis et mis en résidence surveillée. Disposant du téléphone et d'un télécopieur, ils pouvaient prendre des contacts avec l'extérieur et recevoir des personnalités de leur parti, dont certaines venaient d'être libérées. Mais à la fin du mois d'octobre, les négociations étaient rompues, et MM. Abassi Madani et Ali Benhadj étaient ramenés en prison. Dans un discours télévisé, le président Liamine Zeroual expliquait que les islamistes n'étaient pas favorables au retour de la paix civile, et que l'État était désormais décidé à les exterminer (4).

En juin 1995 la presse fit à nouveau état d'un accord imminent entre la présidence et la direction du FIS, à la suite de négociations secrètes menées dans la perspective de faire participer les islamistes à l'élection présidentielle prévue pour la fin de l'année. Mais comme les deux fois précédentes, un communiqué diffusé en juillet par la présidence annonça l'échec de ces négociations, l'imputant à l'intransigeance des islamistes.

Après deux années de répression (1992 et 1993) qui n'ont donné aucun résultat tangible, les militaires ont abandonné l'idée de neutraliser les islamistes, de les faire disparaître du champ politique ; leur nouvel objectif a été de les domestiquer pour les associer au pouvoir. Ils savent que les islamistes rencontrent un écho certain dans une partie importante de la population et, compte tenu du déficit de légitimité de leur régime, ils ont besoin d'eux. D'où cet acharnement, apparemment contradictoire, à vouloir, d'une part, les intimider par une répression massive et, d'autre part, dialoguer avec eux pour trouver un compromis où la réalité du pouvoir demeurerait entre les mains des militaires. La stratégie est donc de les affaiblir militairement pour négocier en position de force.

À première vue, les discussions semblent définitivement rompues. Pourtant, rien n'est moins sûr. Quand des adversaires reconnaissent que ni l'un ni l'autre ne peut remporter une victoire militaire, ils doivent négocier une issue à la crise, quelle qu'elle soit. D'après celle-ci, l'idée de dialogue représente un changement de l'état d'esprit des militaires qui, en 1992, proclamaient le mot de leur vocabulaire et maintenant qu'il n'y avait pas d'islamistes

modérés. La majorité des journaux, s'alignant sur cette position, qualifiaient de traître toute personnalité appelant à reconnaître le FIS comme un courant politique avec lequel il convenait de chercher une solution. Face aux limites de la politique sécuritaire, qui a contribué à élargir le terrorisme au lieu de l'étouffer, de nombreux militaires se sont résignés à dialoguer avec l'aile politique du FIS qui accepterait d'exercer des fonctions gouvernementales avec la bienveillance de l'armée, qui resterait dépositaire de la souveraineté.

Malgré les échecs successifs, la dynamique du dialogue n'est pas éteinte, mais les deux camps qui s'affrontent ont des directions politiques fragiles et

instrument de purification idéologique et de moralisation des mœurs afin de promouvoir une identité culturelle et religieuse imaginaire et une société fraternelle et égalitaire mythique. En aucun cas, le pouvoir n'est conçu comme la propriété des citoyens ; il n'est que cette faculté mystique obtenue par la force brute pour contraindre le peuple à se plier aux intérêts matériels des uns ou aux visions messianiques des autres. Étant un bien privé, il n'est pas question d'en négocier le fondement, encore moins son transfert.

Les conditions politiques d'une véritable négociation ne sont donc pas encore réunies. Le conflit algérien est mû par une dynamique qui pousse les

demeurer quoi qu'il en coûte. Les islamistes luttent pour se débarrasser des officiers supérieurs et les remplacer par leurs hommes, en reproduisant le même type de régime. Le régime peut encore tenir des années si la cohésion de l'armée se maintient et si l'aide occidentale se poursuit (d'où l'importance de la France dans le conflit) ; quant aux islamistes, ils trouveront toujours des volontaires pour les maquis et le terrorisme urbain.

Pourtant, aucun des deux protagonistes ne peut l'emporter militairement. Or plus le conflit dure, plus il y a de morts et plus le désir de vengeance sera grand. La haine risque de marquer irrémédiablement le lien social et la culture politique. C'est ce qu'ont compris certains éléments des deux camps. La direction politique du FIS, en participant à la réunion de l'opposition et en signant la plate-forme de Rome, a perçu les risques de dérive. Les militaires, en avançant l'idée d'une élection présidentielle, prévue pour le 16 novembre 1995, pensent qu'un chef d'État légitime serait susceptible d'impulser une dynamique accep-

tée par une majorité d'acteurs politiques. Trois scénarios sont envisageables. D'abord l'effacement des rebelles, ce qui renforcerait les militaires crédités d'avoir écarté le danger intégriste ; mais c'est fort improbable compte tenu de l'implantation des islamistes. Deuxième cas de figure, l'effacement de l'armée après de fortes dissensions au sein du groupe des officiers supérieurs ; cette hypothèse n'est pas souhaitable car elle ouvrirait la voie à un autre régime de parti unique tirant sa légitimité de la défaite de son impopulaire adversaire. Enfin, scénario le moins mauvais, la relance de la démocratisation à laquelle prendraient part les islamistes et qu'ils ne peuvent refuser, comme l'a confirmé leur adhésion à la plate-forme de Rome.

Pour la première fois, le FIS a signé à Rome un document où il s'engageait à respecter l'alternance, où il déclarait qu'il y avait une issue politique à la crise et où il reconnaissait l'existence d'autres partis. C'est un engagement que les formations non religieuses avaient essayé d'obtenir de lui, sans succès, avant les élections législatives de décembre 1991.

Résistance de la société

LES islamistes tiendront-ils ces engagements ? Cela dépendra de la capacité des autres partis à leur faire face idéologiquement et politiquement, et aussi de leur crédibilité auprès de l'électorat. Il est important pour l'avenir de l'Algérie que les islamistes ne conquièrent pas le pouvoir par la force des armes, ce qui leur donnerait une légitimité de vingt ans alors que s'ils y accèdent par une élection cette période serait réduite à cinq ans (7). Malgré les apparences, la société algérienne recèle de nombreuses ressources pour résister à un projet politique religieux, mais elle semble refuser de les mettre au service des militaires.

La plate-forme de Rome est susceptible de fournir la solution à la crise violente et de constituer une base de relance de la démocratisation, si l'armée l'accepte en tant que document liant les partis politiques et définissant les règles d'accès au pouvoir. La réaction hostile des autorités s'explique d'abord par le fait qu'elles ont toujours tenu le FIS pour responsable de l'échec du dialogue. En participant à des négociations, ce dernier contredit cette image devant l'opinion nationale et internationale. Par ailleurs, le haut commandement voudrait trouver un compromis avec les islamistes sans y associer les autres forces politiques, considérant le FIS comme sa « chose privée », comme un fils rebelle qui finira par se soumettre à l'autorité.

Cela dit, la plate-forme de Rome manque de réalisme en demandant la création d'une commission d'enquête sur les assassinats. C'est un point délicat susceptible de bloquer le retour à la paix civile parce qu'il suppose que les auteurs des assassinats des deux côtés soient identifiés et jugés. Cela n'est pas possible. Sur le désir légitime de justice doit prévaloir le désir de paix. Il ne s'agit pas de venger ceux qui sont morts mais de sauver la vie de ceux qui sont encore vivants.

D'un autre côté, la volonté du pouvoir d'organiser une élection présidentielle le 16 novembre 1995 est un signe qu'il cherche une solution à la crise. Grâce à ce scrutin, les militaires veulent obtenir une légitimité électorale devant l'opinion nationale et internationale, et se donner une garantie constitutionnelle en cas de négociations avec les islamistes. Un président élu, cautionné par l'armée, préserverait les dirigeants en cas de transition lente vers un nouveau régime. Cette sortie de crise n'est cependant crédible que si les principaux partis politiques acceptent ce scénario, ce qui n'est pas le cas.

En outre, les militaires ne semblent pas avoir réuni les conditions minimales de sécurité : dans un climat de violence, les candidats ne pourront pas organiser leurs campagnes et discuter leurs programmes, la presse ne sera pas en mesure de débattre, les partis politiques ne pourront pas réunir leurs adhérents dans des meetings, les scrutateurs ne contrôleront pas les urnes, etc. De plus, des rumeurs circulent sur ceux qui seraient tentés d'aller voter (8). Dans ces conditions, le taux d'absentéisme risque d'être trop élevé pour que l'élection ait une crédibilité quelconque. Le candidat déclaré élu serait celui de l'administration et, de ce fait, le même régime se reproduirait sans aucun changement.

La démocratisation inaugurée par la Constitution du 23 février 1989 a dérapé parce que, d'une part, le pouvoir souverain n'a été à aucun moment compris comme une institution publique appartenant à l'électorat, et d'autre part, parce que les élections législatives de décembre 1991 n'avaient pas été précédées par un contrat civique dans lequel

les forces politiques aspirant au pouvoir se seraient engagées publiquement à respecter l'alternance et à ne pas menacer l'intégrité physique des anciens dirigeants et des officiers de l'armée. Toutes les transitions démocratiques, notamment en Amérique latine, ont connu un tel pacte qui garantissait la vie et l'honneur du personnel dirigeant (9).

La démocratie, c'est la circulation - réglée par le peuple - des élités à la tête de l'État, ce qui suppose que pour tous les compétiteurs le pouvoir n'est pas un bien privé. Si l'élite en place se sent menacée physiquement par une alternance, elle bloquera la transition. Il faut espérer que les protagonistes trouveront une preuve de maturité, s'apercevant qu'en politique tout est négociable, quand il s'agit d'épargner aux citoyens les affres d'un terrorisme sanguinaire et d'une répression relevant plus de la loi du talion que de la loi tout court.

LAHOUEI ADDI

(3) Cf. El Watan, 2 mars 1994.

(4) Discours de M. Liamine Zeroual à l'occasion de la fête du 1^{er} novembre 1994 reproduit dans El Watan, 2 novembre 1994.

(5) Cf. le texte du document dit de Rome in Le Monde diplomatique, mars 1995. Lire également, Ignacio Ramonet, « Pacte pour l'Algérie », Le Monde diplomatique, février 1995.

(6) Cette hypothèse est avancée par Rémy Louven, Le Soleil et le serpent, Paris, 1993.

(7) A. ce sujet, lire Lahouei Addi, L'Algérie et la démocratie. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine, La Découverte, Paris, 1994.

(8) Des rumeurs circulent dans les quartiers populaires selon lesquelles les islamistes menacent de représailles toute personne qui se rendra aux urnes.

Cf. José Garçon, « Les Algériens appelés aux urnes dans la terreur », Libération, 11 septembre 1995.

(9) Cf. Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies, John Hopkins University Press, Baltimore, 1986.

IMAGES OF THE ALGERIAN WAR. French fiction and film 1954-1992. - Philip Dine

* Clarendon Press, Oxford, 1994, 267 pages, 30 livres.

Ce livre, qui analyse, à partir d'un corpus de films et de romans français, la représentation de la guerre algéro-française de 1954-1962, est à la fois savant et abordable. Les analyses touchent juste, particulièrement celles du mythe du « para » et du « séigneur » (de la guerre). Elles présentent un remaniement en examen des idées reçues, sur le colonialisme de Camus par exemple, ou sur la mise en image des Algériens. Au total, il y a un bon équilibre entre de mythes opposés en l'absence d'un consensus français. « L'espace fictif de la guerre d'Algérie » est écrit et figé. Les stéréotypes, les clichés et les explications [y] prédominent », note l'auteur.

De fait, ces mythes n'avaient-ils pas rempli tout l'espace de l'imaginaire français au point d'annuler considérablement la perception de l'insurrection algérienne ? En somme, l'idéologie aurait durablement submergé la politique.

GILBERT MEYNIER

Calendrier des fêtes nationales

	1 ^{er} - 31 octobre
1 ^{er} CHINE	Fête nationale
1 ^{er} CYPRE	Fête de l'indépendance
1 ^{er} NIGERIA	Fête de l'indépendance
2 GUINÉE	Fête de l'indépendance
3 ALLEMAGNE	Fête nationale
3 CORÉE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
9 OUGANDA	Fête de l'indépendance
10 FIJI	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête de l'indépendance
12 GUINÉE-BISSAUL	Fête de l'indépendance
18 AZERBAÏDJAN	Fête de l'indépendance
22 SAINT-SIÈGE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête nationale
25 KAZAKHSTAN	Fête de l'indépendance
26 ARMÉNIE	Fête nationale
28 TURQUIE	Fête nationale



FATMA ZOHRA ZAMOUN. - « Le Suspendu » (1987)

dépendantes de leurs troupes. D'un côté, en effet, la lutte antiterroriste sur le terrain échappe au président Liamine Zeroual, et ne s'inscrit pas dans une politique globale de retour à la paix civile. L'Algérie en est encore à la primauté du militaire sur le politique, principe hérité de la guerre de libération que reprennent les islamistes et dont elle n'arrive pas à se débarrasser.

Se soustrayant au contrôle des politiques, les militaires des deux camps définissent leur stratégie avec comme seule perspective la victoire. Le président Liamine Zeroual est mandaté par l'armée dans ses tentatives de négociation, mais elle lui trace une ligne rouge à ne pas dépasser. MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, quant à eux, ne peuvent rien décider sans consulter les chefs des maquis. Les deux parties évitent de s'engager sur le véritable enjeu du conflit : le pouvoir. Les militaires se considèrent comme la seule source de celui-ci, et les islamistes cherchent à se substituer à eux comme dépositaires de la légitimité.

Pour les uns comme pour les autres, le pouvoir est un butin de guerre et non pas une institution publique. Pour les premiers, c'est un moyen de protection contre la vindicte populaire qui condamne leur incompétence et leur corruption ; pour les seconds, c'est un ins-

adversaires à n'envisager que la victoire totale. Dans la logique de leurs intérêts, les militaires ont néanmoins fait des concessions : offrir des postes ministériels aux islamistes. Ces derniers refusent cependant cette collaboration sous prétexte que la répression a été d'une telle ampleur qu'il leur est impossible de participer à un gouvernement avec ceux qui les ont emprisonnés et torturés. Dès lors que le conflit a pour enjeu la survie des acteurs - et non une politique économique et sociale - il prend une tournure sanguinaire et favorise une logique d'autodestruction qui ne peut s'arrêter qu'avec l'effacement de l'adversaire.

La force et la ruse régulent le champ politique et ne laissent aucune place au droit ni à la raison. Parler de droit et de raison, c'est faire le jeu de l'adversaire et c'est suffisant pour être identifié à lui. Régner alors la force au service de la terreur ainsi que la ruse et le faux-semblant : les forces de l'ordre opèrent en se couvrant le visage, les islamistes, habillés en tenue réglementaire des forces de l'ordre, dressent de faux baraquements. Et les rumeurs les plus folles courent sur les commanditaires des attentats les plus spectaculaires.

Pourtant, le retour à la paix civile, voire la relance de la démocratisation, ne serait pas impossible si toutes les forces politiques acceptaient d'adhérer à un pacte civique dans lequel seraient consacrés des engagements à l'égard de l'alternance et de la liberté d'expression. Malgré l'extrémisme des islamistes, une telle entente est possible si son élaboration est transparente et si la population y est associée à travers la presse. Son élaboration se ferait en deux étapes. D'abord les partis politiques - y compris les islamistes - se mettraient d'accord sur son contenu et ses modalités pratiques d'application ; ensuite, ces mêmes partis la proposeraient et la discuteraient avec les militaires qui se porteraient garants de son respect.

La vigueur de la réaction des militaires face à la plate-forme de Rome signée par toute l'opposition en janvier 1995 (5) atteste surtout leur hostilité à toute négociation qui ne se déroule pas à leurs conditions. L'armée ne cherche à être engagée ni par un pacte civique ni par des négociations. Elle souhaite un arrangement avec les islamistes à qui elle proposerait des compensations.

Cette transaction, si elle venait à se concrétiser, serait la pire solution pour l'Algérie, car elle reconduirait le même régime légitimé par les islamistes (6). L'opposition entre les deux camps n'est pas idéologique. L'armée ne défend pas la démocratie ou la laïcité ; elle s'est constituée, du point de vue historique, comme source du pouvoir et entend le

Institut Maghreb-Europe
Université Saint Denis / Paris 8

DEA "Sociétés contemporaines du Maghreb"

Responsable : Benjamin STORA

Disciplines : histoire / sociologie / anthropologie / sociologie politique

Domaine de recherche : les sociétés maghrébines contemporaines.

DEA "Dynamiques comparées des sociétés en développement" (Double sceau Paris 7 / Paris 8)

Responsable Paris 8 : René GALLISSOT

Disciplines : histoire et géographie

Domaine de recherche : les pays du Sud à l'époque moderne et contemporaine.

Admission : sur dossier (à remettre avant le 20 octobre) suivi d'un entretien avec un jury

Renseignements et inscriptions :

Institut Maghreb Europe - Université Paris 8 - 2, rue de la Liberté
93200 SAINT-DENIS - Tél. 49.40.68.66

سكنى من الامم

صكنا من الاصل

COMMENT RECONSTRUIRE L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ ?

Les défis de l'après-guerre en Angola

A peine sorti d'un nouvel épisode d'une des plus longues et féroces guerres du continent, l'Angola, nation brisée, semble hésiter au seuil d'une impossible reconstruction. Plusieurs générations de cadres manquent à l'appel et le conflit a fait disparaître toute morale sociale. Quant à l'Unita, qui a perdu les élections de 1992, elle n'a pas renoncé à une stratégie de harcèlement qui aggrave le défillement du pays.

Par notre envoyée spéciale VICTORIA BRITAIN *

Une crise sociale sans précédent, une direction politique en désarroi, un État proche de la faillite : l'Angola est au bord de la catastrophe. En 1992, un dirigeant de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) annonçait que son mouvement était capable de transformer le pays en une autre Somalie s'il ne remportait pas les élections ; personne n'imaginait à l'époque que cette prédiction se réaliserait. Même le Tchad il y a dix ans ou l'Ouganda d'Idi Amin Dada n'ont pas sombré dans tels abîmes.

L'héritage de sous-développement laissé par le Portugal, la plus arriérée des puissances coloniales européennes, et par vingt ans de guerre depuis l'indépendance en 1975 ont décimé deux générations, épuisées par un combat qui fut longtemps alimenté de l'extérieur. Au nom de la lutte contre le communisme, les États-Unis et l'Afrique du Sud ont armé et entraîné l'Unita de M. Jonas Savimbi (1).

Les interventions financées par la CIA pour éviter l'arrivée du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) en 1975 et, surtout, les multiples invasions de l'Afrique du Sud dans les années 70 et 80 ont pris fin. Mais l'opération engagée par les Nations unies depuis trois ans pour trouver une solution politique s'est caractérisée par une incroyable myopie. En mai 1991, les accords de Bicesse entre l'Unita et le MPLA mettaient fin à la guerre et prévoyaient des élections présidentielle et législatives. Celles-ci se sont tenues en septembre 1992 et ont vu la victoire du MPLA sur l'Unita, mais cette dernière a refusé de s'incliner et a relancé la guerre sur une grande échelle (2).

Malgré cette forfaiture, l'ONU et les puissances occidentales ont tout fait pour aboutir à un nouveau compromis. Après avoir survécu à une profonde crise interne durant ces quatre dernières années, l'Unita continue de contrôler 40 % du territoire du pays. La signature de l'accord de Lusaka entre le gouvernement et l'Unita, en novembre 1994, la fragile cessez-le-feu et l'offre faite à M. Savimbi d'occuper la vice-présidence de la République ont été l'aboutissement de cette stratégie d'apaisement.

Près d'un an plus tard, pourtant, cette politique apparaît comme un échec qui a accru l'instabilité. Les éléments-clés de l'accord – renvoi des mercenaires (du Zaïre et de l'Afrique du Sud), libération des prisonniers, cantonnement des troupes de l'Unita en vue de leur désarmement, leur démobilisation ou leur intégration à l'armée – n'ont pas véritablement débuté, selon le général João de Matos, le chef d'état-major de l'armée angolaise : « Le cessez-le-feu est fragile, et bien que les principaux combats aient cessé, les violations sont multiples, et le désengagement des troupes qui avait commencé l'an dernier est stoppé. » Les représentants des organisations non gouvernementales signalent de nombreuses escarmouches liées notamment à la distribution de la nourriture ou au contrôle de points stratégiques.

Selon le général de Matos, l'Unita reçoit encore une aide importante à travers le Zaïre, une assertion confirmée par les officiels des Nations unies qui travaillent dans les provinces du Nord. Cette guerre d'usure menace d'asphyxier le gouvernement, pour le général : « Pourquoi l'Unita empêche-t-elle la libre circulation des gens ? La population ne peut continuer à vivre comme cela. Elle comprendrait les contraintes en temps de guerre, mais maintenant elle voudrait cultiver, faire du commerce... »

Ces vœux contredisent l'optimisme de M. Bontros Bontros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, et de son envoyé spécial en Angola, M. Alioune Blondin Beye. « Nous ne pouvons continuer à prétendre que tout va bien, insiste le général. A 20 kilomètres de Luanda, demandez aux gens s'ils connaissent la paix. Ils ne voient que les morts et les mines. » Pourtant, la direction politique du pays reste muette face à cette situation. Les dirigeants du MPLA mesurent-ils le caractère dramatique de la situation, alors qu'ils ne quittent Luanda que pour se rendre à l'étranger ?

Irruption du capitalisme sauvage

POUR la majorité des citoyens, la préoccupation dominante est de survivre et de se nourrir. La reprise des combats après l'échec des élections de 1992 a porté un coup fatal au commerce et à l'agriculture, affaiblissant la base industrielle et déversant sur les routes des centaines de milliers de nouveaux réfugiés. Les grèves touchent presque tous les secteurs de l'économie, y compris l'enseignement et la santé dans certaines provinces. De nombreux fonctionnaires n'ont pas été payés depuis des mois et les salaires sont mangés par les fortes dévaluations. Un professeur d'université, par exemple, gagne 25 dollars par mois, un fonctionnaire, 3 dollars, une infirmière, 1 dollar.

Les intellectuels désertent le secteur public pour se faire embaucher dans les organisations internationales, où le paiement s'effectue en dollars et où ils peuvent gagner jusqu'à cent fois plus. L'université travaille au ralenti, des facultés sont fermées, d'autres ne fonctionnent qu'à temps partiel. Le pays a perdu une génération d'intellectuels et est incapable de former la prochaine génération.

L'histoire de Chianga, l'institut de recherche agricole, internationalement renommé, qui se trouve dans les faubourgs de Huambo, illustre cette déchéance. La ville fut conquise par l'Unita en 1993, après un siège de cinquante-cinq jours, et M. Jonas Savimbi vécut sur ce campus jusqu'à novembre 1994. Déjà ravagé, le centre fut ensuite pillé par les troupes gouvernementales lors de la reconquête, puis par la population, qui cherchait désespérément des moyens de survivre et qui vola les vêtements de bois des murs, le mercure des thermomètres et le mobilier. Des livres précieux furent mis en vente sur le marché et ne durent d'être récupérés qu'à la visite d'une scientifique de passage.

La guerre, la libéralisation de l'économie imposée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, et l'incompétence des dirigeants, ont contribué à l'instauration d'un capitalisme sauvage. Dans la province de Luanda Nord, à la frontière du Zaïre, règne une situation d'anarchie, alors que les diamants sont extraits en quantité industrielle par des intérêts français, britanniques et sud-africains protégés par une alliance entre l'Unita et des soldats – en rupture de ban ? – de l'armée gouvernementale. A Luanda, la corruption de la classe politique et d'anciens officiers est ostensible.

« Toute la population essaie de s'adapter à une économie nouvelle et déformée, sans mécanismes de contrôle. Utiliser de l'influence pour devenir riche est devenu la règle des affaires. Dans l'armée, les officiers peuvent faire des affaires dans la mesure où elles sont légales, mais je ne peux accepter qu'ils volent les richesses de l'État », prévient le général de Matos.

De nouveaux restaurants, des embouteillages de voitures neuves et une fièvre de construction forment un terrible contraste avec les enfants des rues, les mutilés dans leurs vieux uniformes militaires et des mendicants presque nus aux places couvertes. La publicité à la radio et à la télévision offre à la nouvelle bourgeoisie un moyen d'évasion en vantant les cuisines dernier cri ou les voyages en Afrique du Sud. Les crimes se multiplient, et la police, rongée par la corruption, est impuissante.

Luanda compte un demi-million de réfugiés qui vivent dans la misère. Même si le cessez-le-feu se consolide et que la paix commencerait à prendre corps, ils ne retourneraient pas dans leurs foyers : ayant manqué déjà deux récoltes, ces paysans se sont transformés en urbains. D'ailleurs, dans les campagnes, le système de santé s'est effondré, et la tuberculose, la malaria et la maladie du



Philippe Réaume

Deux décennies de combats

Fin du XV^e siècle : Début de la présence portugaise en Angola.
1961 : Déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme portugais.
1974 : « Révolution des œillets » à Lisbonne. Le Portugal renonce à son empire colonial.
1975 : L'accord signé entre les trois mouvements de libération qui sont le Front national de libération de l'Angola (FNL), l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), soutenus par l'Afrique du Sud et les États-Unis, et le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), aidé par l'URSS, n'a pas de suite. Début de la guerre civile.
Automne 1975 : L'Afrique du Sud envahit le sud de l'Angola pour soutenir l'offensive de l'Unita contre le MPLA, lui-même appuyé par un corps expéditionnaire cubain. Le 11 novembre, le MPLA proclame l'indépendance de l'Angola.
Juillet 1985 : Le Congrès américain abroge l'amendement Clark, qui interdisait, depuis 1976, toute aide militaire à l'Unita.
22 décembre 1988 : L'Angola et Cuba signent un accord à New York qui prévoit un retrait échelonné et complet des troupes cubaines.
31 mai 1991 : M. Jonas Savimbi (Unita) et le président angolais José Eduardo Dos Santos signent à Lisbonne un accord de paix qui met fin à la guerre civile et prévoit la tenue d'élections libres en septembre 1992. Les Nations unies envoient des observateurs.
29-30 septembre 1992 : Élections législatives et présidentielle. Victoire du MPLA contestée par M. Savimbi qui relance la guerre civile.
15 septembre 1993 : La résolution 864 du Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'Unita, qu'elle rend responsable de la reprise des combats.
20 novembre 1994 : Signature à Lusaka d'un nouvel accord de paix entre le gouvernement angolais et l'Unita.

sonneil se répandent partout. Pourtant, de nombreux médecins travaillent dans les services des Nations unies comme téophoniens, conducteurs ou interprètes. Vingt ans d'efforts pour la construction d'une entité nationale sont ainsi mis à bas. La crise des cadres et la disparition de toute morale sociale sont les deux principaux maux de l'Angola.

Le quasi-effondrement du MPLA en tant que parti depuis les élections de 1992 a laissé le pays sans structure politique pour affronter ces défis. Le gouvernement au niveau national et régional, à quelques exceptions près, s'est plongé dans les affaires, et toutes les pétales contre la corruption et le gaspillage sont restées lettres mortes. Le pays s'habitue à vivre dans le cynisme et les incertitudes.

Seul le haut commandement de l'armée échappe à cette déliquescence et cherche à briser l'impasse dans les négociations avec l'Unita. La commission conjointe chargée de mettre en œuvre le protocole de Lusaka est composée de représentants du gouvernement, de l'Unita, des Nations unies, des États-Unis, du Portugal et de la Russie. Le général de Matos a pris l'initiative, en juillet dernier, de proposer aux chefs militaires de l'Unita, en passant par dessus la tête des politiciens et des Nations unies, un plan détaillé qui garantissait un avenir pour chacun de leurs hommes dans le cadre d'une démobilisation conjointe après la constitution d'une quatrième branche de l'armée, un corps affecté à la reconstruction des infrastructures rurales. Ce corps comptera 50 000 membres des forces armées angolaises et 20 000 à 30 000 de l'Unita, chacun d'eux recevant une formation, un salaire et la possibilité de construire une maison pour sa famille avant d'être démobilisé dans un délai de deux ans.

Ce plan représente une proposition concrète pour assurer le maintien de la paix et faire de l'armée un facteur de stabilité et non de désordre – comme cela avait été le cas en Angola en 1992 ou au Mozambique avant les élections d'octobre 1994. Après l'avoir rejeté, l'Unita l'a finalement accepté et il pourrait se révéler très positif si M. Savimbi y souscrit réellement et si l'on trouve les financements nécessaires, ce qui paraît moins certain, tant les bailleurs de fonds étrangers sont sceptiques sur les chances de paix et les capacités du gouvernement de Luanda.

Les Forces armées angolaises (FAA), désormais professionnelles et moins poli-

tiées, deviennent un facteur nouveau de l'équation politique. Les vieilles Forces armées populaires de libération de l'Angola (Fapla), qui s'étaient affirmées dans la lutte contre le colonialisme portugais, avaient été démantelées à la suite des accords de Bicesse de 1991. Cette liquidation fut mal perçue par les militaires et se révéla catastrophique quand, en 1993, sous les coups de l'offensive de l'Unita, le gouvernement du MPLA faillit perdre le pouvoir.

Fractures au sein de l'Unita

Le facteur ethnique prend une nouvelle dimension, et, désormais, les plus importants chefs de l'Unita sont apparentés à M. Savimbi ou appartiennent à son clan. Les autres dirigeants, comme MM. Nzau Puna et Tony da Costa Fernandes de Cabinda, ont été exclus ou ont fait défection. Les 35 % de suffrages obtenus par l'Unita aux élections correspondent, grosso modo, à la proportion d'Ovimbundu dans la population. Le sentiment d'exclusion de cette ethnie remonte avant l'indépendance, quand ils furent massivement déportés vers les plantations de café du nord du pays. Leur opposition au pouvoir central a été en partie capitalisée depuis de longues années par l'Unita.

Il est difficile de prévoir l'avenir du pays, tant la stratégie de l'Unita est floue. M. Jonas Savimbi n'a toujours pas répondu clairement à l'offre de devenir vice-président et, même si l'on arrivait à un plus grand partage du pouvoir, les tactiques récentes de l'Unita ne laissent pas présager un retour rapide à la paix.

Quant à la politique des Nations unies,

Parmi les 100 000 soldats des FAA, on compte 3 000 anciens membres de l'Unita et environ un tiers des généraux issus de cette organisation. Le reste des officiers sont des professionnels, pour la plupart compétents et confiants dans leurs capacités depuis qu'ils ont réussi à créer une armée en un temps record et à repousser les offensives de l'Unita. Signe des évolutions régionales, ils ont bénéficié de l'aide d'instructeurs sud-africains : l'armée avait essayé en effet de récupérer des Angolais qui s'étaient battus pour l'Afrique du Sud ; elle fut alors contactée par la firme Executive Outcomes, qui fournissait des hommes à l'Unita ; avec pragmatisme et à un prix très élevé, les FAA ont donc recruté trois cents Sud-Africains, dont environ la moitié continuait encore leur travail.

Les offensives victorieuses de l'an dernier ont été le premier signe d'un changement des rapports entre l'armée et le MPLA, qui, bien que travaillant désormais dans un système multipartite, reste la force dominante dans le pays. Malgré la pression des États-Unis pour que les FAA arrêtent leurs attaques et ne prennent pas Huambo, quartier général de M. Savimbi, le comité central du MPLA s'est plié aux avis de l'armée et lui a laissé quartier libre. Mais Washington a tout de même obtenu du pouvoir politique que les FAA s'arrêtent pas au-delà.

Le poids des FAA s'accroît au moment même où les acteurs traditionnels – l'Unita, le MPLA et les Nations unies – paraissent à bout de souffle et d'idées. L'Unita a été traumatisée par la chute de Huambo ; l'installation de son quartier général dans la ville de Bailundo, à 60 kilomètres au nord, est une sérieuse défaite. Pourtant, en juillet, après que M. Savimbi eut refusé de se rendre à Luanda pour des raisons de sécurité, M. Bontros Bontros-Ghali faisait escalade à Bailundo, redonnant du prestige à M. Savimbi et infligeant un camouflet au président José Eduardo Dos Santos. Cette visite symbolise le danger d'un changement d'attitude de la communauté internationale depuis que le MPLA a gagné les élections de 1992.

A la fin de 1992, une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), conduite par le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, refusa de rencontrer M. Jonas Savimbi au dehors de Luanda. L'Unita était alors tenue pour responsable de la reprise des combats. Désormais, presque toutes les agences internationales collaborent avec l'Unita et acceptent ses conditions. Sur les 40 % de territoires qu'elle contrôle, règne pourtant la même paranoïa que celle qui dominait à Jamba, le quartier général de l'organisation avant 1992. De nombreux témoignages de membres des organisations non gouvernementales et de survivants des camps de travail confirment l'ampleur de la répression menée par un mouvement qui se désintéresse du sort de la population civile et du développement des infrastructures.

au-delà des déclarations de principe sur la paix et la réconciliation, elle semble également confuse. L'organisation internationale joue le rôle déterminant depuis les élections ; elle a imposé une commission conjointe entre l'Unita et le gouvernement, et, sous la pression américaine, elle a contraint le gouvernement de Luanda à tenir la bride à sa propre armée. Mais, surtout, en acceptant que l'Unita ne se plie pas aux résultats de la consultation de 1992, les Nations unies ont endossé une lourde responsabilité. Elles ont ainsi contribué à la tragédie que vit l'Angola depuis son accession à l'indépendance et depuis que les forces conjuguées de l'Afrique du Sud et des États-Unis tentèrent d'empêcher que ce pays ne devienne un exemple dans l'Afrique postcoloniale.

(1) Lire Victoria Britain, « L'armée pour prix de la paix en Afrique australe », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.

(2) Lire Victoria Britain et Kevin Watkins, « Impossible réconciliation en Angola et au Mozambique », *Méthode de voir*, n° 21, février 1994, trimestriel édité par *Le Monde diplomatique*.

* Journaliste au *Guardian*, Londres.

DROITS de l'Homme
Le Centre d'études et débats internationaux propose des cours par correspondance des Droits de l'Homme
Renseignements et inscriptions :
CEDI, 72, rue du Faubourg-St-Honoré
75008 Paris (France)
Contact uniquement par correspondance

UN ULTIMATUM DE WASHINGTON

Coca répression
chez les paysans boliviens

Régulièrement, avec bonne conscience, les gouvernements occidentaux s'insurgent contre les trafiquants de drogue qui inondent les marchés de leurs nuisibles stupéfiants. Ils réclament des pays producteurs une attitude de fermeté à l'égard des paysans.

Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

En Bolivie, par exemple, sous la pression de Washington, les forces de l'ordre ont pour consigne de détruire les plantations de coca. Cela paraît juste, et pourtant... Ces agriculteurs sont, pour la plupart, des mineurs reconvertis, chassés des gisements d'étain en raison des restructurations imposées par le Fonds monétaire international (FMI).

La coca leur permet de peiner de vivre. Ils ne sont ni trafiquants ni producteurs de cocaïne. Et nul ne leur propose une culture rentable de substitution. Entre-temps, les marchands et leurs complices continuent d'émasser des fortunes...

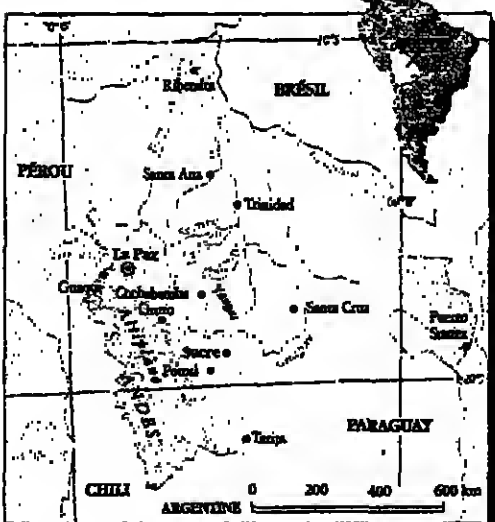
Par notre envoyé spécial MAURICE LEMOINE *

ENTRE Cochabamba et Villa Tunari, ville la plus importante du Chapare, 158 kilomètres. Et une formidable barrière montagneuse. La construction d'une piste a débuté en 1940. Dans un fracas de bulldozers, interrompant pendant de longues heures toute circulation, une compagnie brésilienne tente, cinquante-cinq ans après, d'en terminer l'asphaltage.

Trois rues de terre en triangle, Chimoré tient plus de la « cité d'urgence » que du paradis amazonien. Dans le seul bar « décent » du lieu, un homme aux cheveux gris, genre retraité rangé, s'ennuie avec dignité. C'est un agent de la Drug Enforcement Administration (DEA) (1). Il parle un espagnol parfait. « Avec un très léger accent argentin », précise la servante, éprée son départ. Cinq gringos séjournent dans le caserne des unités mobiles de patrouilles rurales (Umopar) (2), plantées à la sortie de l'agglomération : trois fonctionnaires de la DEA, deux instructeurs américains des forces spéciales.

Devent les deux ou trois canthons ouverts à tous les vents et dotés d'un téléviseur, une trentaine de

* Journaliste et écrivain : auteur, entre autres, de *« L'Amérique latine indienne »*, Syros Alternatives, Paris, 1993.



DEPUIS le 18 avril 1995, la Bolivie vit en état de siège. Au cœur de la crise, les réclames grandissantes – 70 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté –, l'agitation de certaines régions autour du thème de la décentralisation, et surtout une forte résistance à la politique de réformes gouvernementales.

Curieux cocktail que ces réformes, qui mêlent, dans certains cas, l'esprit de 1952 (1) aux recettes néolibérales les plus classiques (avec un fort penchant pour le second terme de l'équation). Ainsi de la réforme éducative, avec une vision humaniste : l'introduction des langues indiennes dans le primaire. Mais aussi une attaque frontale contre un corps enseignant « dans sa majorité sous-qualifié » (sa formation n'est-elle pas du ressort de l'État ?), et esclaves de dirigeants qui vivent des privilèges que leur octroie le syndicat. Avec la mise en place d'un contrôle permanent des connaissances des maîtres (menaces de licenciements à l'appui) et l'ouverture de l'enseignement à des professionnels d'autres secteurs. Le tout sans consultation des principaux intéressés qui avaient pourtant travaillé, en 1992, sur un projet de loi-cadre, en vue d'une réforme du système éducatif. En toile de fond, l'affaiblissement programmé des syndicats enseignants qui, depuis la quasi-disparition des mineurs, constituent le noyau dur de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Or, dans un pays où les partis se sont déconsidérés (corruption, application de politiques néolibérales...), cette organisa-

tion demeure la dernière force potentielle d'opposition.

Même ambivalence dans le loi de participation populaire. Elle transfère aux *municipios* (municipalités au sens large) des ressources nouvelles – 20 % du budget national – en fonction du nombre de leurs habitants, et elle prévoit que les communautés urbaines et rurales – cela est tout à fait nouveau – exerceront contrôle et décisions sur ces fonds. Octroyant la reconnaissance juridique aux communautés indigènes, « elle permet la cohabitation entre la structure de la communauté ancestrale et celle de la municipalité de type occidentale », explique M. Enrique Ipina, ministre du développement humain. Ainsi est consacrée l'incorporation d'économies basses paysannes, jusque-là ignorées, dans un processus de participation. Mais cette réforme, à laquelle ont poussé la Banque mondiale et le FMI, qui souhaitent que le gouvernement « se débarrasse » des dépenses d'éducation et de santé, suppose qu'avec les fonds nouveaux les *municipios* se voient attribuer la gestion et l'entretien – à l'exception des salaires – des établissements scolaires et des hôpitaux. Lesquels sont quasiment en ruine.

De plus, la première préoccupation de nombreux maires – on en a déjà fait le constat – avec la manne nouvelle est d'acquiescer, qui une camionnette, qui une antenne parabolique de télévision. Par cette création d'organisations territoriales de base (OTB), le pouvoir cherche à marginaliser les organisations paysannes et populaires

existantes, les syndicats, etc. La loi de capitalisation, du 22 mars 1994, est présentée comme l'un des plus ambitieux programmes économiques du monde. Au départ, rien de plus classique : la vente des entreprises de l'État – certaines étant rentables. Enel (électricité) et YPFB (pétrole) fournissent 49 % des recettes du Trésor public. Mais « capitalisation » n'est pas « privatisation », dit-on à La Paz. L'entreprise étant estimée, l'investisseur apporte le montant demandé, prend le contrôle et la direction, « mais 50 % des actions demeurent propriété de l'État bolivien ». Un doublement du capital, avec pour but l'investissement. Ces actions de l'État seront distribuées « au peuple bolivien » – à tous les Boliviens majeurs cette année (ce qui, par parenthèse, élimine ceux qui auront vingt et un ans à partir de l'an prochain, introduisant une discrimination entre générations) –, administrées à travers des fonds de pension jusqu'à l'âge de la retraite, moment où il sera possible de disposer des dividendes de ces titres.

C'EST pour le moins novateur. Mais on a du mal à croire qu'un investisseur étranger, ou transnational, donne 100 pour obtenir la moitié des parts – sauf à penser, comme l'affirment d'anciens, que les entreprises ont été estimées « au prix d'une poule morte ». Le Collège des économistes de Bolivie, pour sa part, s'interroge (2). « Combien de débauchages directs ? Jusqu'à ce que la production augmente, le Trésor public recevra un apport moindre des entreprises capitalisées : importance des pertes ?

les toits de tôle se font plus fréquents, les plus chers achètent un camion. Pourtant, la coca ne les a pas rendus riches. Aujourd'hui, elle fait d'eux des proscriptions.

De la caserne de Chimoré, sur le coup de 14 heures, sort, en camionnette Toyota, la patrouille du lieutenant Marco Enríquez. Elle traverse bientôt Chichahota, pasteur tropicale où, il y a quinze ans, on vendait de la cocaïne comme du sucre ou de la farine, sur le marché. C'était au temps du dictateur García Maza (4). Les États-Unis étaient alors moins regardants. A Huenchaca, un laboratoire des trafiquants, sous contrôle de la CIA, servait à alimenter les opérations clandestines – entre autres celles des « contras » du Nicaragua (5).

La camionnette s'arrête, plus tard, devant un sentier à peine visible. Les « léopards » s'enfoncent dans la végétation, fusil M-16 calé sur l'évent-bras. Devant une mesure, ils interrogent poliment une femme sur la topographie des lieux. Elle reste dans la vague, le regard fuyant.

Depuis l'élection, en juin 1993, de M. Gonzalo Sánchez de Lozada à la présidence, l'« option zéro » visée à la suppression de la production « excédentaire » de coca. Malgré une Marche pour la vie, la coca et la dignité qui, en septembre 1994, mena trois mille paysans jusqu'à La Paz, malgré un débat national, « où il fut dit qu'il fallait adopter une nouvelle stratégie, qu'il s'agissait d'un problème essentiellement économique (6) », la répression est sans merci.

Il est vrai que la pression sur les autorités est terrible. D'après l'ambassade des États-Unis, toute puissante à La Paz, la culture de la feuille serait passée de 45 000 hectares en janvier 1992 à 48 000 actuellement (le plafond légal pour la consommation traditionnelle, principalement produite dans la région des Yungas, étant fixé à 12 000 hectares). Toujours selon les organismes américains, la production excédentaire permettrait la fabrication de 93 tonnes de chlorhydrate de cocaïne.

Le 8 mars 1995, Washington lance un ultimatum : ou la Bolivie éradique 1 750 hectares avant le fin juin, met sur pied un plan à court, moyen et long

terme et souscrit un nouveau traité d'extradition, ou elle sera « décortiquée ». Ce qui signifie : blocus économique international de la part de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque Interaméricaine de développement, du Club de Paris, tous organismes où les États-Unis disposent pratiquement d'un droit de veto. Le gouvernement de M. Sánchez de Lozada met en marche un plan d'éradication à court terme. En réponse, le Bavi, plus de 850 comités d'autodéfense paysans prennent possession des accès aux zones de production de coca, pour résister à la militarisation.

La patrouille découvre dans une éclaircie de la forêt une étendue de coca que des paysans récoltent. « A qui appartient ce champ ? », interroge l'officier. « On ne sait pas, c'est un monsieur qui nous paye pour travailler... ». Légal ou illégal, « excédentaire » ou pas, on n'en saura pas plus. Impassable, l'officier n'insiste pas. Sa tâche du moment consiste à chercher des puits de macération. « On en trouve tous les jours », affirme-t-il. La première phase de la transformation – mélange des feuilles avec du kérosène ou autre « précurseur » – pour obtenir la « pâte » y est effectuée. Ces derniers temps, à la production, certains *cocaleros* ont ajouté la transformation.

« Nous avons détruit plus de 1 450 puits au cours des six derniers mois, nous a affirmé le lieutenant-colonel Luis Caballero, commandant de la base Umopar de Chimoré. Nous estimons que dans tout le Chapare il en existe de 7 000 à 10 000. Chiffres incontrôlables, mais ils ont permis de présenter la région comme un « gigantesque laboratoire clandestin », faisant passer ses habitants du statut de paysan à celui de narcotrafiquant.

Mille manières
de sortir la « pâte »

LA patrouille franchit un río, marchant en équilibre sur un tronç jeté en travers du lit. Une sente, deux saignées, trois layons apparaissent, s'échappent, s'évanouissent dans la végétation. Le lieutenant hésite, en prend un au hasard. Dénœuds. Pathétique. Chercher une aiguille dans une meule de foin.

Pessent trois paysans, mal vêtus, craintifs à la vue des tenues camouflées. Le lieutenant leur adresse la parole, ils bredouillent, ils se hâtent, déguerpissent. « Ils connaissent la forêt comme leur poche, explique l'officier. De vrais poissons dans l'eau. Et entre eux ils sont solidaires. Mais, dès qu'ils nous voient, ils deviennent muets. » Il y a peu, le « pâte » sortait par voie aérienne – jusqu'à 500 kilos par voyage. Ces derniers mois, le contrôle permanent du ciel par les hélicoptères Huey UH1H et les avions P-7 rend cette opération pratiquement impossible. « Mais il y a mille manières de sortir la pâte. Et beaucoup de gens y participent, par les multiples sentiers, jusqu'à des points intermédiaires... ». Vers le nord et le département du Beni, puis la Colombie. A l'est, direction le Brésil. Quant aux « précurseurs » nécessaires à la transformation, 2 500 kilomètres de frontières avec le même Brésil, des portes largement ouvertes sur l'Argentine, le Paraguay...

A la nuit tombante, l'émetteur-récepteur du lieutenant Marco Enríquez grésille. L'autre élément de la patrouille n'a rien trouvé non plus. Il ordonne la rappl. « On recommence demain. Et après-demain. Et tous les jours. Jusqu'à quand ? Je ne sais pas. »

Défendue par le gouvernement précédent de M. Jaime Paz Zamora (1989-1993), la « diplomatie de la coca » eut le mérite de poser, devant la communauté internationale, le problème de la substitution et du développement alternatif. Certes,

- (1) Agence non-américaine de lutte contre le trafic de drogue.
- (2) Les Umopar, forces de police paramilitaires, dépendent des FELCN (forces spéciales de lutte contre le narcotrafic), elles-mêmes « conseillées » par la DEA.
- (3) Militarisation de la feuille de coca.
- (4) 17 juillet 1980 – 5 octobre 1982.
- (5) Cf. Bernard Cassin, « Pleins feux sur la guerre « secrète » des États-Unis », Pierre Abélard, « Des millions de dollars pour les « combattants de la liberté » », et Ignacio Ramonet, « La longue guerre occulte contre le Nicaragua », respectivement dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1983, avril 1986 et février 1987.
- (6) Gregorio Lantta, ex-membre du Parlement et de la commission de lutte contre le narcotrafic, responsable du département socio-économique d'Action unida.



FEMME MARCHANT DE LA COCA
Cérémonie masca (500 av. J.-C.)

سكناء الالحل

صكنا من الاحول

la « loi 1008 », approuvée en 1988, répondait - et répond toujours - à une vision fondamentalement répressive (7), prévoyant d'éradiquer 5 000 hectares minimum par an, mais, dans ses articles 21 et 22, on parlait du principe de simultanéité avec le développement. L'option zéro « transfère toute la pression sur le paysan, assimilé à un délinquant. Or, nous confie M. Gregorio Lanza, « je n'ai jamais rencontré un professionnel, un ouvrier bien payé s'impliquant dans le narcotrafic. Les seuls qui y entrent sont ceux qui n'ont pas le choix. S'ils ont des solutions de rechange, ils n'iront pas ».

Des stratégies inefficaces. L'idée que la culture de la coca est provoquée uniquement par la rentabilité économique est ébrouée. « Alors, explique M. Roberto Lacorne, on a fait un grand effort, non pour attraper les narcos, mais pour faire chuter les prix de la coca, pour que les acheteurs s'en aillent, pour que les paysans n'aient plus où vendre (8). » On n'a pas découragé les cocaceros, on les a poussés à produire plus pour maintenir leurs revenus. Obstacle de leur part ? Pas si simple...

Lorsque, en mars dernier, acculé par Washington, le gouvernement de M. Sanchez de Lozada annonce que 1 750 hectares de coca « excédentaires » devront être éradiqués avant le 30 juin, les dirigeants cocaceros relèvent le défi et l'acceptent, « comme opportunité pour le peuple bolivien d'éviter les sanctions économiques ». Non sans avoir exigé - et obtenu - la libération de leurs dirigeants emprisonnés en vertu de l'état de siège (lire page 22). A peine les surfaces éradiquées, ils apprendront l'existence d'une série d'exigences des États-Unis pour les six années à venir, avec pour objectif la disparition de 34 000 hectares cette fois. Et le gouvernement bolivien, le corde au cou, d'annoncer un plan national pour l'éradication de 3 600 hectares avant le fin décembre 1995 - cela à quelques heures de l'arrivée d'instructeurs militaires américains. La colère et la tension montent. Les organisations de cocaceros annoncent qu'elles n'arracheront plus un arbuste de

coca tant que le gouvernement n'aura pas tenu ses promesses de développement.

On offre actuellement, dans les zones « en transition », entre 2 000 et 2 500 dollars par hectare éradiqué. Cette somme est inférieure à ce que rapporte un hectare de coca en une seule année ! Par ailleurs, la substitution de la coca est dépendante... de la coca. Pour qu'un paysan puisse investir dans d'autres cultures, et en attendant la première récolte, il a besoin d'argent et nul ne lui en fournit : « Ce qui veut dire qu'une stratégie de développement alternatif ne peut passer par la seule éradication », conclut M. Lacorne. Le paysan ne va pas mettre tous ses œufs dans le même panier, il faut une politique qui réduise peu à peu sa dépendance à l'égard de la coca.

Comment convaincre de pauvres paysans de cultiver des produits tropicaux qui se vendent à des prix insultants et en l'absence criante d'infrastructures ? « Il n'y a pas de marché pour les produits de substitution », confie un paysan qui a reçu 2 000 dollars et a emprunté : « Je ne peux plus payer mes dettes et je suis sur le point de perdre ma terre ! »

Curieuse écologie en tenue camouflée

On note certes des expériences intéressantes, des réussites locales, mais elles demeurent isolées. La Bolivie a à peine dépensé 230 millions de dollars, au cours des dix dernières années, pour la substitution de la coca. Si on décompte les frais de bureaucratie, d'administration, experts en tout genre (ils sont légion), il reste quelque 140 millions, 14 millions par an. « Pour remplacer une économie qui génère 500 millions de dollars annuellement », s'indigne M. Gregorio Lanza, « c'est insignifiant, ça ne peut pas marcher ».

Quelques jours auparavant, M. Victor Rico, secrétaire d'État aux affaires étrangères, confiait : « Nous reconnaissons que la Bolivie, en tant que telle, a des efforts à réaliser dans la lutte contre le narcotrafic. Mais laisser un État aussi faible que le nôtre, avec des problèmes sociaux terribles accumulés pendant tant d'années, seul face à ce problème, c'est le mener à l'abattoir ».

La tension est extrême. Soudain, on craint le pire. A Cochabamba, dans un cercle restreint, le rumeur circule. Les paysans ont décidé « d'attaquer et de prendre », demain, le poste Umopar d'Aroma. Dans la poudrière du parc Isidoro-Secura, l'étincelle qui peut tout faire exploser.

Curieux parc national de 1 500 000 hectares, créé en 1955, faute de trouver une solution aux revendications territoriales des départements de Beni et de Cochabamba sur cette zone du Chaparé. Depuis, environ 3 500 familles (18 000 colons) s'y sont installées, les premières voilà quinze ans. « Cette zone n'est pas ouverte à la colonisation », dit le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Sanchez Berzain. Tous les gens qui y sont y sont illégalement. Même s'ils y cultivaient de l'opium, ce serait illégalement. Mais, tandis que le gouvernement se drape dans la « protection du milieu naturel », éleveurs et forestiers se sont déjà appropriés des dizaines de milliers d'hectares, des compagnies pétrolières prospectent ouvertement (9).

Le 11 juillet 1995, des unités d'Umopar et de la police écologique ont pénétré dans le parc pour détruire, de force, la coca présumée cachée. Les cocaceros, organisés en comités clandestins (on est toujours sous état de siège), ont décidé de résister à cette destruction sans compensation. Le 14 juillet, plus d'une centaine de paysans et dirigeants sont arrêtés. La situation tourne à l'affrontement. Les chemins sont coupés par les cocaceros puis rouverts par



PARC ISIDORO-SECURA: S'ils veulent nous sortir, ils devront sortir nos cadavres

les unités d'Umopar, qui les font déguerger, sans douceur excessive, par la population civile. Lancée par une main anonyme, une bombe artisanale fait vingt et un blessés parmi policiers et paysans mêlés.

Plein ouest, un chemin pavé de galets. Des Chiripirí commencent la litanie de la rage et de la crainte. « Il y a un gringo de la DEA avec les « léopards ». Ils rentrent dans les maisons, ils nous sortent à coups de crosse. Ils obligent les enfants à dénoncer ceux qui ont bloqué les chemins. » Isinuta, dernier village avant le parc. « Ce que nous fait ce gouvernement, c'est pire que sous Garcia Meza ! Tous les jours, il rentre dix camionnettes d'Umopar. Moi, je suis chauffeur. Ils m'ont crevé les pneus avec une baïonnette. Il y a six camionnettes immobilisées. On est attaqués de tous les côtés. » La ligne de téléphone avec Cochabamba a été mystérieusement coupée.

Une pite abominable. Des hameaux pathétiques. Des hommes désespérés, des femmes en larmes. « A Bolivie, depuis deux jours ils éradiquent. Les gens se retrouvent sans rien. » Litanie des brutalités policières.

Un petit campement... pétrolier. Aroma, mome bled, le paloton d'Umopar, pas eu courrant de ce qui se prépare, un peu tendu pourtant. La piste encors, et une patrouille de la police écologique en train d'éradiquer les amacajos (10). Curieuse écologie, en tenue camouflée et M-16 au côté. Un officier, court-roulé. Brève explication sur le narcotrafic. Question : « Mais comment pourraient-ils cultiver autre chose et le commercialiser à travers cette piste infernale ? » Réponse : « Ils disent : on n'a pas de chemins, mais la coca, ils savent bien la vendre. D'ailleurs, si on fait une route, la colonisation va s'étendre et d'autres vont venir pour planter... de la coca. » La cause semble définitivement entendue, pas d'avenir pour eux. D'ailleurs, n'est-on pas dans un parc naturel ? « Ils détruisent la forêt, ils polluent les rivières, ils utilisent des explosifs. » En ce qui concerne les explosifs, les sociétés pétrolières ne s'en privent pas non plus. « Oui, mais elles ont des autorisations, et elles ne sont pas... contre le gouvernement ! »

A l'occa, dernier barrage non démantelé, des troncs barrent le chemin. Une foule aux visages

durs, impénétrables, Indiens, paysans usés. Certains portent encore leur ancien casque de mineur. Ils confirment. Dans une heure, ils partent à l'assaut du poste Umopar. Dans leurs mains, des machettes, des arcs et des flèches, des bâtons. En face, des fusils M-16. Conciliabules. Des émissaires, venus de Cochabamba, plaident la modération : « Vous allez au massacre... Le gouvernement n'attend que cela. Il pourra parler de narcoterrorisme. »

Ce jour-là, malgré l'exaspération, le raison l'emporte. Deux mille paysans se contentent de défiler jusqu'à Aroma et d'y manifester pacifiquement. Coup de théâtre. Prévenu par le radio d'Umopar, le général Simon Selas, commandant des FELCH, et le secrétaire national de défense sociale, M. Victor Hugo Canales, débarquent en hélicoptères pour une rencontre impromptue. Dialogue de sourds. Les premiers continuent à affirmer : « Il n'y a pas d'abus, nous suivons le chemin correct. » Les autres réclament le fin de l'« éradication forcée », la libération des dirigeants emprisonnés (11) et une véritable négociation.

Ce soir-là, le calme retombe lentement sur le parc Isidoro-Secura. Mais pour combien de temps ? En 1985, pleide un cocacero, on nous a expulsés des mines. Là-haut, pas de terre pour nous. Pour ne pas mourir, nous avons demandé du travail au gouvernement. On nous a jetés à la rue. Pour nourrir nos familles, on est venus chercher ce coin de pays. Maintenant, on veut nous délocaliser à nouveau. Pour aller où ? Nous ne partons pas. S'ils veulent nous sortir, ils devront sortir nos cadavres. »

MAURICE LEMOINE.

(7) Répressive et dangereuse : tandis que l'article 16 de la Constitution établit la présomption d'innocence tant que la culpabilité n'est pas démontrée, l'article 95 de la loi 1008 « permet la détention de « présumés coupables ».

(8) Directeur du Centre d'études de la réalité économique et sociale (Ceres), La Paz.

(9) La compagnie espagnole Repsol, associée avec l'australienne BHP, l'américaine Maxus et la française Elf.

(10) Jeunes plants de coca.

(11) Ils seront libérés fin juillet 1995.



DANS LE CHAPARE. LA CONSOMMATION TRADITIONNELLE COHABITE AVEC LE NARCOTRAFIC

DANS LES REVUES

o FOREIGN AFFAIRS. Souvenirs de M. Abba Eban sur la fondation des Nations unies : une réflexion de Paul Kennedy et Bruce Russett sur la réforme de l'Organisation. (N° 5, septembre, bimestriel, 7,95 dollars, 58th West 68th Street, New York, NY 10021.)

o FOREIGN POLICY. Éclairage un dossier sur la crise des Nations unies et un ensemble sur les perspectives de paix au Proche-Orient. (N° 100, automne, trimestriel, 7,95 dollars, 2400 N Street, NW Washington DC 20037-1153.)

o POLITICA EXTERIOR. Deux dossiers : un sur les relations États-Unis-Japon (avec, en particulier, un texte d'Arthur Schlesinger Jr., « La menace de l'isolationnisme ») et un autre sur l'Algérie (avec un important article, signé Edward G. Shirley, intitulé : « Le fondamentalisme au pouvoir »). (Vol. IX, n° 46, bimestriel, août-septembre, 1 300 ptas. - Padilla, 6, 28006 Madrid.)

o REVISTA ESPAÑOLA DE DEFENSA. Un texte de Samuel Huntington, directeur de l'Institut d'études stratégiques de Harvard, sur « Civils et militaires ». (N° 91, mensuel, septembre, 275 ptas. - Paseo de la Castellana, N° 109, 28071 Madrid.)

o ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Dans la nouvelle formule, un remarquable dossier sur « La France intégrale » et des articles, en particulier, sur la réforme fiscale et la future de la Coface. (N° 130, septembre-octobre, dix numéros par an, 20 F. - 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)

o REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES. Une livraison consacrée aux valeurs fondamentales (selon universelles) à travers les frontières, notamment le travail et la liberté. (N° 145, septembre, trimestriel, 120 F. - Éditions Érès, 11, rue des Alouettes, 31520 Ramonville-Saint-Agne.)

o POUVOIRS. Cette livraison traite du recrutement, de la liberté, de la légitimité et de la vie quotidienne des juges. (N° 74, 3^e trimestre, 95 F. - Altek Data, 55, route de Longjumeau, 91388 Chilly-Mazarin.)

o CARIERS FRANÇAIS. Une très belle livraison sur le thème des frontières de l'État dans le contexte de la mondialisation, de la montée en puissance des collectivités locales et de la construction européenne. (N° 271, mai-juin, 5 numéros par an, 55 F. - La Documentation française, Paris.)

o TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE. Une contribution de Jacques Robin sur la nécessité d'opposer une « pensée plurielle » à la pensée unique. Des notes d'Edgar Morin sur l'écologie et de Jean Chesneaux sur Munira. (N° 35, septembre-octobre, bimestriel, abonnement un an : 350 F. - 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)

o ÉTUDES. Les jeunes musulmans en France : prisons françaises et prisons hollandaises ; le débat dans l'Église catholique. (Septembre, mensuel, 55 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

o MÉDITERRANÉENNES. Dans cette revue bilingue, en français et en anglais, de beaux écrits de Bosnie, Croatie, Kosovo, Macédoine, Serbie, Slovaquie, etc. (N° 7, octobre, bimestriel, 80 F. - 6, rue du Mail, 75002 Paris.)

o PERSPECTIVES CHINOISES. Études sur le « national-confucianisme », sur l'avenir incertain des zones économiques spéciales, et sur l'évolution de Taïwan. (Juillet-août, bimestriel, 70 F. - CEIC, 18 F. Oriental Crystal bldg., 46 Lyndhurst Terrace, Central-Hong Kong.)

o COMMUNIST ECONOMIES AND ECONOMIC TRANSFORMATION. Des études sur les réformes économiques au Kirghizistan, l'emploi dans l'est de l'Allemagne, le comportement des entreprises russes et la conversion de l'industrie militaire russe. (N° 3, septembre 1995, trimestriel, abonnement un an : 42 livres. - Carfax Publishing Company, PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire OX14 3UE, Royaume-Uni.)

o DIALOGUE. Le drame de l'ex-Yugoslavie, avec notamment un bilan de quatre ans de guerre par Dragan Pavlovic. (N° 14, juin 1995, trimestriel, 50 F. - 17, chemin du Pont-d'Erville, 78520 Guernes par Limay.)

o LE CROQUANT. L'ancienne Yougoslavie très présente dans ce numéro : un « bilan du siècle » vu de Zagreb et un panorama de la nouvelle littérature slovaque. (N° 13, automne-hiver, semestriel, 100 F. - 12, place du Marché-Lyauté, 69006 Lyon.)

o LEVANT. Cette revue littéraire souhaite élargir le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée. On y trouve notamment un essai de Shlomo Elbaz sur la littérature palestinienne en Israël. (N° 7, juin, semestriel, 135 F. - 122, chaussée Jules-César, 92250 Beauchamp.)

o JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. « Souveraineté et sécurité de l'État palesti-

nien » ; « Palestiniens et Jordaniens, une crise d'identité ». Et le rapport d'activité de l'ADAP pour 1995. (N° 96, 6^e trimestre, 6,50 dollars. - University of California Press Journals, 2120 Berkeley Way, Berkeley CA 94704-8699.)

o AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT. Les millions en Afrique. (Vol. XX, n° 2, trimestre, 7 dollars. - CODESRIA, BP 3304, Dakar, Sénégal.)

o L'AFRICAIN. La revue des étudiants africains en Belgique - rand longuement coupée d'une journée d'études sur l'Afrique des Grands Lacs. (N° 5, juin-juillet, cinq numéros par an, 95 francs belges. - 7, rue Léon-Bernus, 6000 Charleroi.)

o CAHIERS MARXISTES. Une livraison consacrée à l'Amérique latine, avec, notamment, des textes de François Houtart « Les mouvements sociaux en Amérique latine » et d'Alain Duems « Cuba : une voie révolutionnaire vers le socialisme ? ». (N° 199, bimestriel, juillet-août, 200 F. belges. - 21, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

o ESPACES LATINO-AMÉRICAINS. Un article d'André Banson sur « L'intégration entre le Brésil et le Venezuela ». (N° 123, mensuel, septembre, 25 F. - R.P. 5035, 69245 Lyon Cedex 65.)

o PÉRIODIQUE DU CADTM. Dans une livraison spéciale, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde présente un accablant bilan sur le thème « Banque mondiale, FMI, organisation mondiale du commerce, qu'auffit ! ». (N° 15, trimestriel, 350 FB. - 29, rue Plantin, 1070 Bruxelles.)

o CROISSANCE. Le dossier du mois traite des diasporas, notamment palestinienne, chinoise, cubaine et espagnole. (N° 358, septembre 1995, mensuel, 32 F. - 168, boulevard Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

o PEUPLES EN MARCHÉ. Le tiers-monde à l'école : dessins sur l'état, l'environnement, le travail des enfants pour servir lors de la journée du tiers-monde, le 17 octobre. (Septembre, mensuel, 25 F. - 10, rue Lanterna, 69001 Lyon.)

o LES RÉALITÉS DE L'ÉCOLOGIE. Un dossier sur l'éducation à l'environnement et deux articles sur les dangers de l'accroissement de la radioactivité dans les champsignons, même comestibles. (N° 67, mensuel, septembre, 25 F. - 33, route de Bessières, 31240 L'Union.)

o ARCHIMÈDE & LÉONARD. La participation pratique des citoyens aux luttes et à la vie sociale et les nouvelles formes de citoyenneté. Des analyses et relances de savoir-faire dans différents pays européens (N° 12, hors série, été 1995, 70 F. - 2, rue Voltaire, 75011 Paris.)

o SAVOIRS ET FORMATION. Un dossier sur « L'islam, la religion des autres ». (N° 40-41, juin, périodique mensuel, 16, rue de Valenciennes, 53100 Montreuil.)

o ESPACE TEMPS. France : le contrôle d'identité ; lectures du modèle républicain. (N° 57/58, 3^e trimestre, 96 F. - BP 149, 75562 Paris Cedex 12.)

o PROJET. Un numéro fort bien conçu consacré à la civilisation urbaine aujourd'hui. (N° 243, automne, trimestriel, 65 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

o SAISONS D'ALSACE. Une livraison intitulée « Rénover l'Alsace » dans laquelle les auteurs s'interrogent sur la manière de faire face aux dérives extrémistes et au repli identitaire. (N° 129, automne, trimestriel, 85 F. - Éditions La Nuée bleue, 3, rue Saint-Pierre-le-Jumeau, 67000 Strasbourg.)

o EUROPE. Les écrivains et la seconde guerre mondiale : réflexions et témoignages, dont quelques asiatiques, sur le cauchemar et les espoirs de 1945. (Août-septembre, 110 F. - 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

o IMPRECOR. Hommage à Ernest Mandel, décédé le 20 juillet dernier. (N° 394, septembre 1995, mensuel, 35 F. - PECCI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11.)

Ethnologie française

A l'invitation de la revue, des ethnologues roumains prêtent la parole sur la Roumanie. C'est d'abord pour narrer leurs parcours intellectuels, si différents d'une génération à une autre, à travers guerres et changements de régimes politiques. C'est aussi pour montrer les divers visages sous lesquels se montre le patrimoine culturel aux yeux de leurs prédécesseurs, comment ceux-ci procédaient pour conserver ce patrimoine par un réseau de musées et d'instituts, quelles richesses s'y conservent, quels usages les ethnologues en font eux-mêmes aujourd'hui. C'est aussi pour indiquer, par des études de cas précis, comment les ethnologues d'hier et ceux d'aujourd'hui mènent l'étude des traditions culturelles de leur pays, en dépit des manipulations idéologiques et par delà les modes intellectuels. C'est enfin pour livrer des aperçus, toujours par études de cas, sur la manière dont ils commencent l'investigation de nouveaux terrains : par delà les villages ancestraux, la ville contemporaine, et les formes nouvelles de sociabilité.

On découvre ainsi, à travers autobiographies intellectuelles, bilans et études de cas, tout un domaine culturel, plus proche et plus lointain à la fois du domaine français qu'on ne l'imagine, mais roman comme lui, au cœur d'une Europe différente.

ROMANIA. CONSTRUCTIONS D'UNE NATION. 3/1995
J. Cuisenier. Connaître la Roumanie - Z. Rostas. Entretien avec Mihai Pop. - V. Mihăilescu-Răutu. Mettre sa main au milieu de son village. Grandeur et misère d'une ethnologie domestique. - G. Stoica. Godea. Le musée du village et son rôle dans la formation de l'ethnologie roumaine. - I. Popescu. L'art national : chez les Roumains. - I. Nicolae. Le musée du paysan roumain, histoire et histoire. - S. Lăzărescu. Les musées roumains d'ethnologie. - M. Cornari. La composante folklorique et les mondes à l'envers. - A. Manolescu. Érité du monastère. Fondation mythique, fondation actuelle en Transylvanie. - S. Radulescu. La musique paysanne roumaine. Systématisation ethnomusicologique et taxinomique populaire. - I. Ghiniciu. Le calendrier populaire. Mort et renaissance annuelle des divinités. - S. Vultur. De la reconstitution ethnographique à travers les récits de vie. - V. Mihăilescu-Răutu, Nicolae M. Gheorghiu. Le Bloc 311. Résidence et sociabilité dans un immeuble d'appartements sociaux à Bucarest.

Rédaction de la revue Ethnologie française, Musée national des A.T.P., 6, avenue du Mahatma Gandhi - 75116 Paris - Tél. : 44 17 60 84 - Fax : 44 17 60 60

Abonnements
Armand Colin Éditeur - Boîte Postale 22 - 41354 Veneuil
Prix : 455 F (4 numéros par an)
Vente au numéro : 120 F

UN ESSAI DE LUCIEN SFEZ

La Santé parfaite

Critique d'une nouvelle utopie

DES États-Unis au Japon, l'être postmoderne tremble, vacille, s'estompe et disparaît, comme ces images mal réglées des anciens téléviseurs. Des intellectuels encore, mais d'un autre type, s'activent furieusement. Il s'agit de biologistes ou d'écologues, adeptes d'une conception biosphérique de la vie. Ils nous disent, chacun à sa manière, que le réel est revenu. Et l'Histoire aussi. Et aussi le pouvoir. Aux « Il n'y a plus... » des philosophes s'opposent les « Il y a à nouveau » (mais sûrement) des intellectuels praticiens. Leur science parle, et la postmodernité ne peut rien leur répondre, sauf à enlever quelque querelle de mots. Mais les praticiens n'ont que faire de ces mots. Ils font. Refondation ou enfin vraie fondation : peu importe.

Cette nouvelle fondation du sens repose sur la base matérielle, matérielle, la plus extrême qui soit : notre appareil de perception du monde et d'action sur le monde, notre corps, indissociable du corps de la planète. Santé parfaite des deux corps, l'un par l'autre, l'un dans l'autre. Santé parfaite comme visée et comme moyen. Santé pour la vie. Mais aussi vivre pour être en bonne santé. Vivre pour faire vivre les biotechnologies et les technologies de l'écologie, sans lesquelles la Grande Santé ne serait pas [...].

Il n'est question ici ni de bioéthique ni d'écologie, mais d'une utopie en formation qu'on ne semble pas encore avoir aperçue dans toutes ses implications, dans sa totalité à deux faces : le corps humain et celui de la planète. Utopie et non pas idéologie. Ou de moins en moins idéologie et de plus en plus utopie [...].

Trois cas (ou objets) révèlent bien ce phénomène. Il s'agit du projet Génome, projet mondial de cartographie et de séquençage du génome humain ; de Biosphère II (lire *Biosphere Two*), opération américaine qui a mis sous de grands hangars de verre, durant deux ans, les cinq principaux biomes de l'humanité, trois mille espèces d'animaux et de végétaux et huit humains ; enfin, de l'*artificial life* (cette fois-ci, disons-le explicitement en américain), projet du Santa Fe Institute qui tend à installer des populations entières d'êtres artificiels dans des ordinateurs. Ces êtres en groupe naissent, vivent, mangent, font l'amour, se reposent, combattent, meurent, vieillissent et meurent. Mis ensemble, ces trois projets constituent l'utopie ou les utopies des années 2000 et suivantes. Ils entendent donner sens à nos sociétés défilées, éclatées [...].

L'utopie de santé parfaite inclut pêle-mêle la culture du petit, des éléments de la Bible, la liberté individualiste, l'absence de hiérarchie, l'écologie et les sciences de la décision, l'intelligence artificielle et la cybernétique, le vieux rêve de Marx où chacun est à la fois cordonnier, musicien et philosophe, le colonialisme aussi. Autant d'éléments qui préexistaient, mais projetés, « utopisés » en immortalité, en divinité (tous les attributs de Dieu sont ici présents), en prophétie dans l'infini du micro-macro, dans le gène et dans la biosphère. L'ennemi n'est plus à l'extérieur, ennemi à combattre ou à civiliser comme le sauvage d'antan. Il est à l'intérieur, dans l'humain qui veut détruire l'équilibre de la planète, dans la ville, dans nos gènes. Ici toujours l'image d'un sauvage travaille l'imaginaire.

Ce sauvage, ce primitif, c'est l'homme génétiquement parfait, sain, robuste, qui vit très longtemps dans une nature généreuse réconciliée avec elle-même et avec l'homme. Ce primitif parfait nous tend le miroir de nos limites, de nos imperfections, de nos maladies (même les maladies mentales) et de nos erreurs. En somme, les utopies sociales des XIX^e et XIX^e siècles avaient créé l'image du sauvage qui définissait en creux le civilisé (1). L'utopie technologique du XXI^e siècle, de type bioécologique, crée l'image d'un autre primitif, le sauvage en nous, modèle à atteindre qui réfute la finalité, celle des maladies toujours soignées trop tard, après coup.

Où l'on voit que les utopies ont changé de « chiffre », pour reprendre la terminologie de Mühlmann : « Le millénarisme ne se laisse pas toujours suivre à la trace sur les mêmes lignes historiques... Les phénomènes changent de figure et deviennent méconnaissables. Leur « chiffre » change... (2). » [...].

On retrouve trace de l'idéal de santé totale et d'immortalité dans de nombreux prophétismes, structures mythiques réitérées de ces utopies, qui entendent toujours restaurer l'état de pureté originelle. Quand l'âge d'or semble arrivé, on prophétise santé parfaite et immortalité, indissociables de la Nouvelle Jérusalem. Et pour conclure : « L'idéal de santé totale, de bonheur parfait, d'ataraxie et de loisir : toutes valeurs relatives à

Venue d'Amérique, comme l'idéologie de la décision des années 70 et celle de la communication des années 80, l'utopie de la « santé parfaite », qui les relaie, est l'avant le plus achevé du technoscientisme. Dans un ouvrage qui paraît en ce début octobre (et dont on lira ci-contre quelques extraits), Lucien Sfez décrit trois grandes aventures qui pourraient avoir une influence capitale sur nos sociétés. Il s'agit, du gigantesque projet de séquençage du génome humain ; de l'expérience Biosphère II ; et des tentatives de créer sur ordinateur des êtres artificiels (*artificial life*). Trois cheminement vers la surhumanité, vers un Adam d'avant la chute, en quelque sorte vers l'immortalité... Mais les aspirations au retour à l'origine, à l'indistinction des sexes, à la totale propriété, à une hygiène alimentaire absolue et à une sécurité sans faille ne sont-elles pas avant de manières de camoufler les divisions sociales et de les perpétuer ?



MYOLOGIE COMPLÈTE
DE GAUTIER D'AGUTY ET DUVERNEY (1746)

l'alternance rythmique du manque et du bien-être, du succès et de l'échec, de la peine et du repos, de la profusion et de la rareté. Souligner ces valeurs de contraste, c'est souligner le rapport tension/résolution (3). » [...].

La Grande Santé vise la base de toute existence, de toute perception, de toute réalité possible : le corps, celui de l'individu, celui de la planète. La Grande Santé se donne un moyen radicalement neuf de transformation : le récit utopique, inséparable de sa réalisation. Enfin, la Grande Santé se repose exclusivement sur la science, science biologique, écologique et informatique, pour assurer son pouvoir. Les biotechnologies et leur publicité jouent ici leur partie maîtresse.

Qui peut alors contester la science et ses applications biotechnologiques ? Qui peut contester le souhait utopique de survie et d'immortalité ? Qui pourrait encore prétendre limiter les thérapies possibles à nos corps fragiles, à notre planète menacée ?

L'individualisme fera le reste, avec ses replis narcissiques, et entraînant tous les changements économico-culturels. Obsédé par sa santé physique et mentale, l'individu d'aujourd'hui ne vit que des rapports inter-mittents avec la médecine qui reste principalement thérapeutique, donc occasionnelle, limitée au moment du mal à soigner. Il n'en va plus de même dans la logique d'une médecine préventive universelle. Ses capacités de prédiction, par la localisation des gènes défectueux, sont immenses. Une prévention systématique sera recherchée. Fini le rapport intermittent à la médecine. Le rapport sera permanent, total. Totalitaire. Tandis que l'économie de la santé jouera un rôle central dans l'équilibre (ou le déséquilibre) des forces. Mieux encore, la santé d'une population est indissociable de celle des autres, comme on le voit déjà à propos du sida et de toutes les maladies dont il provoque le retour (comme en témoigne la renaissance de la tuberculose). L'hygiène d'une population, c'est l'hygiène de toutes. De même que la « vie » de la planète ne se limite pas à la juxtaposition de ses parties, mais aux interrelations dans un tout.

Ce n'est sans doute pas un hasard si la Grande Santé vient effacer la postmodernité. Nous ne pouvons surprendre ici que les disciples et non le prophète de la postmodernité, Jean-François Lyotard. Celui-ci disait, déjà en 1983, à l'École Théofléak, que le corps est la région de résistance aux tentatives forces de la postmodernité (résistance dans la perception esthétique, mais résistance aussi dans l'habitat, la maîtrise de l'espace dans la vie quotidienne) : « Est-ce qu'on aura un équilibre entre ce qui relève du corps, et qui sera très peu modifiable, et puis le reste ? Je n'en sais rien (4). »

La réponse est venue, imprévue, imprévisible. Oui, c'est bien du corps qu'est venue la résistance. Non pas du côté du vieux corps humaniste et chrétien, impuissant sous les chocs de la modernité. Mais du côté d'un corps à faire, à refaire, à parfaire. Corps fondé en science biologique et écologique, autour duquel peuvent se structurer les éléments éparpillés du social. Et ce n'est pas non plus un corps postmoderne fait de griffes et d'aigles, de mutilations et de fractures entremêlées, travaillé et cousu comme le corps des militaires vétérans. Non point.

Car il s'agit du corps « original » générique du génome, fait des gènes de tous les hommes de la Terre. Corps individuel à défendre dans son intégrité originelle et seulement à purifier. Corps planétaire aussi, à protéger dans ses origines et à parfaire. Ce corps nouveau, en somme, est aussi très ancien. Il prend juste ce qu'il faut de courtes, de « plus et moins (5) » à la postmodernité pour se refonder dans ses origines adamiques et, en retour, effacer les derniers effluves postmodernistes, car les nouvelles certitudes sont arrivées par lui.

Que Lyotard ait entrevu la figure est extrêmement intéressant. Il a en somme affirmé et posé, puis hésité. Mais l'hésitation n'est plus permise à l'orée de l'an 2000. C'est que tout a basculé, sous les effets conjugués des biotechnologies et des découvertes scientifiques, qui changent un discours tenu jusque-là sur le mode mineur en discours structurant des pensées et des comportements, renforcé encore par l'analyse économique des transferts sociaux intergénérationnels. Le contrat social de l'après-guerre, qui permettait les consensus sociaux par un équilibre entre les générations, s'est effondré. Les jeunes payaient pour les vieux. La santé occupait dans ce contrat social une place centrale. Or, aujourd'hui, l'équilibre intergénérationnel n'existe plus. Les jeunes ne paieront pas pour les vieux en l'an 2000.

Au moment même où éclate la Grande Santé, la prévention généralisée va se développer. C'est à dire un rapport totalisant et totalitaire à la médecine, qui ne se réduira plus à une thérapie au cas par cas, mais se transformera en thérapie prédictive généralisée, extrêmement coûteuse. La tension sera alors à son comble entre les capacités technologiques de la nouvelle médecine et son coût.

Très peu pourront en profiter. On voit mal comment une part importante de la gestion de la santé ne sera pas logée dans la sphère privée. Seuls quelques-uns pourront se payer cette santé-là. Société à deux vitesses, ou plutôt deux sociétés qui se séparent de plus en plus l'une de l'autre. Tensions insupportables. Dans ce concert, une voix idéologique dominera de plus en plus : celle de la Grande Santé, ou voix de la purification générale, qui sera d'autant plus mise en avant qu'elle camouflera une société divisée en elle-même. Un peu comme le discours hygiéniste tenu aux plus pauvres au XIX^e siècle ou aux pays sous-développés au XX^e. Discours d'autant plus travaillé et public qu'il ne peut résoudre les contradictions ni supprimer les vertiges des sociétés en défection.

La Grande Santé, montage idéologique, symbolique et utopique de tout premier plan, nous entraîne dans de longues décennies sous son pavillon généreux et zéro. Elle a pour elle tout le début du troisième millénaire.

(Extraits de *La Santé parfaite. Critique d'une nouvelle utopie*, Sfez, Paris, 400 pages, 140 F, en librairie début octobre 1995.)

(1) Comme l'a montré Christian Marquet, *Utopie et Primitivisme*, Seuil, Paris, 1990.
(2) Wilhelm E. Mühlmann, *Messianismes révolutionnaires du tiers-monde*, Gallimard, Paris, 1968.
(3) Ibid.
(4) « Les petits récits de chrymide », in Élie Théofléak (sous la direction de), *Les Immortels*, Autrement, Paris, 1985.
(5) Le tout est du Montaigne.

Lucien Sfez est professeur à l'université Paris-I, directeur de la formation doctorale « Communication, technologies et pouvoir ». Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Le Message du simple* (en collaboration avec P. Christian et A. Göttinger), Seuil, Paris, 1994 ; *Dictionnaire critique de la communication*, 2 vol., PUF, Paris, 1993 ; *Critique de la communication*, Seuil, Paris, 1988 ; et *La Décision*, coll. « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1994.

COGEDIM

VIVRE SUR UN JARDIN, A 250 M DU TROCADERO

Entre la rue de Passy et le Trocadéro, cette prestigieuse résidence offre côté rue, une superbe façade pierre et, côté jardin, un petit immeuble et une maison particulière. BUREAU DE VENTE SUR PLACE 13/15, RUE FRANKLIN

PASSY-TROCADERO PARIS XVI^e

TEL. 41 05 30 30

LA QUALITÉ FAIT LA DIFFÉRENCE

COGEDIM

Dans un site unique à Paris,

sur 14 hectares d'espaces verts, la dernière résidence construite sur le Parc André Citroën, face à la Seine.

Grand Parc

XV^e sur Seine

Tel. (1) 41 05 30 30 75835 Paris Cedex 17

ETUDES EN S

École Lémania Lausanne

سكن في الجبل

هكذا من الامم

CYBERESPACE ET DÉMOCRATIE

Pour l'intelligence collective

FACE à l'irruption des nouvelles technologies de la communication et de l'information, certains penseurs mettent en garde contre les dérives et les dangers que cela suppose pour la démocratie. D'autres, comme l'auteur de l'article ci-dessous, y voient, au contraire, l'occasion d'un nouvel élan pour la participation civique des citoyens. Sa thèse, en particulier, de « l'intelligence collective » est séduisante qui annonce, grâce aux performances du multimédia, une nouvelle étape du projet républicain garantissant « l'accès de tous au savoir ».

Par PIERRE LÉVY*

L'intelligence collective est le projet d'une intelligence variée, partout distribuée, toujours valorisée et mise en synergie en temps réel. A quelle situation répond ce projet ? Au regard d'une économie globale de l'humain, le chômage, l'exclusion, l'enfermement des activités salariées dans de trop étroites limites, l'absence de participation des citoyens aux décisions qui les concernent, ainsi que les cloisonnements administratifs ou disciplinaires, représentent autant de gaspillages inacceptables. Alors qu'on ne laisse dormir aucune ressource économique ou financière, que les administrations et les entreprises resserrent impitoyablement leurs budgets et que, enfin, quelques grands principes écologistes font lentement leur chemin dans les esprits, poussent à recycler les matériaux, des sources précieuses de richesses demeurent gâchées sans compter : en particulier, des compétences humaines.

Savez-vous combien de temps les agents de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) consacrent à recueillir des informations sur les compétences des personnes qui viennent s'y inscrire pour la première fois ? Dix minutes. Encore faut-il retrancher le temps consacré aux formalités administratives ! Ce simple petit détail trahirait de juger une société. Ajoutons que la plupart des entreprises ne reconnaissent pas les compétences individuelles de leurs salariés, qui ne sont appréhendées (quand elles le sont) qu'à partir de profils de postes ou de métiers définis *a priori*. Les individus deviennent donc

(fonsement) interchangeables. Soulignons enfin cette banalité : si les diplômes étaient de bons marqueurs de la compétence, la majorité de l'humanité et la majorité des Français « ne sauraient rien ». Outre son caractère statique, un des plus grands effets pervers du système des diplômes est d'autoriser, à l'égard des non-diplômés (largement majoritaires en nombre), des jugements sociaux sans appel d'exclusion de l'espace du savoir.

L'intelligence collective est fondée, en premier lieu, sur un principe fort : chacun sait quelque chose. Il s'agit là d'un approfondissement du projet républicain de garantir l'accès de tous au savoir. Car ne parler que de l'accès maintient l'exclusion de principe de ceux qui sont victimes de l'échec scolaire. Émancipateur au XIX^e siècle, ce slogan entérine aujourd'hui le monopole de la validation officielle des connaissances. Il fait surtout le jeu des « marchands de savoir » qui se mettent sur les rangs du multimédia et des « autoroutes de l'information ». Ceux-là peuvent toujours prétendre qu'ils offrent un meilleur accès, plus facile, plus libre, plus ludique, et s'engouffrent ainsi dans les failles des services publics d'éducation. Avant de promettre l'accès, le projet de l'intelligence collective veut donc promouvoir dans les écoles, dans les quartiers, dans les entreprises, la reconnaissance des compétences et des savoirs déjà acquis. Adonc, cercle vicieux de la disqualification, elle oppose une dynamique de l'expression, de l'écoute et de la reconnaissance.

Accès de tous au savoir de tous

MAIS si chacun sait quelque chose, nul ne sait tout. L'activité insaisissable du Mouvement des réseaux d'échange des savoirs, à laquelle ont participé des dizaines de milliers de personnes dans les quartiers, les écoles et les entreprises depuis plus de dix ans en France, illustre magnifiquement l'éthique et la pratique de l'apprentissage coopératif. Accès au savoir, oui, mais conçu comme accès de tous au savoir de tous : de l'échange des savoirs comme nouvelle forme du bien social. Chaque être humain est, pour les autres, une source de connaissances. « Tu as d'autant plus à m'apprendre que m'en es étranger. » L'intelligence collective n'est donc pas la fusion des intelligences individuelles dans une sorte de magma communautaire mais, au contraire, la mise en valeur et la relance mutuelle des singularités.

Actuellement, non seulement les structures sociales organisent souvent l'ignorance sur les capacités des individus, mais elles bloquent les synergies transversales entre projets, ressources et compétences, elles inhibent les coopérations. Pourtant, la multiplication des intelligences les unes par les autres est la clé du succès économique, à l'échelle aussi bien des régions que des entreprises. Ce serait également une des voies du renouveau de la démocratie. Une société « intelligente partout » sera toujours plus efficace et vigoureuse qu'une société intelligemment dirigée.

* Auteur de *L'intelligence collective*, La Découverte, Paris, 1994, et, avec Michel Antier, de *Les Arbres de connaissances*, La Découverte, Paris, 1992.

dans un espace qualitativement différencié, non figé, aménagé par les participants. Explorable. Ici, on ne rencontre pas les gens principalement par leur nom, leur position géographique ou sociale, mais selon des centres d'intérêt, sur un paysage commun du sens ou du savoir. Il en est ainsi, par exemple, dans le réseau de réseaux Internet, ou dans certaines organisations grâce à des logiciels pour le travail et l'apprentissage coopératif.

Le « cyberspace » manifeste des propriétés neuves, qui en font un instrument de coordination non hiérarchique, de mise en synergie rapide des intelligences, d'échange de connaissances et de navigation dans les savoirs (1). Son extension s'accompagne d'une rupture de civilisation rapide, profonde et irréversible. Mais le sens de cette rupture n'est ni garanti ni univoque. Pourquoi ne pas saisir ce moment rare où s'annonce une culture nouvelle pour orienter délibérément l'évolution en cours ? A raisonner en termes d'impact, on se condamne à subir. La technique propose, mais le citoyen dispose. Cessons de diaboliser le virtuel (comme si c'était le contraire du réel !). Le choix n'est pas entre la nostalgie d'un réel daté et un virtuel menaçant ou excitant, mais entre différentes conceptions du virtuel. L'alternative est simple. Ou bien le « cyberspace » reproduira le médiatique, le spectaculaire, la consommation d'informations marchandes et l'exclusion à une échelle encore plus gigantesque. C'est, en gros, la pente naturelle des « autoroutes de l'information ». Ou bien nous nous mobilisons en faveur d'un projet de civilisation centré sur l'intelligence collective : récréation du lien social par les échanges de savoir, reconnaissance,

écoute et valorisation des singularités, démocratie plus ouverte, plus directe, plus participative.

Les Arbres de connaissances (2) sont une illustration pratique de ce projet. Il s'agit d'une méthode informatisée pour la gestion globale des compétences dans les établissements d'enseignement, les entreprises, les bassins d'emploi, les collectivités locales et les associations. Elle est expérimentée sur plusieurs terrains en Europe et particulièrement en France (grandes entreprises, PME, universités, organismes de logements sociaux, etc.). Grâce à cette approche, chaque membre d'une communauté peut faire reconnaître la diversité de ses compétences, même celles qui ne sont pas validées par les systèmes scolaires et universitaires classiques.

Poussant à partir des autodescription des personnes, l'arbre des connaissances rend visible la multiplicité organisée des compétences disponibles dans une communauté. Lisible sur écran, cette carte dynamique des savoir-faire d'un groupe ne résulte pas d'une quelconque classification *a priori* des savoirs : elle est l'expression, évoluant en temps réel, des parcours d'apprentissage et d'expérience des membres de la collectivité.

Des messageries électroniques adressées par la connaissance mettent en relation l'ensemble des offres et des demandes de savoir-faire au sein de la communauté, signalent les disponibilités de formations et d'échange pour chaque compétence élémentaire. Il s'agit donc d'un instrument au service du lien social par l'échange des savoirs et l'emploi des compétences. Toutes les transactions et interrogations enregistrées par le dispositif contribuent à

déterminer en permanence la valeur (toujours contextuelle) des compétences élémentaires en fonction de différents critères économiques, pédagogiques et sociaux. Cette évaluation continue par l'usage est un mécanisme essentiel d'autorégulation.

A l'échelon d'une localité, le système des arbres de connaissances peut contribuer à lutter contre l'exclusion et le chômage en reconnaissant les savoir-faire de ceux qui n'ont aucun diplôme, en favorisant une meilleure adaptation de la formation à l'emploi, en stimulant un véritable « marché de la compétence ». Au niveau de réseaux d'écoles et d'universités, le système permet de mettre en œuvre une pédagogie coopérative décloisonnée et personnalisée. Dans une organisation, les arbres de connaissances offrent des instruments de repérage et de mobilisation des savoir-faire, d'évaluation des formations, ainsi qu'une vision stratégique des évolutions et des besoins de compétences.

Dans tous les cas, les individus gagnent une meilleure appréhension de leur situation dans l'espace du savoir des communautés auxquelles ils participent et peuvent élaborer en connaissance de cause leurs propres stratégies d'apprentissage. Tant il est vrai que l'intelligence collective, projet humaniste, ne peut être qu'un service ultime des citoyens.

(1) Lire, en particulier, les articles de Carlos Alberto Alfaro, Roberto Bisio et Paul Virello, « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir*, n° 27, septembre 1995.

(2) Les arbres de connaissances, ou arbres de compétences, sont une marque déposée de la société Trivium (23, rue des Lombards, 75004 Paris. Tél. : 42-78-64-42 ; télécopieur : 42-78-64-47), qui a mis au point, dans ce but, le logiciel Gingo (disponible à la même adresse).

ESPRIT

Juillet 1995

Ambitions japonaises

Nouvel asiatisme et « guerre des civilisations »
L'idéologie du dépassement de l'Occident

Août-septembre 1995

L'avenir du travail

Une autre politique économique ?
Quand la croissance ne crée plus d'emplois
Vers une société sans travail ?

Robert Boss, Daniel Cohen, Jean-Paul Fitoussi,
Jean-Paul Maréchal, Dominique Méda,
Daniel Mothé, Bernard Perret

Octobre 1995

Prisons à la dérive

Inflation carcérale et dérive pénale
Pour une nouvelle intelligence de la peine
Claude Faugeron, Antoine Garapon,
Jean-Paul Jean, Denis Salas

Le numéro : 30 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33

ETUDES EN SUISSE
• Baccalauréat français, séries L, E, S
• Maturité suisse A, B, C, D, E
• Diplômes :
• Commerce, secrétaire de direction, gestion
• Anglais intensif (Cambridge, TOEFL & TOEIC)
• Français intensif (Alliance Française)
• Français degré (Alliance Française)
• Pré-MBA - Lémania Business Diploma
• Pre-MBA - Lémania preparatory course
• Hotel management preparatory course
• Cours de vacances : juin - octobre

Ecole Lémania Lausanne
Ecole Lémania
3, ch. de Prévaille - CH 1801 Lausanne
Tél. 19 41 21 320 15 01 - Fax 19 41 21 312 67 00
Internet et externat

LES LIVRES

JOHN LE CARRÉ AU CAUCASE

En un combat solidaire

OUR GAME, de John Le Carré, Hodder & Stoughton, Londres, 1995, 347 pages, 16,99 livres.

On le sait à présent : d'après les plans secrets de l'OTAN qui prévoient, après une troisième guerre mondiale, l'occupation de l'URSS, le Caucase aurait fait partie de la zone d'occupation britannique. Peut-être pensait-on à l'époque que l'expérience coloniale du Royaume-Uni en Irlande ou au Proche-Orient prédisposait ce pays à une telle mission. Ou peut-être était-ce l'idée que l'intérêt un peu romantique des Britanniques pour cette région aurait fait d'eux des occupants tout à fait convenables. Chaud, le chef de la guéilla tchéchène du dix-neuvième siècle, avait en effet demandé à la reine Victoria de l'aider à combattre le tsar. Et, après la première guerre mondiale, une force britannique avait occupé Bakou.

John Le Carré évoque ce passé dans son nouveau roman, mais dans le contexte post-communiste. Les peuples du Caucase (dans le livre, les Ingouches musulmans) se soulèvent à la fois contre les Russes et contre leurs vieux adversaires les Osètes, pro-russes et chrétiens. Les Russes du roman agissent avec les Ingouches de façon qui rappelle à s'y méprendre leur comportement avec les Tchétchènes. Au départ, le narrateur, un ancien officier de renseignement retraité proche de la cinquantaine, paraît peu disposé à s'impliquer dans un autre conflit éloigné : « Pour lui, le monde n'était qu'une jungle envahie par des sauvages ».

Le Carré réussit très bien à jouer du contexte politique quand il mentionne Grozny et Vladikavkaz, encore plus quand il évoque les réactions hésitantes aux guerres étrangères. En des termes qui font écho à ce qu'on entend à propos de la Bosnie, il ironise sur « ces visions sentimentales de guerres abstraites conduites par les forces des Nations unies à qui on donne le droit de mettre un uniforme à la Batman pour, sûrement, que cela leur sera ordonné, engage la lutte contre la tyrannie, la peste et la famine ». Pourtant, lorsqu'à la fin du roman, il parvient enfin au Caucase, le narrateur s'engage à fond dans le combat solidaire. Le ton rappelle Joseph Conrad, mais surtout le destin de Byron, cet aristocrate et poète anglais qui, en 1824, mourut aux côtés des Grecs lors de leur guerre d'indépendance.

LES lecteurs des précédents romans de Le Carré retrouveront dans celui-ci bien des traits qui leur sont familiers : l'évocation du travail clandestin, la méfiance inscrite dans des amis et des collègues, l'inspection soupçonneuse du passé de chacun pour s'assurer qu'il ne cache aucune trahison. L'étude de l'univers des services secrets après la guerre froide constitue l'essentiel de l'intrigue. Les vieilles pratiques se poursuivent, et la haine qui était réservée au communisme se déplace à présent sur les campagnes militaires néo-tsaristes dans le Caucase. Les services secrets britanniques — dont Le Carré fut un agent — ont en partie répondu à ces changements : autrefois invisibles, ils ont à présent un statut légal.

Les choses avancent avec lenteur. Our Game décrit le monde souterrain à la fois des espions, de ceux qui les contrôlent et de ceux qu'ils manipulent, mais aussi les rituels du sport de l'école qui ont fréquenté le narrateur tout comme son ancien agent en fuite. Il y a des femmes dans ce roman, l'une d'entre elles — une interrogatoire redoublante — agée et apparemment assurée. Mais l'autre femme, jeune, est, comme trop souvent chez lui, irresponsable, ballotée par des causes politiques perdues d'avance, et motivée par un appétit sexuel sournois et dévorant. Le mur de Berlin peut bien avoir disparu, l'élite britannique et ses secrets, Oxford, l'homosexualité latente, les diplomates et leurs intrigues, sont toujours là. Et c'est peut-être cela le vrai jeu dans lequel le narrateur se perd : il est plus facile de mourir pour une grande cause lointaine et romantique que de chercher à former, là où on se trouve, une relation affective à peu près stable.

FRED HALLIDAY.

EUROPE

JACQUES DELORS AND EUROPEAN INTEGRATION. — George Ross

★ Polity Press, Oxford, 1995, 328 pages, 14,95 livres.

Un titre bien général pour un contenu en majeure partie très « pointu » : ce que nous propose l'universitaire américain George Ross n'est pas seulement une réflexion sur l'apport de M. Jacques Delors à l'intégration européenne, mais aussi et surtout un travail d'ethnographie politique, une sorte de « vie quotidienne » à la Commission de Bruxelles, vue du cabinet de son président, pendant l'année cruciale 1991 où se négocia le traité de Maastricht. L'auteur a en le privilège d'être intégré au petit cercle des collaborateurs de M. Delors, et de voir ainsi en action une équipe fort motivée mais pas nécessairement proche de la sensibilité populaire.

George Ross montre que le vent favorable à l'intégration commença à tourner en 1989, la crise du bloc communiste ramenant les États en première ligne. Le retour de la récession, la difficile ratification du traité de Maastricht contraignirent les « européens » à adopter un profil beaucoup plus bas. Surtout, à l'heure du bilan de dix ans de présidence française de la Commission, l'auteur se demande si l'Europe réellement existante est bien celle que l'on peut souhaiter, et même celle que voulait M. Delors, où la libération des forces du marché serait équilibrée par une norme et des objectifs politiques. Si bienveillant qu'il soit, l'auteur ne conclut pas positivement, et on le comprend.

B. C.

LES GRANDS MYTHES DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE, DE FLANDRE ET DE WALLONIE. — Sous la direction d'Anne Morill

★ Éditions Via ouvrière, Bruxelles, 1995, 312 pages, 345 francs belges.

Des anciens Belges à Godofroy de Bouillon, de Charles Quint à la révolution de 1930, de l'époque à nos jours de la Belgique, une vingtaine d'historiens examinent les mythes fondateurs de leur pays, dont le rôle principal a été de consolider l'identité nationale et la monarchie. Ils passent au crible de la froide réalité des papiers sacrés de la Belgique : Albert I^{er}, symbole de la résistance à l'occupant, fut en réalité un partisan d'un pacte de compromis ; Jules Destrée, figure de proue du socialisme et du fédéralisme, fut un nationaliste et un monarchiste ; Thibaut, héros sans faille et sans reproche, couvrit des périodes antérieures. Pourtant, concluent les auteurs, si seules demeurent qu'à ces mythes on en substitue d'autres au nom d'une identité wallonne ou flamande. Un ouvrage rigoureux, iconoclaste et salutaire.

SERGIO CARROZZO.

PROCHE-ORIENT

SANAA HORS DES MURS : UNE VILLE ARABE CONTEMPORAINE. — Coordination Gilbert Grandguillaume, Franck Merrier et Jean-François Troin

★ Urbana, coll. « Villes du monde arabe », B.P. 2221, 37 021 Tours Cedex, 1995, 247 pages, 120 F.

Déclarée par l'Unesco ville patrimoine de l'humanité, Sanaa est surtout connue pour la beauté de ses maisons-tours. Mais la capitale du Yémen est aussi, au cœur de la nation et par-delà ses dédicaces conjoncturelles, un exceptionnel lieu où s'observent les jeux complexes des forces politiques et sociales qui sont en train de façonner la modernisation du pays. Dans un livre très attachant, un groupe de chercheurs de l'université de Tours (Urbana) et du Centre français d'études yéménites à Sanaa consignent le résultat de sept années de recherches dont l'objectif principal était de voir comment le Yémen assume le « changement » qui bouleverse le monde arabe. Fût-ce des contradictions superficielles sur les contradictions et les divisions internes, qui généralement accompagnent les informations de presse lorsque des troubles agitent la région, les auteurs, en se tenant très proches des réalités profondes, traitent de la géographie urbaine, du sens des élections, des modes de vie et de consommation, etc. Le lecteur découvre alors une spécificité qui fait dire à Gilbert Grandguillaume dans son introduction que « le Yémen et sa capitale Sanaa assument mieux que d'autres pays ce problème de la transmission de l'adaptation à une situation moderne dans la continuité avec le passé ».

M. P.

SOCIÉTÉ

LIBERTÉ SUR PAROLES. — Christophe Soulié

★ Éditions Anale, B.P. 28, 33031 Bordeaux Cedex, 1995, 294 pages, 120 F.

Qui se souvient du Comité d'action des prisonniers et de son journal du même nom ? Comme bien d'autres expériences communistes vécues dans la fournaise de mai 68, elle semble dépeinte appartenir à une autre planète. Pour la première fois, de 1972 à 1980, des prisonniers ont eu droit communément la parole pour dire leur vie, leur prison, leur espoir, en étant soutenus par une poignée d'intellectuels (Michel Foucault, Claude Mauriac, Paul Thibaud). C'est l'histoire de cette prise de parole que nous conte ici Christophe Soulié, lui-même ancien prisonnier et modeste acteur de cette histoire. Un propos qui n'est pas uniquement narratif puisqu'il est régulièrement émaillé de réflexions théoriques et de considérations historiques sur le droit, la justice, l'injustice, la prison, etc., destinées à mettre en cause la légitimité de l'emprisonnement carcéral. Un propos très rare et d'autant plus précieux que domine le « tout répressif », ainsi qu'en témoignent aussi bien l'adoption du nouveau code pénal que le traitement réservé aux populations des banlieues marginalisées par la crise, qui composent l'essentiel de la clientèle pénitentiaire.

ALAIN BIER.

LA VIE DEVANT NOUS. — Denis Labayle

★ Le Seuil, Paris, 1995, 280 pages, 120 F.

Émotions garanties, spectacle éblouissant attend le lecteur tout au long de cette promenade au pays de l'« or gris » : le marché de la vieillesse et des maisons de retraite ; une visite magistrale guidée par un chef de service d'un grand hôpital de la région parisienne. Le gisement est prometteur : dans dix ans, un Français sur quatre aura plus de soixante ans, sur dix, plus de soixante-quinze ans et près de deux millions seront en situation de dépendance. Le marché se révèle juteux, attirant financiers et médecins affamés par le fait de l'argent, où se jouent souvent toutes les passions : le gain et l'escroquerie à la Sécurité sociale, publicé mensongère et traitements indigènes infligés aux personnes âgées, dans le silence complice des familles, des édiles et notables locaux, comme des pouvoirs publics.

Fidèle pour des structures légères à visage humain, l'émotion en milieu urbain, l'ouverture systématique à des relations intergénérationnelles, un nouveau partage des responsabilités entre État, milieu hospitalier et établissements d'accueil, l'auteur explore d'autres solutions plus conformes au sens et à la qualité que nos sociétés prétendent donner à la vie.

C. de B.

ENVIRONNEMENT

PARTNERSHIP FOR THE PLANET: An Environment Agenda for the United Nations. — Hilary F. French

★ Worldwatch Institute, Washington, 1995, 71 pages, 5 dollars.

En quelques pages lumineuses, Hilary French fait le point sur la place de l'environnement dans le droit international depuis un demi-siècle. Les constructions juridiques sont loin d'être négligeables, même si les traités ne sont pas toujours appliqués, parfois faute de force. Il reste que, globalement, le bilan est insuffisant ; les institutions financières du système de Bretton Woods n'ont cure, en dépit de récentes assurances, de l'environnement, et le débat démocratique est difficile à établir entre organisations non gouvernementales et agences internationales. L'auteur plaide en faveur d'une taxation des activités nuisibles et surtout de l'institution d'une puissance agissante spécialisée des Nations unies. Plaidoyer à contre-courant quand on sait les réticences, des États-Unis surtout, à financer toute instance supranationale.

J. D.

AMÉRIQUES

LA BOLIVIE. — Christian Rudel

★ Karthala, Paris, 1995, 224 pages, 120 F.

C'est du Vénézuélien Simon Bolívar que la Bolivie, terre du Haut-Pérou qui fut la première colonie latino-américaine à se rebeller contre les Espagnols, a tiré son nom au XIX^e siècle. Mais avec le célèbre Libertador, dont la Constitution préservait le pouvoir des Blancs au détriment des Indiens, pour les majoritaires, l'auteur n'est pas tendre. Car il est de parti pris : résolu du côté des populations aymaras et quechuas — pour ne citer que celles-ci — traditionnellement exploitées et méprisées par les classes dirigeantes. Toute l'histoire d'un petit pays, autrefois riche de ses mines d'argent et aujourd'hui bien pauvre, est analysée sous l'angle des luttes de cœur d'un pays. Depuis Tupac Katari jusqu'à Domitila, « ambassadrice itinérante des mineurs et des paysans boliviens », l'auteur est mis sur une résistance à toute épreuve. Écrit avec beaucoup d'allant, ce livre graveux s'ouvre sur la mystérieuse disparition de Tito, le dernier empereur du grand empire des Andes édifié quelque quinze siècles avant notre ère.

FRANÇOISE BARTHÉLEMY.

DROIT

LE DROIT ET LES MINORITÉS. Analyses et tentes. — Alain Fenet (sous la direction de)

★ Bruylant, Bruxelles, 1995, 462 pages, 480 F.

La question des minorités se trouve en cœur de tous les conflits qui ont ensanglanté l'Europe au cours du XX^e siècle. Les traités de 1919 prévoyant l'établissement de la paix sur le principe des nationalités, comme s'il était possible de faire avant d'être des États que de nations, avec coïncidence parfaite entre les deux : pour une quarantaine d'années, l'Europe compte quelque deux cents ethnies. Ainsi la paix ne fut-elle qu'un entre-deux-guerres bref et tourmenté.

L'ouvrage est donc fort bienvenu. La première partie comprend quatre chapitres : la question des minorités sur le plan international général, puis sur le plan européen, puis en France, le quatrième esquissant quelques propositions théoriques d'ordre général. L'information sur l'Europe est particulièrement riche : à partir d'une unité manifeste entre le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'OSCE, l'auteur voit poindre « un ordre juridique européen des minorités ». La convention-cadre adoptée par le Conseil de l'Europe (10 novembre 1994) représente, selon l'auteur, une avancée importante du droit, même si les mécanismes de garantie restent insuffisants.

La deuxième partie de l'ouvrage (« Textes internationaux ») présente une chronologie qui commence au XVII^e siècle puis quarante-six textes choisis (judiciaires) : traités, déclarations, résolutions, recommandations, etc.

GÉRARD SOULIER.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE
diplomatique



Sommes-nous manipulés ?

Avec une inquiétude croissante, les citoyens constatent, dans leur vie quotidienne, une emprise de plus en plus forte des nouvelles armes du contrôle social : médias, publicité, sondages, marketing, communication... Ces machines discrètes, souriantes et subtiles, imposent une pédagogie de la soumission et ont fermement repris en charge le conditionnement des esprits. Comment résister à leur endoctrinement permanent ?

Les articles, notamment de Paul Virilio, Marc Ferro, John Berger, Armand Mattelart, Herbert Schiller, Patrick Champagne, François Brune, Yves Eudes, Edgar Roskis, Philippe Quéau et Asdrad Torrés décrivent et analysent le fonctionnement de ces redoutables chiens de garde qui, dopés par les modernes technologies, tiennent autour des individus d'invisibles barrières dont la transgression est punie. *Manière de voir* propose des outils de résistance intellectuelle contre cette nouvelle vassalisation.

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE — vente au numéro — 15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15, France.

Je souhaitez recevoir :

☐ exemplaires de *Manière de voir*
☐ MÉDIAS ET CONTRÔLE DES ESPRITS 27

Prix ► France métropolitaine : 48 F (port inclus)
unitaire ► DOM-TOM et étranger : 53 F (port inclus)

Numéros encore disponibles :

☐ Proche-Orient : une guerre de 100 ans 11
☐ L'agonie de la culture ? 19
☐ Le temps des exclusions 20
☐ Le désordre des nations 21
☐ Europe : l'utopie blessée 22
☐ Le modèle français en question 23
☐ Le Maghreb face à la contestation islamique 24
☐ Le bouleversement du monde 25
☐ Leçons d'histoire 26

Prix ► France métropolitaine : 48 F (port inclus)
unitaire ► DOM-TOM et étranger : 53 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

صكنا من الاصل

50 من الاصل

DU MOIS

HISTOIRE

LES DÉBUTS D'UNE COLONISATION LABORIEUSE. Le Sud algérien (1830-1860). - Joël Dauphiné

★ L'Harmattan, ADCK, Paris, 1995, 187 pages, 120 F.

L'histoire de la conquête et des premières années de la colonisation du Sud algérien est illustrée, dans cet ouvrage, par les notes inédites d'un officier d'infanterie de marine, qui participe - de 1836 à 1859 - à la plupart des expéditions entreprises contre les indigènes de la région de Port-de-France (aujourd'hui Nemours). « Les Noirs, on les a molestés, volés, trompés », écrit-il, « il a fallu ensuite les soumettre par la force ». Et le sous-lieutenant Victor de Malherbe de relater comment les tribus rebelles furent traquées et décimées, leurs villages incendiés, leurs terres occupées. Face à ces Canaques révoltés à combattre, les colons payèrent aussi un lourd tribut, cependant que l'administration était contrainte d'improviser pour assurer la survie de la colonie.

Ce témoignage de première main et la présentation faite par Joël Dauphiné représentent un utile retour sur un passé que beaucoup viennent ignorer, ne pensant qu'à profiter de la situation néo-coloniale issue des accords de Matignon.

JEAN-MARIE KOHLER.

LE COLLÈGE SADIKI DE TUNIS. 1875-1956. Enseignement et nationalisme. - Nouridine Sraïeb

★ Éditions du CNRS, Paris, 1995, 346 pages, 160 F.

Sur trois quarts de siècle et trois régimes successifs (ottoman, protectorat français, indépendance), nous est présenté l'histoire du collège Sadiki, l'un des pôles prestigieux tunisiens, avec la université Zaytouna, d'un enseignement que le collège dispensait en arabe et en français (un départ, il y avait aussi le turc et l'italien). L'histoire est celle de la volonté et du message de pluralisme culturel éducatif qui animaient ses fondateurs.

Le collège est créé sous l'impulsion du premier ministre, le général Khérédine, soucieux de réformes dictées par la conscience des retards lourds de menaces pour le régime et le pays. Signe des temps, des projets inspirés de la même inquiétude, étaient conçus ou envisagés en Égypte, en Turquie, au Maroc. Le protectorat français (1881) reprend l'institution avec ses propres objectifs et motivations. Les tendances assimilationnistes sont cependant écartées par la déstabilisation des Français, de la destruction linguistique de l'Algérie voisine. Elles sont de plus fortement concurrencées par les aspirations nationales et le mouvement social montant de couches lettrées.

Les élites formées, en contact avec les populations civiles et rurales, vont jouer un rôle important dans la lutte pour l'indépendance, rôle qui se poursuivra dans le nouvel État souverain (60 % des titulaires responsables entre 1959 et 1969 ont fait leurs études à Sadiki).

SADEK HADJERES.

OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE, ÉCONOMIE, FINANCE, GÉOGRAPHIE

★ Presses universitaires de France, Paris, 1995, 683 pages, 298 F.

Relativement audacieux, le pari de cet ouvrage qui fait cohabiter des disciplines différentes, M. Hénaut et les collègues, Antoine Fassin et la pluri-discipline, est tenu. Les étudiants y trouveront facilement les références nécessaires, grâce à des articles clairs rédigés par des professeurs des classes préparatoires et par des universitaires. Mais, sur le plan idéologique, les auteurs sont fort rares : on s'éloigne peu des analyses orthodoxes qui garantissent la moyenne aux examens. Ainsi l'article consacré au partage du travail ne fait que reprendre avec beaucoup d'assurance tous les postulats néolibéraux défendus par l'OCDE.

S. H.

• **HISTOIRE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS DEPUIS 1945.** - Pierre Sicaud (Nathan, Paris, 1995, 128 pages, 49 F). Les fondements de la puissance et les mécanismes de la domination.

• **SILENT DEPRESSION.** Twenty-five Years of Wage Squeeze and Middle-Class Decline. - Wallace C. Petersoo (Norton, Londres, 1995, 317 pages, 9,95 livres). L'analyse et les données chiffrées du relâchement des classes moyennes et du creusement des inégalités de revenus aux États-Unis.

• **LES ÉTATS-UNIS ET LEUR ARRIÈRE-COUR.** - Denise Arnaud (« coll. Pluriel », Hachette, Paris, 1995, 602 pages, 145 F). Comment, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, souvent au moyen d'interventions militaires, les États-Unis ont prétendu souder une communauté de destin avec leurs voisins.

• **BALTIC SEA POLITICS.** Achievements and Challenges. - Per Jönsson et Carl-Einar Svalund (The Nordic Council, Stockholm, 1995, 123 pages). Bilan et perspectives de la coopération entre pays riverains de la Baltique en matière de développement, de sécurité, de rapports avec l'Union européenne et de droits des minorités.

• **THE UNITED NATIONS AND MOZAMBIQUE 1992-1995.** - (The Blue Books Series, volume V, United Nations, New York, 1995, 321 pages, 29,95 dollars). Maintien de la paix, aide humanitaire et assistance économique : l'intervention des Nations unies au Mozambique à travers les documents officiels.

IMPERIAL IDENTITIES. Stereotyping, Prejudice and Race in Colonial Algeria. - Patricia M. E. Lorcin

★ I. B. Tauris, Londres, 1995, 322 pages, 39,5 livres.

L'ouvrage neuf de Patricia Lorcin étudie la mise en place des catégories ethniques par le conquérant de l'Algérie opposant les « bons » Kabyles aux « mauvais » Arabes dans la compréhension de la société dominée. On contribue à l'impulsion du mythe des milieux militaires - les polytechniciens - et des courants du socialisme utopique, parfois liés. Sur le terrain, la domination militaire aboutit à une vulgare à succès. Le mythe fut pourtant moins stable qu'on l'a pu dire et il subit un effacement relatif lié au triomphe du pouvoir civil de la République, avant l'essor du racisme néo-latin, cédant par Louis Barrand.

Ce livre fait bien percevoir comment les mythes d'une société - la française - se transfèrent sur une autre - l'algérienne. Ce transfert a, bien sûr, à voir avec le pouvoir et aussi avec des débats qui portent la marque du scientisme et de l'ethnocentrisme en son siècle d'apogée, le XIX^e siècle. Ce n'est pas un hasard s'il fut aussi celui de la « mission civilisatrice », celui de Bugeaud et de Ferry.

On pourra discuter tel ou tel aspect du fonctionnement du mythe ou la volonté réelle du colonisateur d'éradiquer la culture dominée, il reste que l'ouvrage, fin et bien conçu, est une contribution solide à l'histoire de l'idéologie coloniale.

GILBERT MEYNIER.

STALIN'S LETTERS TO MOLOTOV. - Lars T. Lih, Oleg V. Naumov, Oleg V. Khlevniuk

★ Yale University Press, New Haven et Londres, 1995, 276 pages, 16,95 livres.

Depuis la perestroïka et surtout depuis l'effondrement de l'URSS, l'ouverture des archives a donné naissance à de multiples publications de documents. Les lettres écrites par Staline entre 1925 et 1936 et remarquablement présentées par les deux jeunes historiens russes Oleg Khlevniuk et Oleg Naumov offrent un aperçu saisissant sur la personnalité de celui qui a marqué si fort et si violemment l'histoire du XX^e siècle. Adresse à Molotov, son ami et son bras droit, ces correspondances est d'une grande valeur, car Staline s'y exprime sans retenue, avec une totale franchise. On y découvre concrètement ce qui constitue le génie politique propre à Staline, l'extrême prudence de sa volonté, son art de manipuler les hommes et de saisir les opportunités. Au fil des années, on y voit aussi se forger la tyrannie d'un esprit vindicatif et paranoïaque, dépourvu de toute humanité et enfermé dans une logique idéologique souvent très éloignée du réel. Comme l'expliquent en introduction Lars Lih et Robert Tucker, ces lettres retiennent en cause un certain nombre d'interprétations traditionnelles du personnage.

SABINE DULLIN.

« TERREUR EN CASAMANCE »

Le spectre de l'ethnicité

RELATANT l'aventure d'un jeune marginal dakarais entraîné malgré lui dans une affaire de trafic d'armes qui le conduit chez des rebelles, *Terreur en Casamance* se présente comme un polar classique qui obéit consciencieusement aux règles du genre. Premier roman d'Abdourahmane Ndiaye, un Sénégalais qui a enseigné pendant six ans dans la région sud de son pays, il retiendrait sans doute moins l'attention s'il n'était le premier ouvrage de fiction sur le conflit casamançais, et si sa sortie ne coïncidait avec la brusque médiatisation du problème à la suite de la disparition de quatre touristes français en avril dernier dans cette

« GÉRER L'ÉCONOMIE PLANÉTAIRE »

Bilan des vingt glorieuses du capital

RÉFLEXION dense et informée sur les conséquences de la crise du système de Bretton Woods et de son abrogation unilatérale en 1971, ce livre, œuvre d'un collectif réuni à l'initiative de professeurs keynésiens ayant refusé de lâcher prise face aux néolibéraux (1), examine aussi les différentes facettes de la mondialisation du capital. On y trouve des considérations qui retiennent les sujets souvent abordés isolément (la monnaie-économie, les relations salariales, l'économie industrielle internationale, le fonctionnement de marchés financiers) et qui intègrent la dimension des rapports Nord-Sud. A la différence de tant de travaux collectifs, celui-ci possède un degré élevé d'homogénéité, même si certaines contributions apparaissent en retrait, tant sur le plan du diagnostic que sur celui des remèdes envisagés.

Le tableau d'ensemble qui se dégage des contributions étaye l'hypothèse d'une économie capitaliste entrée dans une phase de croissance extrêmement faible, entrecoupée de récessions fréquentes, et marquée par un chômage structurel élevé, une déflation rampante et l'accumulation de la concurrence internationale. La genèse de cet état de choses serait indissociable « d'une économie politique de la croissance lente, imposée par des intérêts puissants » défendus par les gouvernements des pays du G7. Les « intérêts puissants » sont ceux du capital-argent, devenu chaque jour plus fortement un capital rentier, dont la masse s'est accrue de façon accélérée bien avant que les fonds de pension ne fassent leur entrée en scène. Cette croissance a d'abord été nourrie par les prêts faits aux États (ceux du Sud en premier lieu, relayés dans les années 80 par ceux du Nord), ensuite par la spéculation financière qui déchaîna la flexibilité des taux de change. L'existence d'un « biais en faveur de la production et de l'emploi », qui déborda la sphère financière, s'explique dans les stratégies industrielles des grands groupes transnationaux : délocalisation de la production, nivellement des salaires et de la protection sociale.

DES lors que le niveau atteint par l'internationalisation du capital dans toutes ses formes interdit désormais toute intervention qui se limiterait dans le seul cadre national, ce n'est que par l'action concertée d'un ensemble d'États que « la

finance pourra être domptée ». Plusieurs auteurs, qui font des propositions allant dans ce sens, constatent néanmoins que les gouvernements s'en tiennent pour leur part à l'orthodoxie leur prescrivant de s'en remettre à la sagesse des « marchés ». Jonathan Michie observe ainsi que la coordination entre États n'a pas manqué au cours des quinze dernières années, mais qu'elle s'est faite exclusivement pour « libérer les marchés et limiter la souveraineté de gouvernements démocratiquement élus ».

Les partis les plus attachés aux « réformes » se satisfaisant du rôle de brancardier social des ravages opérés par le

capital financier, cette politique néolibérale ne rencontre pas de réelle opposition. Pourtant, les priorités qu'elle impose pourraient être renversées si s'exerçaient sur les gouvernements une pression politique comparable à celle qui, il y a un demi-siècle, les a conduits à la signature du traité de Bretton Woods et à la mise en œuvre du plan Marshall. Faudra-t-il attendre que cette pression naisse d'explosions sociales nourries par le désespoir ?

FRANÇOIS CHESNAIS.

(1) Jonathan Michie et John Grieve Smith (sous la direction de), *Managing the Global Economy*, Oxford University Press, 1995, 44,99 livres.

UN LIVRE DE JEAN-YVES POTEL

Aux racines de l'après-communisme

COMBIEN d'observateurs de l'Europe centrale et orientale seraient prêts à publier, sans le rattachement, un choix de leurs articles couvrant les quinze dernières années ? Collaborateur du *Monde diplomatique* et de France-Culture, enseignant à l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII, Jean-Yves Potel en prend le risque (1). Tous ceux qui tentent de comprendre les bouleversements dans l'autre Europe s'en réjouiront, tant cette rétrospective éclaire les évolutions en cours à l'Est.

« Du passé faisons table rase », para-doxalement, nombre de spécialistes de l'Est semblent avoir érigé cette strophe de l'*Internationale* en démarche journalistique, voire scientifique. La rupture intervenue en 1989 serait telle que les évolutions en cours ne plongeraient pas leurs racines dans l'histoire de ces pays. Ou, version moins vulgaire mais également contestable, elles renouanceraient avec les réalités de l'avant 1945, comme si la période communiste avait congelé celles-ci.

Jean-Yves Potel montre l'inverse, en une quinzaine d'articles publiés entre 1981 et 1994 dans *L'Alternative*. Autrement, *Communications, Sexe, Sociologie du travail, Les Temps modernes* et, bien sûr, *Le Monde diplomatique*. L'auteur n'a pas, il est vrai, attendu la chute du mur de Berlin pour découvrir l'autre Europe. Longtemps militant d'extrême gauche, puis rédacteur à la revue *L'Alternative* animée par François Maspero, la critique du stalinisme lui est familière, et ses premiers contacts avec les dissidences à l'Est remontent à l'après-1968. S'il a séjourné en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie ou en URSS, une « passion » particulière le lie à la Pologne, pays

auquel il consacre la majeure partie de *Quand le soleil se couche à l'Est*.

De Gdansk au retour des communistes, en passant par l'état de guerre et le premier gouvernement Mazowiecki, Jean-Yves Potel a vécu, souvent sur place, le long cheminement de la Pologne. Grâce à cette connaissance intime, l'analyse prend chair, la démarche journalistique assurant la dimension humaine qui fait si souvent défaut à l'approche du spécialiste. Pour autant, l'auteur ne se contente pas de suivre l'événement : pour en saisir les tendances lourdes, il multiplie les plongées dans l'histoire tourmentée de la Pologne : on lira avec une particulière attention le chapitre intitulé « Solidarité et les traditions politiques polonaises », qui inscrit l'orientation du syndicat dans le contexte historique du pays, y compris les effets de l'échec annoncé du socialisme réel.

L'ENJEU du débat sur l'expérience des sociétés de l'Est dépasse, évidemment, l'Europe centrale et orientale. « La mesure entre parenthèses s'abstient, ne pas s'en mêler », affirmait dès 1977 Rossana Rossanda, citée par Jean-Yves Potel, cela revient à dire que l'on renonce à comprendre quelle société nous voulons et pouvons être ici. Comme on écho, dix-huit ans après, l'auteur s'interroge : « Peut-on encore penser le socialisme après l'effondrement soviétique ? ». La réponse, conclut-il, « n'est pas aisée. Il faudra encore réfléchir, débattre, résister à l'air du temps, refuser les formules électorales, penser. Penser le socialisme, c'est-à-dire le réinventer ».

DOMINIQUE VIDAL.

(1) Jean-Yves Potel, *Quand le soleil se couche à l'Est*, Éditions de L'Aube, La Tour d'Aigues, Paris, 1995, 318 pages, 149 F.



JEAN-CLAUDE MARUT.

(1) Abdourahmane Ndiaye, *Terreur en Casamance*, Les Éditions d'Arènes, Paris, 1994, 159 pages, 85 F.

DEPUIS une vingtaine d'années, de nouvelles Tables de la Loi s'imposent progressivement à l'ensemble de l'humanité, une alliance a été signée. Dans la civilisation chrétienne, l'« ancienne » alliance fut un pacte entre Dieu et l'homme, centrée sur l'idée de l'amour entre Dieu (le créateur, le père) et l'homme (sa créature, le fils), et entre les êtres humains eux-mêmes (« Tu aimeras ton prochain comme toi-même »). Dans ce cadre, l'homme gardait toute sa liberté. Il pouvait pécher ; Dieu tout-puissant, le Père, était miséricordieux, il pouvait pardonner.

Les Tables de la Loi d'aujourd'hui consacrent, elles, l'alliance entre le marché (ainsi que la technologie) et l'ensemble de l'humanité. Le marché est le grand régulateur de la vie économique, le guide des hommes et des sociétés, qui doivent désormais s'adapter. Il faut, nous dit-on, « mettre notre foi dans les mécanismes du marché (1) », dont le moteur principal est le prix, soumis sans cesse aux changements induits par les progrès scientifiques et techniques, ainsi que par les innovations technologiques aux exigences et aux contraintes desquelles aucun individu et aucune société ne peut échapper.

Dans ce cadre, la liberté que le marché offre à l'homme est celle de se soumettre. S'il ne le fait pas, s'il pêche donc, il ne sera pas pardonné. Il sera tout simplement éliminé du marché du travail comme du marché des biens, du marché des capitaux... Les nouvelles Tables de la Loi exaltent l'idée de compétitivité entre tous les hommes, tous les groupes sociaux constitués et toutes les communautés territoriales (villes, régions, États), car, proclament-elles, le salut individuel et collectif passe par la conquête de parts de marché, notamment des marchés mondiaux (2).

Suivant l'exemple américain, les groupes dirigeants du Japon et des pays de l'Union européenne ont efficacement contribué - notamment à partir des années 80 et de la création du marché unique - à l'élaboration et à la consécration de ces idées et à leur diffusion dans l'ensemble du monde. Même les dirigeants de la République populaire de Chine considèrent que leur pays est entré dans l'« économie socialiste de marché », expression où le dernier terme pèse évidemment beaucoup plus lourd que le premier.

Dans une logique de guerre

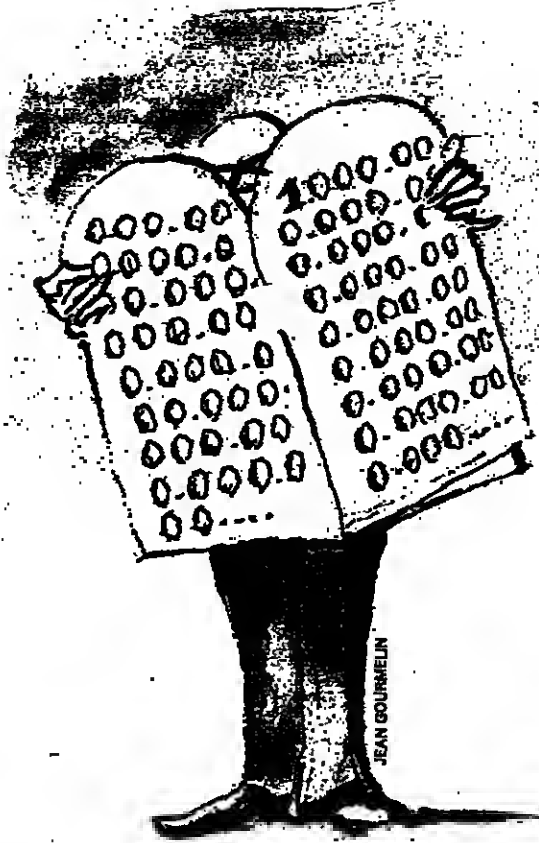
LES nouvelles Tables de la Loi comportent six commandements, trois relevant des impératifs fondamentaux, et trois des moyens nécessaires.

Le premier renvoie à la mondialisation de la finance, du capital, des marchés, des entreprises et de leur stratégie. Phénomène nouveau et récent - par rapport à ceux, bien connus et anciens, de l'internationalisation et de la multinationalisation -, il est présenté comme inévitable et irréversible (3) : « Personne ne peut éviter le processus de mondialisation », vient d'affirmer M. Bachrum Harahap, secrétaire d'État pour le développement de la coopération bilatérale et multilatérale de l'Indonésie. Selon lui, la mondialisation de la production, des infrastructures de télécommunications, des routes, de l'électricité compagne, par ailleurs, une logique de guerre, car « lorsqu'il s'agit d'attirer les investissements, c'est comme à la guerre : tuir ou être tué (4) ». Jamais l'idée ne vient à l'esprit des promoteurs de ce précepte

* Professeur à l'université catholique de Louvain.

Les nouvelles Tables de la Loi

Par RICCARDO PETRELLA *



qu'il existe des formes de mondialisation de l'économie différentes de celle en cours, et entre lesquelles les sociétés devraient pouvoir choisir.

Le deuxième commandement découle des « révolutions scientifiques et technologiques » de ces trente dernières années dans les domaines énergétique, des matériaux, des biotechnologies et, surtout, de l'information et de la communication. Il faut, là aussi, s'adapter le plus vite et le plus intensément possible, car elles sont en train de changer la condition humaine et de donner naissance à une nouvelle société, celle de l'information, voie royale pour entrer dans le XXI^e siècle, retrouver la croissance économique et l'emploi, etc. (5). Or l'innovation technologique permanente, mise principalement au service de la compétitivité des entreprises sur les marchés globaux solvables, déjà saturés, ou dont la croissance est très faible, se traduit par la prédominance des innovations de procédés plutôt que de produits, ce qui entraîne des pertes ultérieures de postes de travail. Le salut promis n'est réservé qu'à un petit nombre.

Le troisième commandement énonce que chaque individu, chaque groupe social, chaque communauté territoriale se doit d'être le meilleur, le plus fort, le gagnant : si tu n'es pas le plus compétitif, l'autre le sera, et tu seras alors éliminé. Cette obligation d'épargne personnelle : elle ne doit pas se limiter aux entreprises mais, proclame-t-on, doit concerner aussi les nations, les villes, les régions, les universités, les ministères. Pour M. François Perigot, ancien président du Conseil national du patronat français (CNPF) et actuel président de l'organisation patronale européenne Unice, l'objectif du renforcement de la compétitivité de l'industrie

européenne sur les marchés mondiaux devrait même être inscrit dans le traité qui sortira de la Conférence intergouvernementale de 1996 comme deuxième objectif institutionnel de l'Union européenne (6).

Le quatrième commandement découle des trois premiers : il faut libéraliser les marchés nationaux pour aboutir à un espace unique mondial où circuleront librement marchandises, capitaux, services, et personnes. Doit donc être condamnée comme hérétique toute forme de protection « nationale ». Dans ce cadre, il ne saurait exister ni d'intérêts de la société ni de volonté populaire souveraine.

De là, nous pouvons déduire la logique du cinquième commandement : la nécessaire dérégulation des mécanismes de direction et d'orientation de l'économie. Ce n'est pas aux citoyens, c'est-à-dire à l'État, à travers les institutions représentatives élues ou désignées, de fixer normes et principes de fonctionnement. Il ne leur appartient pas davantage d'évaluer régulièrement, et de manière transparente, l'action de leurs représentants et de l'économie en général. Il faut laisser cela aux producteurs, aux consommateurs et aux financiers. L'État doit se contenter de créer l'environnement général le plus favorable à l'action des entreprises, afin qu'elles puissent fixer les règles du jeu et poursuivre l'impératif de la compétitivité. L'État doit devenir le simple greffier des décisions prises par d'autres et doit, le cas échéant, revêtir le maillot de l'arbitre pour siffler un joueur commettant des actes irréguliers.

Dernier commandement, qui couronne le tout, la privatisation de parts entières de l'économie : transports urbains, chemins de fer, transport aérien, santé, hôpitaux, éducation, banques, assurances, culture, distribution

d'eau, d'électricité et de gaz, services administratifs, etc.

L'application généralisée de ces Tables de la Loi en Europe et dans les autres continents va avoir - à déjà - partout, de terribles conséquences sur l'ensemble des conditions de vie individuelle et collective. Plus on laissera le marché gouverner l'avenir de nos sociétés, et plus le monde deviendra le terrain d'une guerre économique sans merci où individus, groupes sociaux, villes, pays, continents perdent ou gagnent. Les perdants seront mis à l'écart et abandonnés, comme c'est déjà le cas pour l'Afrique.

Au service des marchés solvables

ALORS qu'en Occident les luttes sociales et politiques du XIX^e et du XX^e siècle ont réussi à imposer des règles et des limites structurelles à la prétention du marché à gouverner l'économie et la société, les nouvelles Tables de la Loi conduisent à des inégalités irréversibles entre les êtres humains. La science et la technologie seront principalement utilisées comme des armes pour mieux « tuer les concurrents » et pour produire des biens et des services visant uniquement à satisfaire les besoins, déjà saturés, des consommateurs des marchés les plus solvables (dernier cas en date, particulièrement typique : les masses énormes de capitaux investies pour la création des autoroutes de l'information). L'environnement de la planète subira des dégâts irréversibles. Car la logique des six commandements n'est pas la création d'emplois et le travail pour tous, mais exclusivement la recherche de nouvelles sources de profit.

Dans telle ou telle région du monde, des segments limités de la population pourront tirer leur épingle du jeu, mais tout projet mondial au service de l'homme sera rendu impossible pour des décennies. Sur le Vieux Continent, il sera de plus en plus difficile de parler d'un modèle de société spécifique. Cette Europe, autrefois rêvée comme une belle aventure, ne vaudra plus alors la peine d'être promue. Si, en effet, l'on exclut les actions méritoires et de grande portée humaine et sociale menées par les organisations non gouvernementales, l'Europe des « compétitifs » n'a ni propositions ni idées à offrir à ceux et à celles qui ont déjà des châteaux de longne durée ou qui ont de bas niveaux de qualification ; aux jeunes ; à ceux qui, atteignant la cinquantaine, sont invités à quitter le marché du travail ; aux immigrants, aux faibles, aux différents, aux déviants, etc.

On aurait tort, pourtant, de négliger la dissidence et la résistance croissantes que provoquent les nouvelles Tables de la Loi. Elles sont encore faibles, minoritaires et fragiles, mais l'espoir et la créativité sont de leur côté.

(1) Groupe Bungeum, L'Europe et la société de l'information planétaire, recommandations au Conseil européen ; rapporteur, M. Martin Bungeum, Commission européenne, Bruxelles, 26 mai 1994.
(2) Cf. Riccardo Petrella, « L'économie de la compétitivité », Le Monde diplomatique, septembre 1991.
(3) Sur la mondialisation en tant que phénomène nouveau, lire l'ouvrage du Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité*, La Découverte, Paris, 1992.
(4) Déclarations rapportées par Kevin Murphy dans International Herald Tribune du 14 septembre 1992.
(5) Selon les thèses de la Table ronde européenne des industries (European Round Table) développée dans La Compétitivité de l'Europe : passer obligé pour la croissance et l'emploi, ERT, Bruxelles, 1994, et du Livre blanc de la Commission européenne, *Croissance, compétitivité, emploi*, Office des publications des Communautés européennes, Luxembourg, 1994.
(6) Déclaration rapportée par Agence Europe, Bruxelles, septembre 1995.

Dans ce numéro :

PAGE 2 : « Médias et contrôle des esprits », par Dominique Vidal. Courrier des lecteurs.

PAGES 3 à 7 : FAUX PRIVILÉGIÉS, VRAIS EXCLUS : A bas le contrat social ! par Christian de Brie. - Journalisme de marché (S.E.). Le droit d'asile malmené, par Philippe Videllier. - Pour le partage du savoir, par Marianne Bollève. - Marx et la mendicité, par Solange

Marcier-Joss. - Ambiguë, l'imagerie des pauvres... par Edgar Reekis. - Deux films, deux regards, par Carlos Pardo. - Chantage, des illusions au bricolage, par Bernard Cassen.

PAGES 8 à 10 : HEURS ET MALHEURS DES ORGANISATIONS MONDIALES : Les Nations unies au fil des objectifs américains, par Gilbert Achcar. - Hélas, les invasions (S.E.). - Inquiétants sursauts au-dessus de la FAC, par Jacques Decroix.

PAGE 11 : Les États-Unis redessinent le Proche-Orient, par Paul-Marie de La Gorce.

PAGES 12 et 13 : BOSNIE : Virage américain, par Jonathan Clark. - Mouvement identitaire des musulmans, par Catherine Samary. - « Après eux, le Déluge », d'André Fontaine (P.-M. de La G.).

PAGES 14 et 15 : DEUX ÉCRIVAINS AUX PRISES AVEC L'HISTOIRE ALLEMANDE : Günter Grass en croisade contre l'oubli, par Brigitte Fritzel. - Stefan Heym, un socialiste à visage très humain (B.E.). - Un champ de bataille (L. R.).

PAGES 16 et 17 : TCHÉQUIE : Épreuve sociale pour un « miracle », par Jean-Yves Potel. - Du nouveau sur les procès des années 50, par Lionel Richard.

PAGES 18 et 19 : Océan indien : Vitrailage stratégique, par Raoul Delcorde. - Longue patience à Madagascar, par Philippe Lévy. - La Grande Ile sous l'influence des Églises, par Sylvie Brien.

PAGE 20 : ALGÉRIE : Dynamique infernale, suite de l'article de Lahouari Addi.

PAGE 21 : Les défis de l'après-guerre en Angola, par Victoria Brittain.

PAGES 22 et 23 : BOLIVIE : Coca répression chez les paysans, par Maurice Lemoine. - Réformes sous état de siège (M.L.). Dans les revues.

PAGE 24 : « La Santé parfaite », un essai de Lucien Sfez.

PAGE 25 : COMMUNICATION : Pour l'intelligence collective, par Pierre Lévy.

PAGES 26 et 27 : LES LIVRES DU MOIS : « Our Game », de John Le Carré, par Fred Halliday. - « Gérer l'économie planétaire », de Jonathan Michie et John Gieve Smith, par François Chenu. - « Quand le soleil se couche à l'Est », de Jean-Yves Potel (D. V.). - « Terreur en Casamance », d'Abdourahmane Ndiaye, par Jean-Claude Marat.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1995 a été tiré à 235 500 exemplaires. Le numéro du mois d'août a été interdit à la vente en Arabie saoudite.

ECOLE DES HAUTES ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES
ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES
Etablissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1899

3^e cycles spécialisés en

- SCIENCES POLITIQUES
- ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notamment)

Formations 1^{er} et 2^e cycles
de science politique et de relations internationales

RENSEIGNEMENTS :
54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-20-57-47
107, rue de Tolbiac 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-70-73-37

سكنا من الامم

Octobre 1995